



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE
FISCALITÉ ET UNION DOUANIÈRE
Politique douanière, législation, tarif douanier
Législation douanière

Bruxelles, le 4 avril 2022

TAXUD/B1/

Guide à l'intention de l'utilisateur professionnel du SAE

Formalités d'exportation et de sortie dans le système automatisé d'exportation

Avertissement: «Il convient de souligner que le présent document ne constitue pas un acte juridiquement contraignant et a un caractère explicatif. Les dispositions juridiques de la législation douanière priment sur le contenu du présent document et doivent toujours être consultées. Les textes des instruments juridiques de l'Union européenne qui font foi sont publiés au Journal officiel de l'Union européenne. Le présent document est complété par les éventuelles instructions nationales ou notes explicatives existantes.»

Historique du document

Révision	Date	Créé par	Description succincte des modifications
1.02	4.4.2022	DG TAXUD	Mise en œuvre des positions des auteurs
1.01	13.10.2021	DG TAXUD	Version à jour après l'examen interne
1.00	28.7.2021	DG TAXUD	Version initiale pour révision interne par la DG TAXUD

Table des matières

1	INTRODUCTION.....	5
1.1	OBJECTIF DU PRÉSENT DOCUMENT	5
1.2	PORTÉE.....	5
1.3	PUBLIC CIBLE.....	6
1.4	STRUCTURE DU PRÉSENT DOCUMENT	6
1.5	ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	8
2	RÉFÉRENCES JURIDIQUES ET AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS POUR LE SAE	11
3	CONTEXTE DU SYSTÈME AUTOMATISÉ D'EXPORTATION	14
4	UTILISATION DU MODÈLE DE DONNÉES DOUANIÈRES DE L'UNION EUROPÉENNE	16
5	NOUVELLES FONCTIONNALITÉS DU SAE	20
5.1	DÉDOUANEMENT CENTRALISÉ DES EXPORTATIONS (CENTRALISED CLEARANCE AT EXPORT, CCE)	20
5.1.1.	Introduction générale	20
5.1.2.	Analyse des risques et contrôles douaniers dans le contexte du dédouanement centralisé des exportations (CCE)	27
5.1.3.	Codes définis au niveau national appliqués par le BDP	30
5.1.4.	Fourniture de données statistiques au BDP	30
5.2	INTERFACE ENTRE LE SAE ET L'EMCS – EXPORTATION DE MARCHANDISES SOUMISES À ACCISE DANS LE CADRE D'UN RÉGIME DE SUSPENSION DE DROITS	32
5.2.1.	Introduction générale	32
5.2.2.	Marchandises soumises à accise transportées au titre d'un contrat de transport unique	34
5.3	INTERFACE ENTRE LE SAE ET LE NSTI – EXPORTATION SUIVIE D'UN TRANSIT.....	35
5.3.1.	Introduction générale	35
5.3.2.	Exportation suivie d'un transit (marchandises soumises à accise)	40
5.4	DÉPÔT D'UNE DÉCLARATION EN DOUANE PRÉALABLEMENT À LA PRÉSENTATION DES MARCHANDISES	42
5.4.1.	Notification préalable de contrôle à l'attention de l'opérateur économique agréé.....	43
5.4.2.	Rectification d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises.....	44
5.4.3.	Annulation d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises.....	46
5.4.4.	Notification de présentation (IE511).....	46
5.5	DÉCLARATION SIMPLIFIÉE ET DÉCLARATION COMPLÉMENTAIRE	48
5.6	INVALIDATION DE LA DÉCLARATION SOMMAIRE DE SORTIE	53
5.7	NOTIFICATION DE RÉEXPORTATION	54
5.7.1.	Introduction générale	54
5.7.2.	Rectification de la notification de réexportation	55
5.7.3.	Invalidation de la notification de réexportation	56
6	FONCTIONS ET FORMALITÉS ACTUALISÉES DANS LE SAE.....	58
6.1	RECTIFICATION ET INVALIDATION D'UNE DÉCLARATION D'EXPORTATION	58
6.1.1.	Rectification d'une déclaration d'exportation	58
6.1.1.1	Rectification d'une déclaration d'exportation avant que les marchandises se voient octroyer la mainlevée pour l'exportation	58
6.1.1.2	Rectification de la déclaration d'exportation de marchandises relevant d'un régime de suspension de droits d'accise	61
6.1.1.3	Rectification d'une déclaration d'exportation déposée dans le cadre d'un dédouanement centralisé	61
6.1.2.	Invalidation de la déclaration d'exportation	61
6.1.2.1	Invalidation de la déclaration d'exportation avant la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation	62
6.1.2.2	Invalidation de la déclaration d'exportation après octroi de la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation	63
6.1.2.3	Invalidation visant des marchandises relevant d'un régime de suspension de droits d'accise	64
6.1.2.4	Invalidation d'une déclaration d'exportation déposée dans le cadre d'un dédouanement centralisé	65
6.2	DONNÉES RELATIVES À LA SÛRETÉ ET À LA SÉCURITÉ	65
6.2.1.	Introduction générale	65

6.2.2.	Opérateurs économiques agréés pour la sécurité et la sûreté	67
6.3	NOTIFICATION DE DÉCISION DE CONTRÔLE À L'EXPORTATION ET À LA SORTIE (MESSAGES IE560/IE561).....	68
6.4	NOTIFICATION D'ARRIVÉE (IE507), PRÉSENTATION DU MANIFESTE (IE547) ET NOTIFICATION DE SORTIE (IE590).....	72
6.5	MESSAGES DE REJET (IE556/IE557).....	74
6.6	DÉTOURNEMENTS MULTIPLES/«CROSS BOOKING»	76
6.7	PROCÉDURE DE RECHERCHE – UTILISATION D'AUTRES ÉLÉMENTS DE PREUVE	79
6.8	STATISTIQUES DES ENTREPRISES	83
6.9	CONTINUITÉ DES OPÉRATIONS EN CAS DE PANNE TEMPORAIRE DU SAE	84
7	GUIDE PRATIQUE DE L'UTILISATION DES GROUPES DE DONNÉES, ÉLÉMENTS DE DONNÉES ET MESSAGES.....	86
7.1	UTILISATION DES GROUPES DE DONNÉES AU NIVEAU GÉNÉRIQUE ET AU NIVEAU DE L'ARTICLE DE MARCHANDISE	86
7.2	GROUPES DE DONNÉES LIÉS À DES DOCUMENTS.....	88
7.3	AUTORISATION ET DOCUMENTS D'ACCOMPAGNEMENT.....	94
7.4	IDENTIFICATION DES ACTEURS.....	95
7.5	LE DÉCLARANT ET LE REPRÉSENTANT	96
7.6	ÉQUIPEMENT DE TRANSPORT.....	98
7.7	MOYEN DE TRANSPORT AU DÉPART ET À LA FRONTIÈRE	99
7.8	UNITÉ MONÉTAIRE INTERNE ET VALEUR STATISTIQUE	100
7.9	LOCALISATION DES MARCHANDISES	101
7.10	ENTREPÔT	102
7.11	RÉGION D'EXPÉDITION (ANCIENNEMENT RÉGION D'ORIGINE)	103
7.12	BUREAU DE DOUANE DE SORTIE	104
7.13	TYPE DE COLIS ET DE MARQUES D'EXPÉDITION.....	105
7.14	PAYS DE DESTINATION.....	107
7.14.1.	Avitaillement des navires et des aéronefs.....	107
7.14.2.	Plateaux continentaux et zones économiques exclusives	110
8	FONCTIONS ET FORMALITÉS NON ACTUALISÉES DANS LE SAE	111
8.1	DÉCLARATIONS D'EXPORTATION ET DE RÉEXPORTATION	111
8.2	SORTIE APRÈS STOCKAGE	114
8.3	SORTIE PARTIELLE.....	115
8.4	TRAITEMENT DU CTU	117
8.5	DÉTOURNEMENT	118
8.6	CERTIFICAT DE SORTIE	118
8.7	DÉCLARATION SOMMAIRE DE SORTIE (EXS).....	119
9	PROCÉDURES HORS DU CHAMP DES SPÉCIFICATIONS DU SAE	123
9.1	EXCEPTIONS ACCEPTÉES PAR L'ECCG	123
9.2	RECTIFICATION D'UNE DÉCLARATION D'EXPORTATION APRÈS OCTROI DE LA MAINLEVÉE POUR L'EXPORTATION	123
9.3	DÉPÔT A POSTERIORI	124
10	MESSAGES D'ÉCHANGE D'INFORMATIONS SAE	129

1 Introduction

1.1 Objectif du présent document

Le présent document a pour objectif principal de servir de guide à l'utilisateur professionnel du système automatisé d'exportation (SAE).

Les travaux préparatoires du SAE ont notamment visé à actualiser plusieurs fonctionnalités déjà connues et à en mettre en œuvre de nouvelles [par exemple, le dédouanement centralisé des exportations (CCE), ou l'interface entre le service automatisé d'exportation (SAE) et le système d'informatisation des mouvements et des contrôles des produits soumis à accise (EMCS), ou entre le SAE et le nouveau système de transit informatisé (NSTI)] pour lesquelles des explications complémentaires allant au-delà des descriptions strictement juridiques, fonctionnelles ou techniques pourraient être nécessaires. Parallèlement à ces travaux préparatoires, il a été procédé à une harmonisation des données qui a fortement impacté la structure des messages; par conséquent, les règles et conditions correspondantes ont également été révisées afin de garantir la fluidité des opérations au quotidien. Le présent guide a été conçu en tenant compte de tous les changements apportés au SAE, dans l'intention d'aider les administrations douanières des États membres et les opérateurs économiques à comprendre les fonctionnalités du SAE.

1.2 Portée

Le présent document décrit et explique les fonctionnalités du SAE, ainsi que les procédures d'utilisation de certains messages/groupes de données/éléments de données, afin que le lecteur puisse se familiariser avec les fonctionnalités intégrées au SAE-Phase 1 (SAE-P1) qui devront être appliquées dans l'ensemble des États membres à partir du 1^{er} décembre 2023 [date fixée dans le programme de travail portant sur le déploiement du système automatisé d'exportation prévu dans le code des douanes de l'Union (CDU) pour la fin de la période de transition entre le système de contrôle des exportations – Phase 2 (ECS-P2) et le SAE-P1].

Bien que le présent document ait été initialement conçu pour traiter plus particulièrement des nouvelles fonctionnalités et des fonctionnalités actualisées, il porte également sur les fonctionnalités qui existaient déjà dans l'ECS-P2 et ont été conservées dans le SAE-P1, de manière à fournir une vue d'ensemble des formalités d'exportation et d'importation qui

peuvent être accomplies dans le système. Par ailleurs, au cours des cycles de préparation et de révision des spécifications fonctionnelles et techniques du SAE, plusieurs questions ont été soulevées par les États membres et les opérateurs commerciaux. Par conséquent, le présent guide traite principalement des questions sur lesquelles il a été jugé utile d'apporter des explications ou précisions supplémentaires en complément de la documentation juridique, fonctionnelle et technique pertinente.

Il convient de mentionner que le présent guide ne décrit pas en détail les règles et conditions, ni le contenu des listes de codes mises en œuvre dans le SAE-P1, étant donné que les spécifications techniques relatives au SAE contiennent des informations exhaustives à cet égard. Le présent «Guide à l'intention de l'utilisateur professionnel du SAE» apporte avant tout des réponses pratiques à des questions d'ordre commercial.

1.3 Public cible

Les destinataires du présent document sont:

- les services nationaux de l'administration des douanes responsables du SAE et les fonctionnaires des douanes qui utilisent le SAE pour accomplir les formalités d'exportation et d'importation;
- les opérateurs économiques et les autres parties prenantes qui utilisent le SAE dans le cadre de leurs activités d'exportation et de sortie.

Le lecteur est supposé posséder une bonne compréhension des formalités d'exportation et d'importation prévues dans le paquet législatif relatif au code des douanes de l'Union (le «paquet législatif CDU»).

1.4 Structure du présent document

Le présent document se compose des chapitres suivants:

- **Chapitre 1:** Introduction – ce chapitre précise l'objectif, la portée, le public cible et la structure du présent guide destiné à l'utilisateur professionnel du SAE. Il contient en outre la liste des abréviations et acronymes utilisés dans les chapitres qui suivent, ainsi que la dénomination longue à laquelle ils renvoient respectivement.

- **Chapitre 2:** Références juridiques et autres documents – ce chapitre indique la base juridique des formalités d'exportation et d'importation mises en œuvre dans le SAE, ainsi que la documentation fonctionnelle et technique pertinente.
- **Chapitre 3:** Contexte du SAE – ce chapitre fournit des informations sur les exigences du programme de travail portant sur le déploiement du système automatisé d'exportation (SAE) prévu dans le code des douanes de l'Union (PT CDU).
- **Chapitre 4:** Utilisation du modèle de données douanières de l'Union européenne (MDDUE) – ce chapitre expose la manière dont le MDDUE a été adapté à la structure des messages transmis dans le SAE.
- **Chapitre 5:** Nouvelles fonctionnalités du SAE – ce chapitre présente les principales formalités et fonctionnalités nouvellement introduites dans le SAE, telles que les exportations dans le cadre d'un dédouanement centralisé, la déclaration simplifiée et la déclaration complémentaire, l'interface entre le SAE et l'EMCS et entre le SAE et le NSTI, et le dépôt préalable d'une déclaration, la notification de réexportation et l'invalidation de la déclaration sommaire de sortie.
- **Chapitre 6:** Fonctions et formalités actualisées dans le SAE – ce chapitre présente les formalités et fonctionnalités déjà connues à l'exportation et à la sortie qui ont été actualisées dans le SAE en conséquence de l'évolution de la législation ou pour répondre aux besoins des utilisateurs professionnels du système. En particulier, ce chapitre présente les améliorations concernant la rectification et l'invalidation de la déclaration d'exportation.
- **Chapitre 7:** Guide pratique de l'utilisation de certains groupes de données, éléments de données et messages. Ce chapitre a vocation à apporter des précisions sur des questions particulières qui pourraient être posées concernant l'utilisation de certains groupes de données et articles de données inclus dans les messages échangés dans le SAE. Il propose en outre une description spécifique de certains contenus de messages et utilisations des messages. Le contenu de ce chapitre a été produit à partir des questions transmises par les États membres au cours de la préparation des spécifications du SAE.

- **Chapitre 8:** Fonctions et formalités à l'exportation et à la sortie qui n'ont pas été actualisées – ce chapitre présente les formalités d'exportation et d'importation et les fonctionnalités qui n'ont pas été modifiées dans le SAE par rapport à l'ECS-P2.
- **Chapitre 9:** Procédures qui ne relèvent pas du champ des spécifications du SAE – ce chapitre fournit des informations sur les formalités d'exportation et d'importation qui ne relèvent pas du champ du SAE. Dans certains cas, les formalités douanières concernées doivent être accomplies hors du système [par exemple, envois fractionnés/sortie en plusieurs envois et inscription dans les écritures du déclarant (IDED)], tandis que dans d'autres, les procédures doivent être définies et mises en œuvre au niveau national (par exemple, le droit d'être entendu, la rectification après l'octroi de la mainlevée pour l'exportation et le dépôt a posteriori de la déclaration d'exportation).
- **Chapitre 10:** Transition opérationnelle de l'ECS-P2 au SAE-P1 – ce chapitre propose une rapide présentation de la période de transition et de ses spécificités entre 2021 et 2023, à savoir la période durant laquelle les États membres procéderont au déploiement progressif du SAE.
- **Chapitre 11:** Présentation de l'architecture/du lien entre le SAE et autres systèmes – ce chapitre fournit des informations génériques sur l'interface entre le SAE et les autres systèmes nationaux et centraux durant l'accomplissement des formalités d'exportation et d'importation.
- **Chapitre 12:** Messages transmis et échangés dans le SAE – ce chapitre inclut un tableau qui reprend les messages transmis et échangés dans le SAE auxquels il est fait référence dans le présent guide, indiquant leur description, l'expéditeur et le destinataire.

1.5 Abréviations et acronymes

Les abréviations et acronymes suivants apparaissent dans le présent document:

Abréviation	ou	Définition des abréviations et acronymes
A.D.		Article de données
AAE		Avis anticipé d'exportation
AD CDU		Acte délégué du code des douanes de l'Union
ADT CDU		Acte délégué portant dispositions transitoires du code des douanes de l'Union

AE CDU	Acte d'exécution du code des douanes de l'Union
AExpÉM	Administration des exportations des États membres
AN	Administration nationale
ANCE	Application nationale de contrôle des exportations
ASN	Autorité statistique nationale
BDDép	Bureau de douane de départ
BDExp	Bureau de douane d'exportation
BDP	Bureau de douane de présentation
BDSort	Bureau de douane de sortie
CCE	Dédouanement centralisé des exportations (Centralised Clearance at Export)
CCI	Dédouanement centralisé des importations (Centralised Clearance at Import)
CCL	Demandes ou autorisations de dédouanement centralisé (Applications or
CCN	Réseau commun de communication (Common Communication Network)
CD	Domaine commun (Common Domain)
CDU	Code des douanes de l'Union
CL	Liste de codes (Code List)
CRA	Code de référence administratif
CRMS2	Système douanier de gestion des risques (Customs Risk Management System)
CRS	Services d'informations sur les clients (Customer Reference Services)
CS/ieCA	Services centraux/application de conversion d'Internet Explorer (Central
CS/MIS2	Services centraux du système d'information de gestion 2 (Central Services
CS/RD2	Services centraux des données de référence (Central Services Reference Data)
CTU	Contrat de transport unique
DA-e	Document administratif électronique
DCOMC	Document de conception des opérations et méthodes communes
DDNXA	Documentation de conception pour les applications nationales d'exportation
E.D.	Élément de données
ECICS	Inventaire douanier européen des substances chimiques
ECS-P2	Système de contrôle des exportations – Phase 2
EFBT	Exportation suivie d'un transit (Export Followed by Transit)
ÉM	État membre
EMCS	Système d'informatisation des mouvements et des contrôles des produits
EOS	Système des opérateurs économiques
EXS	Déclaration sommaire de sortie
G.D.	Groupe de données
IDED	Inscription dans les écritures du déclarant
IE	Échange d'informations
ieCA	Application de conversion d'échange d'informations (Information Exchange
MDDUE	Modèle de données douanières de l'Union européenne
MRN	Numéro de référence maître
NSTI	Nouveau système de transit informatisé
OE	Opérateur économique
OEA	Opérateur économique agréé
OEAC	Opérateur économique agréé pour les simplifications douanières
OEAS	Opérateur économique agréé pour la sécurité et la sûreté
OEDA	Opérateur économique doublement agréé (OEAC+OEAS)
PT CDU	Programme de travail du code des douanes de l'Union
R&C	Règles et conditions
RTCE	Système de renseignements tarifaires contraignants européens

RUCD	Référence unique du corps de données (Body Record Unique Reference)
SAE	Système automatisé d'exportation
SCO	Bureau de contrôle (Supervising Customs Office) dans le contexte du
SD	Déclaration simplifiée (Simplified Declaration)
SDD	Système de décisions douanières
SDE	Autorisation d'utilisation de la déclaration simplifiée
SGDD	Système de gestion des décisions douanières
SGU&SN	Système de gestion uniforme des utilisateurs et de signature numérique
SLA	Accord de niveau de service (Service Level Agreement)
SSF	Spécifications du système fonctionnel
ST SAE	Spécifications techniques SAE
STE	Systèmes transeuropéens
TARIC	Tarif intégré des Communautés européennes
TAXUD	Direction générale de la fiscalité et de l'union douanière
TDU	Territoire douanier de l'Union
TI	Technologies de l'information
ToC	Modalités de collaboration (Terms of Collaboration)
UE	Union européenne

2 Références juridiques et autres documents pertinents pour le SAE

Références juridiques	Chapitres/articles
Code des douanes de l'Union (CDU): Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union	Titre I <i>Dispositions générales</i> Chapitre 1 à Chapitre 2/Section 1 Titre V <i>Règles générales</i> Chapitre 1 à Chapitre 4 Articles 153 à 200 Titre VIII <i>Sortie de marchandises du territoire douanier de l'Union</i> Chapitre 1 à Chapitre 6 Articles 263 à 277
Acte délégué du CDU (AD CDU) Règlement délégué (UE) 2015/2446 de la Commission du 28 juillet 2015 complétant le règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil au sujet des modalités de certaines dispositions du code des douanes de l'Union	Titre I <i>Dispositions générales</i> Chapitre 1 à Chapitre 2/Section 1/Sous-section 1 Titre V <i>Règles générales</i> Chapitre 2 à Chapitre 3 Articles 134 à 154 Titre VIII <i>Sortie de marchandises du territoire douanier de l'Union</i> Chapitre 1 à Chapitre 3 Articles 244 à 249 Annexe B
Acte d'exécution du CDU (AE CDU) Règlement d'exécution (UE) 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015 établissant les modalités d'application de certaines dispositions du règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union	Titre I <i>Dispositions générales</i> Chapitre 1 à Chapitre 2/Section 1/Sous-section 1 Titre V <i>Règles générales</i> Chapitre 2 à Chapitre 3 Articles 216 à 247

	Titre VIII <i>Sortie de marchandises du territoire douanier de l'Union</i> Chapitre 1 à Chapitre 5 Articles 326 à 344 Annexe B
Acte délégué du CDU portant dispositions transitoires (ADDT CDU) Règlement délégué (UE) 2016/341 de la Commission du 17 décembre 2015 complétant le règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles transitoires pour certaines dispositions du code des douanes de l'Union lorsque les systèmes informatiques concernés ne sont pas encore opérationnels et modifiant le règlement délégué (UE) 2015/2446 de la Commission	Chapitre 7, article 54 Annexe 9 – Appendices C1 et D1
Programme de travail portant sur le déploiement du système automatisé d'exportation (SAE) prévu dans le code des douanes de l'Union (PT CDU) Décision d'exécution (UE) 2019/2151 de la Commission du 13 décembre 2019 établissant le programme de travail portant sur la conception et le déploiement des systèmes électroniques prévus dans le code des douanes de l'Union	L'annexe II/A, point 10, contient le projet SAE prévu dans le CDU et ses deux composantes.

Documents commerciaux*	Version
Mise à jour du dossier SAE	v1.6
Vision du SAE prévu par le CDU	v1.40
Stratégie de transition ECS-P2 – SAE	v2.0
Rapport de gestion des processus commerciaux concernant la spécification fonctionnelle du SAE et les exigences fonctionnelles des douanes de l'UE pour le SAE CIRCABC: https://circabc.europa.eu/w/browse/61e491e8-02d0-4ff8-9117-4a121d42115f	V3.30
Plan stratégique pluriannuel pour des douanes électroniques (Electronic Customs Multi-Annual Strategic Plan, MASP)	Révision 2019
Documents techniques*	
Document de conception des opérations et méthodes communes	V20.3.0-v1.00

Document de conception pour les applications nationales d'exportation (DDNXA) + annexes	V5.14.0-v1.00
CIRCABC: https://circabc.europa.eu/w/browse/ae3df33e-8a1a-43c8-9324-dd8fdaf5929b	
Présentation de l'architecture CD3-NSTI-P5-SAE	v2.60

* **Remarque** – les dernières versions des documents commerciaux et techniques pertinents concernant le SAE sont publiées sur le site internet du CIRCABC sous l'onglet du groupe d'intérêt «e-CUSTOMS».

Pour plus d'informations sur les règlements cités plus haut, nous vous invitons à consulter le site de la Commission européenne à l'adresse suivante: [Paquet législatif CDU](#)

Pour des explications juridiques complémentaires concernant les formalités d'exportation et d'importation, nous vous invitons à consulter le document d'orientation (en anglais) intitulé «Export and Exit out of the European Union – Title VIII UCC – Guidance for Mss and Trade» (Exportation et sortie de marchandises hors de l'Union européenne – titre VIII du CDU – Orientations à l'intention des États membres et des acteurs commerciaux): [Documents d'orientation relatifs au CDU](#)

Pour des explications complémentaires concernant le modèle de données douanières de l'Union européenne (MDDUE), nous vous invitons à consulter le site internet suivant: https://taxation-customs.ec.europa.eu/customs-4/union-customs-code/eu-customs-data-model-eucdm_en

3 Contexte du système automatisé d'exportation

L'année 2016 a vu l'introduction de plusieurs modifications dans les formalités douanières prévues dans le paquet législatif CDU, et notamment l'introduction d'une règle générale selon laquelle tout échange d'informations entre les autorités douanières et entre les opérateurs économiques et les autorités douanières doit passer par un procédé informatique de traitement des données. En outre, l'annexe B de l'AD CDU et de l'AE CDU a introduit des modifications structurelles dans les exigences en matière de données, de formats et de codes de données à utiliser dans les déclarations en douane, conformément au modèle de données douanières de l'Union européenne.

Le PT CDU détermine la conception et le déploiement du SAE, et vise à mettre en œuvre les exigences du CDU applicables aux opérations d'exportation et de sortie. Le projet comprend deux composantes:

1. Volet 1 – SAE transeuropéen – qui vise à développer le système d'exportation précédent (ECS-P2) afin de mettre pleinement en œuvre le paquet législatif CDU, notamment en ce qui concerne les simplifications douanières et l'interface avec l'EMCS et le NSTI. Ce volet se compose de deux parties, au niveau central (lorsque le domaine commun est concerné) et au niveau national (lorsque seuls le domaine externe ou le domaine national sont concernés).
2. Volet 2 – Mise à niveau des systèmes nationaux d'exportation – qui vise à mettre à niveau les systèmes nationaux utilisés pour accomplir certaines formalités qui n'ont pas d'incidence sur le domaine commun du SAE.

Il importe de noter que les spécifications du système SAE définies au niveau central (SSF SAE et ST SAE) s'appliquent aux échanges d'informations (IE) dans les domaines commun, national et externe.

- Les communications dans le domaine commun se réfèrent à des échanges d'informations entre des bureaux de douane situés dans différents États membres.
- Le domaine national comprend l'interface entre le SAE national et les autres systèmes au niveau national (par exemple, SAE-EMCS et SAE-NSTI).

- Enfin, le domaine externe comprend les communications entre les bureaux de douane et le déclarant/l'opérateur à la sortie¹, au niveau national.

En ce qui concerne les échanges de messages dans le domaine commun, les spécifications du SAE arrêtées par la DG TAXUD sont obligatoires pour tous les États membres. Dans le cas d'un domaine externe ou d'un domaine national, l'application des spécifications communes relatives au SAE est vivement recommandée (en vue d'harmoniser les formalités d'exportation et d'importation entre les États membres de l'Union dans toute la mesure du possible).

¹ Le terme «**opérateur à la sortie**» est employé dans les spécifications du SAE pour désigner la personne responsable de la présentation des marchandises au bureau de douane de sortie (l'une des personnes visées à l'article 267, paragraphe 2, du code) et la personne chargée de notifier la sortie des marchandises au bureau de douane de sortie conformément à l'article 332, paragraphe 5, de l'AE CDU (à savoir le transporteur au sens de l'article 5, point 40, du CDU).

4 Utilisation du modèle de données douanières de l'Union européenne

Le modèle de données douanières de l'Union européenne (MDDUE) est le modèle des systèmes transeuropéens dans le domaine des douanes (NSTI, SAE, CCI, SCI, etc.) et des systèmes nationaux de dédouanement des États membres; il repose sur le modèle de données de l'Organisation mondiale des douanes (MD OMD). Conformément à l'annexe B de l'AD CDU et de l'AE CDU, il offre une vue d'ensemble transversale des données définies juridiquement que les opérateurs économiques doivent fournir lorsqu'ils déposent des déclarations en douane ou des notifications, y compris des déclarations sommaires de sortie (EXS) et notifications de réexportation, dans le SAE. Les spécifications du SAE sont alignées du point de vue fonctionnel sur la version 6 du MDDUE, qui contient toutes les exigences en matière de données définies dans l'AD CDU et l'AE CDU pour les colonnes de l'annexe B liées aux exportations.

Le présent chapitre a vocation à présenter la structure de données du message «Déclaration d'exportation» (IE515) dans les spécifications du système SAE et à fournir des informations utiles sur les modifications apportées lors du passage de l'ECS-P2 au SAE-P1.

Le message «Déclaration d'exportation» (IE515) est envoyé au bureau de douane d'exportation lorsque le déclarant/représentant dépose une déclaration d'exportation. La structure du message IE515 (SAE-P1) est articulée en trois parties (niveaux):

- le niveau Opération d'exportation (qui correspond au niveau de la déclaration dans l'annexe B);
- le niveau Expédition des marchandises;
- le niveau Article de marchandise.

Le niveau Opération d'exportation

Le niveau Opération d'exportation a conservé chacun des groupes de données principaux tels qu'ils étaient dans l'ECS-P2, mais a fait l'objet d'un certain nombre de modifications importantes dans le SAE-P1. Le graphique 1 présente les groupes de données et leur interdépendance. Certains acteurs tels que les exportateurs, les déclarants, les représentants

et les bureaux de douane (par exemple, les bureaux de douane de sortie et les bureaux de douane d'exportation) ont également été conservés à ce niveau.

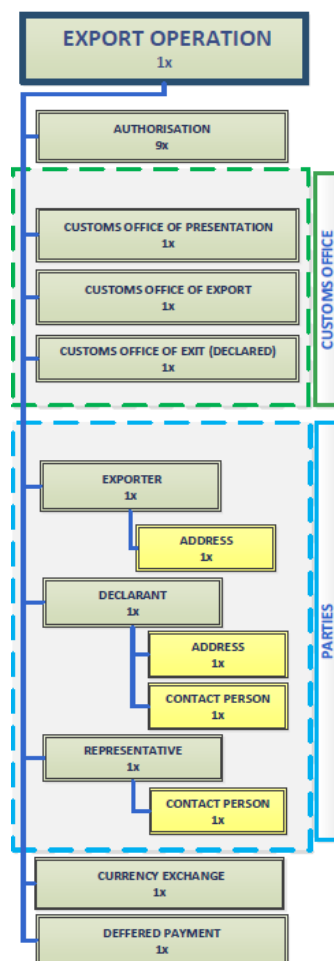


Figure 1 Niveau Opération d'exportation (Annexe B AD/AE CDU)

Cependant, plusieurs modifications importantes ont été apportées à ce niveau lors du passage de l'ECS-P2 au SAE-P1. Ainsi, le groupe de données (G.D.) «Résultat du contrôle» a été supprimé du niveau générique, le G.D. «Scellés» est passé au niveau Expédition/Envoi des marchandises, le G.D. «Report de paiement» est passé au niveau générique, et le G.D. «Destinataire» est passé au niveau Expédition/Envoi des marchandises.

Le niveau Expédition des marchandises

Deux nouvelles parties ont été ajoutées dans la structure du message IE515 dans le SAE-P1:

- a. le niveau Expédition des marchandises,
- b. le niveau Expédition/Envoi des marchandises.

En ce qui concerne le niveau Expédition des marchandises, «expédition des marchandises» s'entend de la totalité des marchandises couvertes par un contrat commercial conclu entre un vendeur et un acheteur.

En ce qui concerne le niveau Expédition/Envoi des marchandises, «envoi» s'entend de la totalité des marchandises couvertes par un contrat de transport conclu entre l'expéditeur/l'affrèteur et le transporteur.

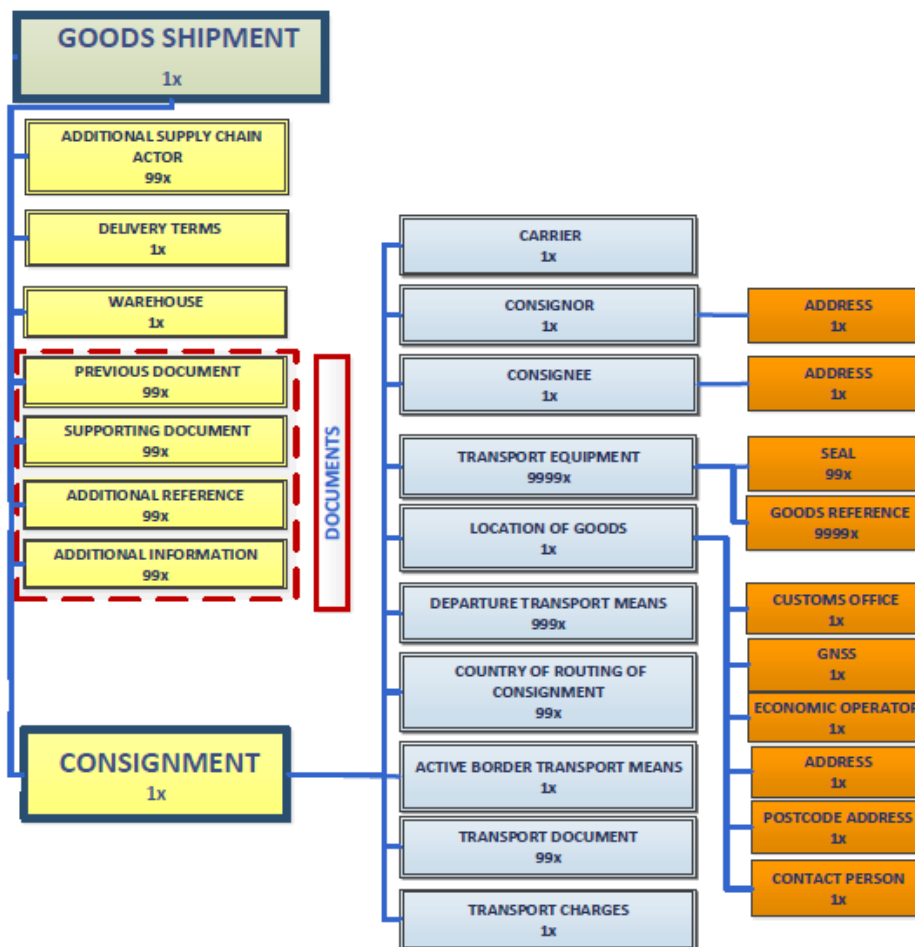


Figure 2 Niveau Expédition des marchandises et niveau Expédition/Envoi des marchandises

Au niveau Expédition/Envoi des marchandises, un groupe de données a été introduit, qui contient des informations sur le transport. Plus précisément, le G.D. «Équipement de transport» a une nouvelle structure, qui a été proposée pour combiner la capacité à mettre en corrélation:

- les conteneurs utilisés;
- les scellés apposés (le cas échéant), au cas où des conteneurs sont utilisés ou au cas où d'autres moyens de transport au départ sont utilisés;
- les marchandises conteneurisées ou les marchandises non conteneurisées mais scellées correspondantes.

D'autres groupes de données ont été également introduits, tels que le G.D. «Moyen de transport au départ» et le G.D. «Moyen de transport actif à la frontière», qu'il convient d'utiliser conformément aux définitions correspondantes figurant à l'annexe B.

Le niveau Article de marchandise

Le niveau Article de marchandise a conservé chacun des groupes de données principaux et son articulation logique. Les acteurs, les marchandises, le conditionnement et les différents types de documents sont restés inchangés.

Il convient de noter que l'exportateur ne se trouve plus à ce niveau (conformément à l'AD CDU) et sera désormais enregistré au niveau Opération d'exportation uniquement. La multiplicité du G.D. «Régime complémentaire» est passée à 99x, remplaçant la cardinalité 1x qui existait dans l'ECS-P2 (pour l'E.D. Procédure nationale/communautaire).

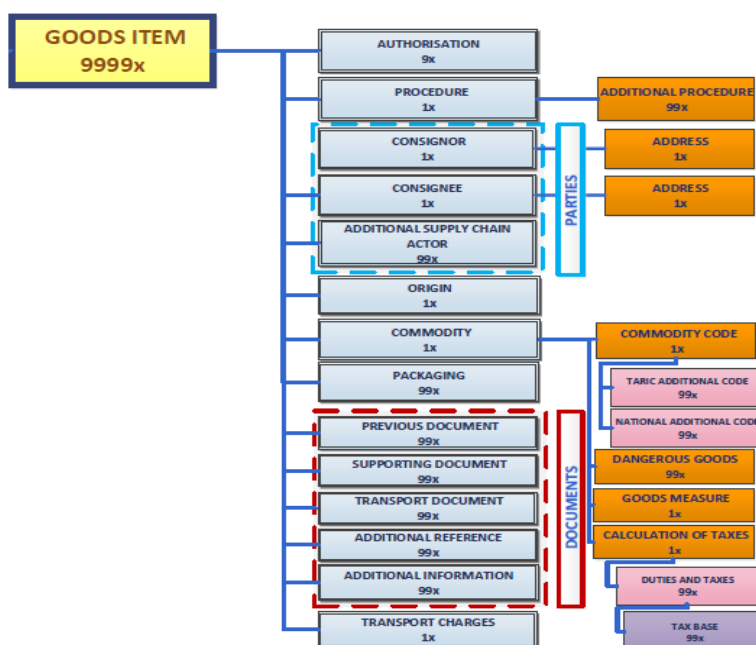


Figure 3 Niveau Article de marchandise

5 Nouvelles fonctionnalités du SAE

5.1 Dédouanement centralisé des exportations (Centralised Clearance at Export, CCE)

5.1.1. Introduction générale

La fonctionnalité «Exportations dans le cadre d'un dédouanement centralisé» est une simplification introduite par le CDU, qui permet aux opérateurs économiques jouissant du statut d'opérateur économique agréé (OEA) de déposer la déclaration d'exportation auprès du bureau de douane compétent pour le lieu où ils sont établis (bureau de contrôle – Supervising Customs Office, SCO), même si les marchandises sont présentées dans un autre bureau de douane (bureau de douane de présentation – BDP).

Le CCE a vocation à simplifier, harmoniser, normaliser et moderniser les procédures d'exportation, dans le but d'améliorer l'environnement commercial et de réduire, voire, d'éliminer, les coûts de transaction entre les entreprises et les administrations.

Les exigences juridiques relatives au dédouanement centralisé font l'objet des dispositions suivantes:

- articles 179 et 181 du CDU;
- article 149 du CDU;
- articles 229 à 232 du CDU.

Les pierres angulaires du CCE sont les suivantes.

- Les opérateurs économiques souhaitant se prévaloir de la simplification que constitue le dédouanement centralisé présentent une demande aux autorités douanières concernées, qui peuvent accorder une autorisation conformément à l'article 179 du code. Les exigences communes en matière de données pour la demande et l'autorisation de dédouanement centralisé sont reprises à l'annexe A de l'AD CDU, titre I, colonne 7b. Conformément au titre II de l'annexe A de l'AE CDU, le type de code «CCL» devrait être fourni pour les demandes ou autorisations de dédouanement centralisé.
- Il convient de noter que l'exigence d'autorisation prévue par l'AD CDU peut être levée si la déclaration en douane a été déposée et que les marchandises ont été présentées

à des bureaux de douanes sous la responsabilité d'une seule et même autorité douanière.

- Avant de délivrer l'autorisation, une procédure de consultation est mise en œuvre par les administrations douanières concernées, qui permet aux parties prenantes de discuter et de convenir de l'ensemble des éléments pertinents (par exemple, les délais entre le SCO et le BDP, la localisation des marchandises, la description des marchandises, les interdictions et restrictions, etc.). Au cours de cette procédure de consultation, les parties prenantes peuvent également convenir des exigences nationales/des documents nationaux de l'État membre où le BDP est situé, qui ont trait à des éléments de données visés à l'annexe B et sont facultatifs pour les États membres (c'est-à-dire les éléments de données visés à l'annexe B assortis du symbole «B»), qui sont exigés dans l'État membre du BDP alors qu'ils ne le sont pas dans le SCO de l'État membre.
- Le demandeur de l'autorisation est un opérateur économique agréé (OEA) pour les simplifications douanières.
- Une fois la déclaration d'exportation (IE515) déposée, le SCO peut vérifier et valider l'autorisation pour le CCE par l'intermédiaire des CRS [qui consultent les données relatives à l'autorisation dans le système de décisions douanières (SDD)]. Le code TARIC «C513» concernant les types de documents qui relèvent de la liste de codes 605 («Type d'autorisation») est utilisé pour reconnaître l'autorisation de dédouanement centralisé. Le numéro de référence de l'autorisation doit contenir le type «CCL» pour reconnaître l'autorisation de dédouanement centralisé.
- Le SCO et le BDP partagent leurs compétences, conformément au paquet législatif CDU.
Le SCO joue le rôle de bureau de douane d'exportation en cas de CCE, et ses responsabilités principales sont les suivantes:
 - superviser le placement des marchandises sous le régime d'exportation;
 - accepter la déclaration d'exportation [attribution d'un numéro de référence maître (MRN)];

- effectuer des analyses des risques, qui portent également sur les données relatives à la sûreté et à la sécurité;
- procéder à un contrôle documentaire et exiger du déclarant la production de documents complémentaires si nécessaire;
- transmettre les énonciations de la déclaration d'exportation au BDP et au bureau de douane de sortie déclaré (ou effectif);
- demander au BDP d'examiner les marchandises ou de prélever des échantillons à des fins d'analyse si les circonstances le justifient;
- prendre la décision de mainlevée des marchandises destinées à l'exportation, en tenant compte:
 - a) des résultats de ses propres contrôles;
 - b) des résultats des contrôles effectués par le BDP;
- transmettre au BDP les résultats de sortie après avoir reçu cette information du bureau de douane de sortie;
- gérer les formalités de la procédure de recherche;
- certifier la sortie des marchandises au déclarant;
- autoriser la rectification de la déclaration d'exportation conformément aux dispositions juridiques en vigueur;
- invalider la déclaration en douane de la manière prévue dans le paquet législatif CDU.

En ce qui concerne les responsabilités du BDP, il convient de mettre en exergue les tâches suivantes:

- effectuer des analyses des risques;
- communiquer au SCO la décision du BDP en matière de contrôles;
- effectuer les contrôles douaniers demandés par le SCO;
- effectuer les contrôles douaniers décidés par le BDP, en tenant compte des interdictions et des restrictions applicables dans l'État membre où le BDP est situé;
- transmettre au SCO les résultats des contrôles effectués au BDP;
- transmettre les données de la déclaration à l'ASN.

- Le SCO et le BDP devraient échanger les informations nécessaires à la vérification de la déclaration et à la mainlevée des marchandises. À ces fins, plusieurs messages ont été intégrés dans le SAE pour assurer les communications dans le domaine commun entre le SCO et le BDP, comme suit:
 - IE540: notification de mainlevée immédiate/de contrôle – du SCO au BDP, pour recommander la mainlevée immédiate lorsque les marchandises déclarées ont reçu la mainlevée pour l'exportation, ou demander au BDP de contrôler les marchandises;
 - IE545: récépissé de mainlevée immédiate/de contrôle – le BDP renvoie au SCO le récépissé de contrôle de la mainlevée immédiate;
 - IE563: notification par le BDP de sa décision concernant les contrôles – le BDP transmet au SCO sa décision concernant les contrôles;
 - IE541: résultat des contrôles effectués par le BDP – lorsque les contrôles sont effectués au BDP, les résultats des contrôles effectués sont transmis au SCO;
 - IE543: notification de la mainlevée au BDP – le SCO informe le BDP que les marchandises ont reçu la mainlevée pour l'exportation;
 - IE592: résultats de sortie au BDP – le SCO notifie au BDP la sortie des marchandises;
 - IE510: notification d'invalidation au BDP – le SCO communique l'invalidation de la déclaration au BDP;
 - IE533: «Déclaration de données appariées» – lorsqu'une déclaration d'exportation simplifiée est acceptée dans le cadre du CCE, le SCO transmet les données rapprochées de la déclaration simplifiée et la déclaration complémentaire au BDP.

L'un des messages les plus importants en cas de CCE est le message IE540, qui a un double objet et est transmis par le SCO au BDP pour l'informer des éléments suivants:

- informations complètes concernant l'envoi [telles qu'elles apparaissent dans le message de déclaration d'exportation (IE515) ou dans le message de rectification de la déclaration d'exportation (IE513)];

- résultat du contrôle (du contrôle documentaire réalisé au SCO);
- recommandation de mainlevée immédiate ou de réalisation de contrôle au BDP;
- type(s) de contrôle(s) recommandé(s) par article de marchandise si la recommandation allait dans le sens d'un contrôle à réaliser par le BDP;
- mainlevée des marchandises rejetée en raison des résultats insatisfaisants des contrôles effectués au SCO.

Le message «Notification de mainlevée immédiate/de contrôle» (IE540) est le plus long message dans le SAE-P1, du fait qu'il contient les données de circulation complètes telles qu'elles figurent dans la déclaration d'exportation, le résultat du contrôle documentaire effectué par le SCO, le(s) type(s) de contrôle(s) recommandé(s) par article de marchandise (dans le G.D. «Détail du ou des contrôles») et enfin, les résultats de l'analyse des risques réalisée par le SCO.



Figure 4 Contenu du message «Notification de mainlevée immédiate/de contrôle» (IE540)

L'article de données essentiel du message IE540 se trouve dans le G.D. «Opération d'exportation» et s'appelle «Décision ou recommandation du SCO»; il peut contenir les valeurs suivantes:

- «0» -> Contrôle recommandé
- «1» -> Mainlevée immédiate recommandée
- «2» -> Mainlevée rejetée

Exemple

Un opérateur économique dépose une déclaration d'exportation (IE515) dans le cadre du CCE et déclare deux articles de marchandises destinés à l'exportation (i. olives et ii. huile d'olive). Le SCO décide de recommander la réalisation des contrôles au BDP et l'agent des douanes utilise donc la valeur «0» (Contrôle recommandé) dans l'article de données «Décision ou recommandation du SCO». Par ailleurs, le SCO procède au contrôle documentaire et le résultat est «Satisfaisant».

Étant donné que l'agent des douanes du SCO a recommandé le contrôle des marchandises au BDP, le(s) type(s) de contrôle(s) recommandé(s) doivent être déclarés dans le G.D. «Détail du ou des contrôles», soit pour l'ensemble des articles de marchandises soit pour certains d'entre eux.

Par conséquent, les données du message IE540 devraient être déclarées comme suit:

Groupe de données	Article de données	Valeur	Description	Description du groupe de données/de l'article de données
OPÉRATION D'EXPORTATION	Décision ou recommandation du SCO	«0»	Contrôles recommandés	Ce champ est utilisé par le SCO soit pour recommander le contrôle des marchandises, soit pour refuser la mainlevée des marchandises.
RÉSULTAT DU CONTRÔLE	Code	«A1»	Satisfaisant	Ce champ est utilisé par le SCO pour saisir les résultats des contrôles documentaires.
DÉTAIL DU CONTRÔLE	s.o.	s.o.	s.o.	Ce groupe de données est utilisé par le SCO pour formuler ses recommandations à l'attention du BDP concernant le contrôle de certains articles de marchandises particuliers. Le renseignement de ce champ est obligatoire dès lors que «Décision ou recommandation du SCO» est égal à «0».
DÉTAIL DU CONTRÔLE	Type	«40»	Contrôles physiques	Cet article de données est utilisé pour recommander le type de contrôles à effectuer par le BDP.
DÉTAIL DU CONTRÔLE/RÉFÉRENCE DES MARCHANDISES	Numéro des articles de marchandises visés par la déclaration	2	s.o.	Le numéro «2» renvoie au second article de marchandise, à savoir l'huile d'olive.
ARTICLE DE MARCHANDISE 1	Numéro des articles de marchandises visés par la déclaration	1	s.o.	Indique le numéro d'article de marchandise tel qu'il était déclaré initialement dans la déclaration d'exportation (IE515).
ARTICLE DE MARCHANDISE 1/ MARCHANDISE	Description des marchandises	Olives	s.o.	Ce champ est utilisé pour ajouter une description du premier article de marchandise déclaré.
ARTICLE DE MARCHANDISE 2	Numéro des articles de marchandises visés par la déclaration	2		Indique le numéro d'article de marchandise tel qu'il était déclaré initialement dans la déclaration d'exportation (IE515).
ARTICLE DE MARCHANDISE 2/ MARCHANDISE	Description des marchandises	Huile d'olive	s.o.	Ce champ est utilisé pour ajouter une description du second article de marchandise déclaré.

Figure 5 Exemple de contrôle recommandé par le SCO au BDP

NB: les données présentées dans le tableau renvoient à des groupes de données et articles de données spécifiques pour les besoins de cet exemple. Elles ne renvoient pas à l'intégralité du contenu du message «Notification de mainlevée immédiate/de contrôle» (IE540).

- La déclaration normale (également lorsqu'elle est déposée préalablement à la présentation des marchandises) et la déclaration d'exportation simplifiée (en cas

d'utilisation régulière, à savoir au titre d'une autorisation de déclaration simplifiée accordée par les autorités douanières) peuvent l'une comme l'autre être déposées dans le cadre d'un dédouanement centralisé.

- Tout code régime demandé en lien avec des exportations, défini dans l'AE CDU (classe de données 11 09 000 000), peut être utilisé dans une déclaration d'exportation ou une déclaration de réexportation dans le cadre du CCE (pour autant que le régime demandé déclaré ait été autorisé dans l'autorisation correspondante de dédouanement centralisé).
- Une déclaration d'exportation acceptée aux fins du CCE peut être modifiée dans les mêmes conditions que toutes les autres déclarations en douane puisque le cadre juridique est le même. Pour plus d'informations concernant la rectification des déclarations d'exportation, nous invitons le lecteur à se reporter au point 6.1.1 du présent document.

Il convient de mentionner que la demande de rectification doit être communiquée au SCO, qui est le bureau de douane d'exportation en cas de CCE. Si, après acceptation de la déclaration d'exportation, l'opérateur demande à ce que la déclaration d'exportation soit modifiée et que sa demande est acceptée, le message «Notification de mainlevée immédiate/de contrôle» (IE540) envoyé au BDP contient les informations contenues dans la déclaration d'exportation modifiée. Cette rectification peut intervenir uniquement après acceptation de la déclaration et avant que le SCO n'ait terminé son évaluation aux fins de la mainlevée/des contrôles et n'ait communiqué ces informations au BDP (c'est-à-dire avant que le message IE540 ne soit envoyé).

- Une déclaration d'exportation acceptée aux fins du CCE peut être modifiée dans les mêmes conditions que toutes les autres déclarations en douane puisque le cadre juridique est le même. Pour plus d'informations concernant la rectification des déclarations d'exportation, nous invitons le lecteur à se reporter au point 6.1.2 du présent document.

La seule particularité à noter est lorsque l'invalidation intervient après octroi de la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation ou lorsque l'invalidation intervient après qu'une déclaration complémentaire en lien avec la déclaration d'exportation simplifiée a déjà été présentée. Dans ces circonstances, le SCO communique l'invalidation de la déclaration au bureau de douane de présentation au moyen du message «Notification d'invalidation d'exportation» (IE510).

5.1.2. Analyse des risques et contrôles douaniers dans le contexte du dédouanement centralisé des exportations (CCE)

Après l'acceptation de la déclaration d'exportation, le SAE national du SCO active l'interface avec le système national d'analyse des risques de l'État membre où est situé le SCO afin de procéder à une analyse des risques, y compris une analyse des risques concernant les données relatives à la sûreté et à la sécurité (données S&S) en cas de déclarations combinées (déclaration d'exportation associée à une déclaration sommaire de sortie).

À l'issue de l'analyse des risques, le SCO peut décider d'effectuer un contrôle documentaire ou peut juger nécessaire de demander des documents complémentaires. Dans de tels cas, le SCO devrait transmettre le message «Notification de décision de contrôle à l'exportation» (IE560) au déclarant/représentant, afin de l'informer des activités de contrôle envisagées et de lui demander les documents d'accompagnement, ou des documents complémentaires, si nécessaire. Il est possible d'envoyer plusieurs messages IE560, en fonction de la situation.

Pour plus d'informations concernant le message IE560, nous invitons le lecteur à se reporter au point 6.3 du présent document.

Le SCO accorde la mainlevée immédiate des marchandises destinées à l'exportation dans les cas suivants:

- lorsque le SCO décide qu'il n'est pas nécessaire que des contrôles soient effectués (ni par lui-même ni par le BDP); ou

- lorsque le SCO décide que seul un contrôle documentaire doit être effectué par lui-même et que le résultat de ce contrôle documentaire est jugé satisfaisant. Dans ce cas, comme précédemment, le SCO ne recommande aucun contrôle au BDP.

Dans ces situations, le message «Notification de mainlevée immédiate/de contrôle» (IE540) est envoyé par le SCO au BDP pour l'informer de sa décision de mainlevée immédiate et lui transmettre les résultats de l'analyse des risques liée.

À la réception de la déclaration d'exportation, le BDP procède à une analyse des risques pour des besoins nationaux et informe le SCO des résultats de l'analyse des risques réalisée et de son intention d'effectuer des contrôles, compte tenu également de la recommandation initiale du SCO, au moyen d'un message «Décision de contrôle du BDP» (IE563).

Dans les cas où les contrôles sont effectués au BDP, le message «Résultats des contrôles du BDP» (IE541) est envoyé au SCO et précise le code du résultat du contrôle effectué au BDP.

Au cas où le code du résultat du contrôle est «B1» (Différences majeures) ou «A4» (Différences mineures), les différences constatées au cours des contrôles effectués au BDP doivent être signalées dans le message IE541.

Il convient de souligner que le code de résultat de contrôle «A4» est utilisé lorsque le BDP constate quelques différences mineures au cours des contrôles qu'il effectue. Dans ce cas, c'est au SCO qu'il incombe de prendre la décision concernant la mainlevée des marchandises (positive ou négative), après avoir vérifié ces différences mineures et en avoir éventuellement informé le déclarant/représentant (hors du système). Il importe de noter que la déclaration d'exportation ne peut être modifiée une fois que le BDP a envoyé le message IE541 au SCO.

Si le SCO décide de donner la mainlevée pour les marchandises destinées à l'exportation alors que le code du résultat du contrôle est «A4» dans le message IE541, les messages subséquents concernant la mainlevée (IE543, IE501 et IE529) doivent contenir les mêmes informations que celles saisies dans les messages IE515 et IE540: ainsi, il n'est pas possible que les messages de

mainlevée pour l'exportation contiennent des informations différentes de celles indiquées dans les messages IE515 et IE540.

Pour plus d'informations sur l'utilisation des codes de résultats des contrôles, y compris dans un contexte du CCE, nous invitons le lecteur à se reporter au point 6.4 du présent document.

Par ailleurs, il importe de souligner que les spécifications du SAE proposent une description détaillée des différents scénarios des combinaisons possibles de contrôles effectués au SCO et au BDP, et de leurs conséquences en ce qui concerne la décision finale de donner ou non la mainlevée pour les marchandises. Les principaux résultats possibles sont résumés dans la figure ci-dessous:

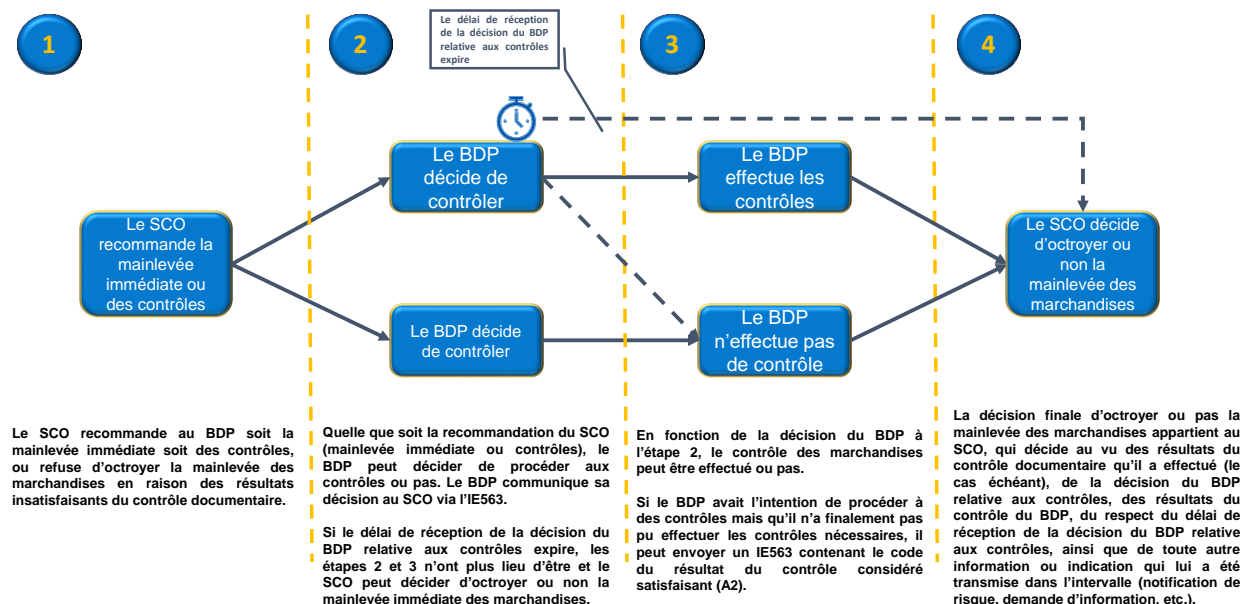


Figure 6 Scénarios possibles de décisions et de contrôles du SCO et du BDP

Il y a lieu de souligner que, conformément à l'article 231, paragraphe 7, de l'AE CDU, c'est au SCO qu'il appartient de prendre la décision finale (positive ou négative) concernant la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation, en tenant compte du résultat du contrôle documentaire qu'il a effectué, de la décision du BDP relative aux contrôles, du résultat des contrôles effectués par le BDP, ainsi que de toute autre information ou indication qui lui a été communiquée dans l'intervalle (notification de risque, demande d'information, etc.).

5.1.3. Codes définis au niveau national appliqués par le BDP

Tous les documents d'accompagnement nécessaires pour le BDP et pour le SCO doivent être inclus dans le message IE515.

Conformément à l'article 229 de l'AE CDU, avant qu'une autorisation de dédouanement centralisé ne soit délivrée, les autorités douanières concernées mettent mise en œuvre une procédure de consultation qui permet aux administrations douanières associées de s'entendre sur tous les détails et de les approuver, et notamment l'ensemble des documents requis, les interdictions et restrictions, ou toute autre information susceptible d'être pertinente pour l'autorisation visée ou pour l'application des dispositions qui régissent le régime douanier pour lequel les marchandises seront déclarées au titre de l'autorisation visée. Il peut également arriver que les administrations douanières n'arrivent pas à s'entendre et n'octroient finalement pas l'autorisation conformément à l'article 229, paragraphe 3, de l'AE CDU.

En ce qui concerne les codes nationaux de documents/certificats, il n'est actuellement pas possible de déterminer si un code national indiqué dans la déclaration d'exportation acceptée à des fins de dédouanement centralisé s'applique à l'État membre du SCO ou du BDP. Lorsque l'OEA dépose la déclaration d'exportation au SCO, seuls les codes convenus d'un commun accord peuvent être traités par le SCO. Dans l'éventualité où certains documents nationaux spécifiques requis par le BDP n'apparaîtraient pas dans la déclaration, le BDP a la faculté de demander des documents complémentaires à l'opérateur. Cette demande peut être transmise au SCO au moyen du message IE563 (dans le message IE563, les codes nationaux peuvent être demandés). Le SCO informe alors l'opérateur de cette demande au moyen du message IE560, l'opérateur étant tenu de fournir le ou les documents demandés au BDP (hors du SAE).

5.1.4. Fourniture de données statistiques au BDP

Depuis le 1^{er} janvier 2022, les données statistiques sont fournies conformément à la législation applicable suivante [qui a abrogé la législation précédemment applicable, à savoir le

règlement (CE) n° 471/2009 et le règlement (UE) n° 92/2010 de la Commission du 2 février 2010 mettant en œuvre le règlement (CE) n° 471/2009]:

version modifiée de l'annexe VI du règlement d'exécution (UE) 2020/1197 de la Commission du 30 juillet 2020 établissant des spécifications techniques et des modalités d'exécution en application du règlement (UE) 2019/2152 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques européennes d'entreprises, abrogeant dix actes juridiques dans le domaine des statistiques d'entreprises.

REMARQUE IMPORTANTE: en cas de CCE, le bureau de douane de présentation fournit les données statistiques à l'autorité statistique nationale.

Il convient de noter que toute exigence nationale spécifique en matière statistique devrait faire l'objet d'un examen et d'un accord entre les États membres concernés par le CCE au cours de la procédure de consultation, et doit être prévue dans l'autorisation de dédouanement centralisé. Après dépôt d'une déclaration en douane, le SCO a la faculté de vérifier et de valider cette information au cours de la validation de l'autorisation de dédouanement centralisé.

Il convient de mentionner que si l'OE fournit toutes les données dans la déclaration en douane comme exigé dans l'AD CDU (et que, du point de vue des douanes, il satisfait donc à toutes les exigences), il n'existe aucun fondement juridique dans les dispositions de l'Union en matière statistique pour rejeter la déclaration pour des motifs statistiques commerciaux.

Il peut arriver, dans certains cas, que l'ASN de l'État membre du BDP demande des informations qui vont au-delà des exigences énoncées à l'annexe B de l'AD CDU ou, dans d'autres cas, qu'une exigence nationale en matière statistique de l'ASN de l'État membre du BDP doive être satisfaite au moyen de valeurs différentes de celles de l'État membre du SCO. Le BDP ne peut rejeter le message IE540 ou le message IE533 pour des motifs statistiques. Dans tous les cas, à titre de solution alternative, les informations demandées peuvent être transmises à l'ASN de l'État membre du BDP séparément de la déclaration en douane ou être jointes à la déclaration en douane, en tant que document d'accompagnement. Le BDP peut toujours demander au SCO de lui transmettre les informations demandées/manquantes par d'autres moyens de communication.

Il convient de souligner que, depuis le 1^{er} janvier 2022, les dispositions précédentes concernant les statistiques communautaires relatives au commerce extérieur [règlement (CE) n° 471/2009] ont été remplacées par un nouveau texte qui repose sur les contacts directs entre les ASN et opérateurs commerciaux.

5.2 Interface entre le SAE et l'EMCS – Exportation de marchandises soumises à accise dans le cadre d'un régime de suspension de droits

5.2.1. Introduction générale

Conformément à l'article 280 du code et aux articles 21 et 25 de la directive (UE) 2020/262 du Conseil, les États membres fournissent et gèrent une interface au niveau national entre leur SAE et leur EMCS.

Étant donné que la communication entre le SAE et l'EMCS intervient dans le domaine national, la DG TAXUD formule des recommandations pour l'harmonisation de la conception des échanges d'informations dans les spécifications fonctionnelles et techniques.

Il y a lieu de souligner que le champ des spécifications du SAE et de l'EMCS couvre uniquement les scénarios d'exportation de marchandises soumises à accise dans le cadre d'un régime de suspension de droits, où le bureau de douane d'exportation et l'administration nationale des exportations sont situés dans le même pays. Il couvre également les marchandises soumises à accise transportées dans le cadre d'un dédouanement centralisé, ce qui signifie que la communication entre le bureau de contrôle (SCO) et l'administration nationale des exportations intervient dans le domaine national. Aucune communication n'est prévue entre le bureau de douane de présentation (BDP) et l'administration nationale des exportations.

Il convient de mentionner que les spécifications de l'EMCS seront révisées en 2022 afin de les aligner sur les dispositions de la nouvelle directive (UE) 2020/262 du Conseil et sur les spécifications du SAE. Les modifications issues de ce travail de révision s'appliqueront à partir du 13 février 2024.

En ce qui concerne l'échange d'informations entre le SAE et l'EMCS, la déclaration d'exportation doit contenir au moins un des codes C651 et C658, en tant que document précédent complété par le code de référence administratif de l'EMCS qui assure le lien entre le système informatique des douanes et le système informatique d'accise et peut servir de base à la procédure de vérification.

Il importe de noter qu'un document administratif électronique (DA-e) ne peut être divisé en plusieurs déclarations d'exportation, ce qui créerait des problèmes d'ordre pratique. Toutefois, il est possible de regrouper plusieurs DA-e dans la même déclaration d'exportation. La relation entre le DA-e et la déclaration d'exportation doit être soit «un pour une», soit «plusieurs pour une». Il est également possible de déclarer plus d'un DA-e et plus d'une RUCD pour le même article de marchandise dans la déclaration d'exportation.

Une fois la déclaration d'exportation déposée dans le SAE, la vérification peut être effectuée avant que le MRN ne soit attribué (échange de messages IE532-IE801). Du point de vue du processus, il est loisible aux États membres de décider dans quel système la vérification sera effectuée, soit dans le SAE soit dans l'EMCS. Conformément à la proposition de la DG TAXUD, la vérification est effectuée dans le SAE après réception des informations transmises par l'EMCS.

Au cours de la vérification de la déclaration d'exportation et des DA-e concernés, il convient de procéder à la validation suivante en fonction du moment de leur mise en œuvre (2022 ou 2024 selon la législation en vigueur). Pour chaque DA-e contenu dans le message IE801 reçu de l'administration nationale des exportations, il existe un article de marchandise dans la déclaration d'exportation (IE515) qui a:

1. le même CRA (que le DA-e considéré);
2. la même RUCD.

Les étapes de la validation sont mises en œuvre en 2022 au plus tard (pour les États membres dans le SAE-P1);

1. le même code NC;
2. la même masse nette.

Les étapes de la validation sont mises en œuvre en 2024 au plus tard (pour l'ensemble des États membres);

1. des unités supplémentaires;

2. le DA-e correspondant dans le statut attendu.

Il est recommandé de mettre en œuvre les étapes de la validation en 2024 au plus tard (pour l'ensemble des États membres).

Le SAE devrait valider l'ampleur maximale des différences tolérées dans la déclaration d'exportation afin de permettre la mainlevée pour l'exportation. Le seuil à fixer concernant l'ampleur maximale des différences tolérées est une question d'ordre national, surtout si l'on considère qu'il s'agit d'une décision douanière susceptible de donner lieu à une demande de droit d'accise.

Il convient de mentionner qu'en cas de rectification de la déclaration d'exportation visant des marchandises relevant d'un régime de suspension de droits d'accise, le SAE doit de nouveau procéder à une vérification (là encore au moyen de l'échange des messages IE532-IE801). Au vu du résultat de la vérification, le bureau de douane d'exportation peut décider de donner ou non la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation.

En cas d'invalidation de la déclaration d'exportation visant des marchandises soumises à accise, le bureau de douane d'exportation informe l'administration nationale des exportations au moyen du message IE536.

En cas d'exportation suivie d'un transit (EFBT) concernant des marchandises soumises à accise dans le cadre d'un régime de suspension de droits, il importe de souligner que seul le régime du transit externe peut être utilisé pour clôturer le mouvement d'exportation. Pour plus d'informations à ce sujet, nous invitons le lecteur à se reporter au point 5.3.2 du présent guide [Interface entre le SAE et le NSTI – Exportation suivie d'un transit (concernant des marchandises soumises à accise)].

5.2.2. Marchandises soumises à accise transportées au titre d'un contrat de transport unique

Pour une explication générale du traitement à réserver à un contrat de transport unique (CTU) dans un régime d'exportation, nous invitons le lecteur à se reporter au point 8.4 du présent document.

L'article 329, paragraphe 7 *bis*, de l'AE CDU vise à exclure les marchandises soumises à accise du régime simplifié de détermination du bureau de douane de sortie lorsqu'un CTU est utilisé. Cette exclusion s'appliquera à partir de la date du déploiement du SAE, à savoir le 1^{er} décembre 2023.

Il convient de mentionner que l'article 30 de la directive 2008/118/CE permet aux États membres d'établir des procédures simplifiées en ce qui concerne les mouvements de produits soumis à accise sous un régime de suspension de droits qui se déroulent entièrement sur leur territoire, y compris la possibilité de renoncer à exiger que ces mouvements fassent l'objet d'un contrôle électronique (par exemple, exportation suivie d'un CTU). Étant donné que la simplification ci-dessus est permise uniquement sur le territoire d'un seul et même État membre, tout du moins lorsqu'il s'agit d'un CTU, l'article 329, paragraphe 7 *bis*, de l'AE CDU s'applique respectivement, c'est-à-dire lorsque le bureau de douane d'exportation et le bureau de douane de la sortie physique de marchandises soumises à accise relevant d'un CTU sont situés dans le même État membre. Un mouvement transfrontalier intervenant dans le cadre d'un CTU et menant au lieu de sortie via un autre État membre n'est normalement pas permis par la législation actuelle relative à l'accise en raison d'une insuffisance de contrôles adéquats des mouvements et de la gestion des garanties.

5.3 Interface entre le SAE et le NSTI – Exportation suivie d'un transit

5.3.1. Introduction générale

Conformément à l'article 329, paragraphes 5 et 6, et à l'article 333, paragraphe 2, points b) et c), de l'AE CDU, la nécessité d'une interface entre le SAE et le NSTI s'est imposée, afin de garantir la clôture automatique des mouvements d'exportation ouverts en cas d'EFBT.

On notera que l'échange de communications et d'informations entre le SAE et le NSTI intervient dans le domaine national. Dans la plupart des cas, le bureau de douane d'exportation (SAE), le bureau de douane de sortie (SAE) et le bureau de douane de départ (NSTI) sont les mêmes, bien qu'il puisse arriver que le bureau de douane d'exportation et le bureau de douane de sortie soient situés dans différents États membres.

En général, le régime d'exportation suivie d'un transit est déclenché lorsqu'au moins un MRN export est indiqué dans la déclaration de transit. Il convient de mentionner que le lien commun entre le SAE et le NSTI est le MRN export qui devra être enregistré en tant que «Document précédent» (classe de données 12 01 000 000) au moyen du code N830 dans la déclaration en douane déposée dans le NSTI.

Initialement, l'interface entre le NSTI et le SAE valide l'existence des MRN export indiqués, puis d'autres validations interviennent également dans le SAE, telles que le statut du mouvement d'exportation qui doit être approprié. Les exigences fonctionnelles et techniques et les échanges de messages pertinents peuvent être consultés dans les spécifications fonctionnelles et techniques du SAE.

Il convient de mentionner qu'une déclaration de transit peut contenir plus d'un MRN export, mais qu'un MRN export ne peut être indiqué dans plus d'une déclaration de transit.

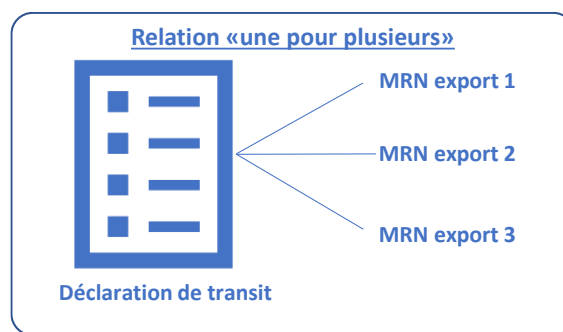


Figure 7 Relation «une pour plusieurs»

Si une déclaration de transit contient un seul MRN export, elle doit être enregistrée au niveau Envoi dans le NSTI (relation «une pour une»). Sinon, dès lors qu'elle contient plus d'un MRN export, chaque MRN export doit être enregistré au niveau Envoi pertinent (relation «plusieurs pour une») dans le NSTI.

Conformément aux exigences juridiques [article 333, paragraphe 2, points b) et c), de l'AE CDU], il existe des différences entre les scénarios concernant la clôture du mouvement d'exportation par le NSTI, selon que le régime du transit externe ou du transit interne suit ou non le régime d'exportation. La différence apparaît dans les exemples suivants.

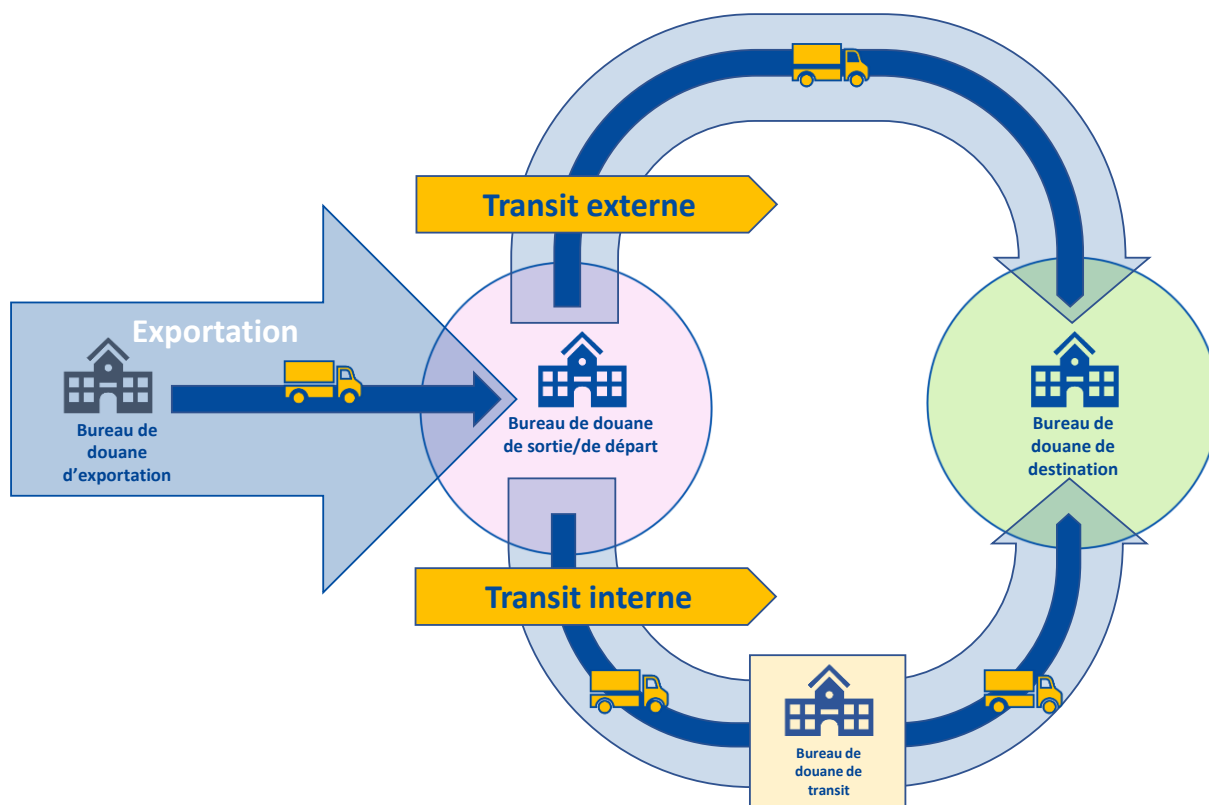


Figure 8 Transit interne et transit externe en cas d'EFBT

Transit externe

Dans le cadre du régime du transit externe, l'exportation est clôturée immédiatement après que la déclaration de transit a été déposée dans le NSTI et que les marchandises ont bénéficié de la mainlevée pour le transit.

Exemple

Les marchandises se voient octroyer la mainlevée pour l'exportation par le bureau de douane d'exportation à **Olomouc, CZ**, et se dirigent vers le bureau de douane de sortie à **Ubija, SK**, où elles bénéficient de la mainlevée pour la sortie.

À ce moment-là, le régime de transit commence, et les marchandises sont transférées du bureau de douane de départ à **Ubija, SK**, (qui est le même que le bureau de douane de sortie dans le régime d'exportation) au bureau de douane de destination à **Varna, BG**, d'où elles quittent le territoire douanier de l'Union (TDU) à destination de la Géorgie.

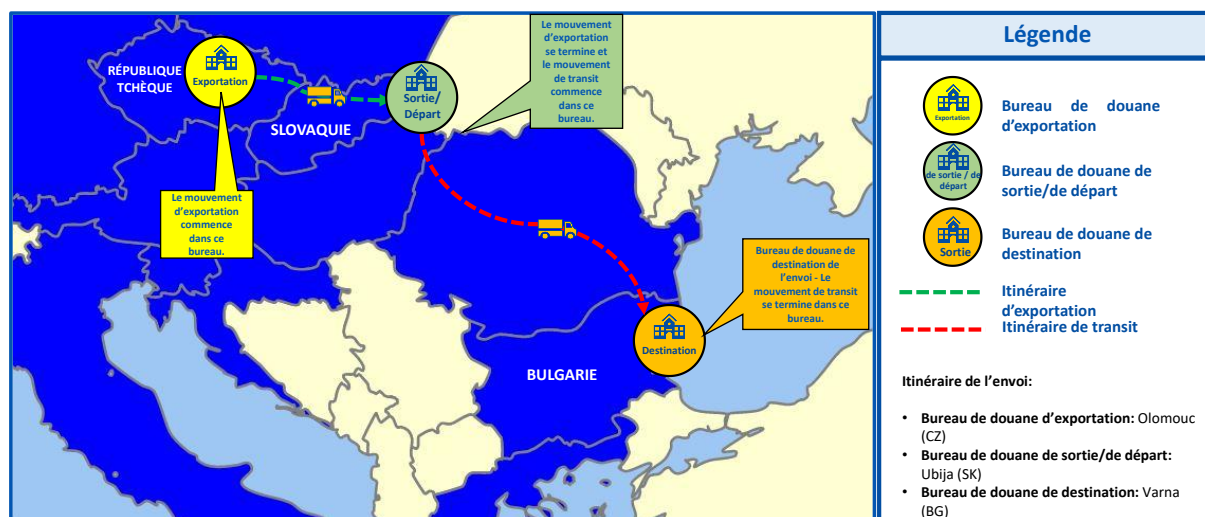


Figure 9 Exemple de transit externe en cas d'EFBT

Dans ce cas, le bureau de douane à **Ubija, SK**, procède à une vérification entre ses applications SAE et NSTI nationales (échange de messages IE190-IE191). Ensuite, il déclenche le régime de transit NSTI (en envoyant le message IE001 au bureau de douane de destination dans le NSTI) et, dans le même temps, son application SAE envoie le résultat du contrôle de sortie (message IE518) au bureau de douane d'exportation à **Olomouc, CZ**. Le mouvement d'exportation est clôturé immédiatement lorsque les marchandises bénéficient de la mainlevée pour le transit.

Autre exemple: il peut également arriver que le régime de transit débute également à **Olomouc, CZ**. Dans ce cas, le bureau de douane d'exportation est identique au bureau de douane de sortie (SAE) et au bureau de douane de départ (NSTI). La vérification des données d'exportation et de transit est effectuée entre les SAE et NSTI nationaux de l'administration nationale tchèque (AN-CZ).

Transit interne

Dans le cadre du régime du transit interne, les exportations sont clôturées après que le bureau de douane de destination (NSTI) a retourné au bureau de douane de départ (NSTI) le résultat du contrôle de destination (message IE018).

Exemple

Les marchandises se voient octroyer la mainlevée pour l'exportation au bureau de douane d'exportation à **Olomouc, CZ**. Étant donné que le régime de transit NSTI est déclenché

directement à partir d'Olomouc, CZ, le détenteur du mouvement de transit dépose la déclaration de transit dans ce bureau également. Dans ce cas, le bureau de douane d'exportation, le bureau de douane de sortie et le bureau de douane de départ (NSTI) sont un seul et même bureau de douane, situé à Olomouc, CZ.

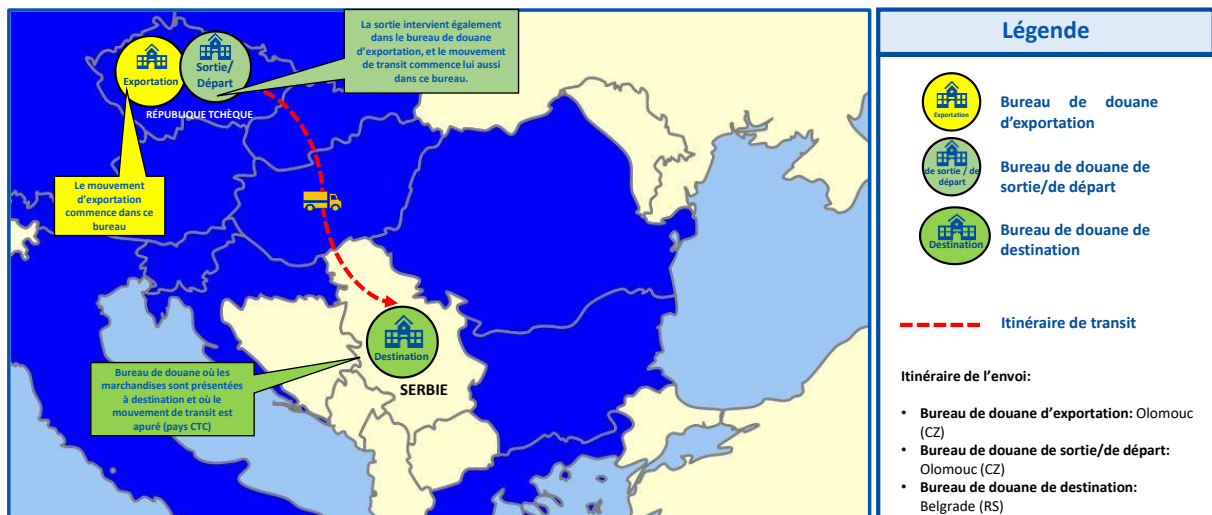


Figure 10 Exemple de transit interne en cas d'EFBT

Le bureau de douane à **Olomouc, CZ**, procède à une vérification entre ses applications SAE et NSTI nationales (échange de messages IE190-IE191). Ensuite, il déclenche le régime de transit NSTI (en envoyant le message IE001 au bureau de douane de destination dans le NSTI). Après que les marchandises ont été présentées au bureau de douane de destination en **Serbie, RS**, le résultat du contrôle de destination (IE018) est renvoyé au bureau de douane de départ à **Olomouc, CZ**, dans le NSTI, où le mouvement d'exportation est également clôturé dans l'application SAE. Le mouvement d'exportation est clôturé uniquement après que les marchandises sont arrivées au bureau de douane de destination et que le résultat du contrôle de destination (IE018) est renvoyé au bureau de douane de départ.

Il y a lieu de souligner que, pour des raisons fonctionnelles et commerciales, de nouveaux codes des résultats des contrôles ont été mis en place dans le SAE, qui ne peuvent être utilisés qu'en cas d'EFBT. Pour plus d'informations concernant les codes des résultats des contrôles, nous invitons le lecteur à se reporter au point 6.4.

5.3.2. Exportation suivie d'un transit (marchandises soumises à accise)

Le présent chapitre a vocation à préciser le recours à un régime de transit particulier après un régime d'exportation appliqué à des marchandises soumises à accise, en tenant compte du cadre juridique qui s'appliquera à partir de la date du déploiement du SAE-P1.

L'article 329, paragraphe 7 *bis*, de l'AE CDU, introduit par le règlement d'exécution (UE) 2019/1394 de la Commission du 10 septembre 2019, dispose qu'à compter de la date de déploiement du SAE, le régime simplifié de détermination du bureau de douane de sortie prévu à l'article 329, paragraphe 6, de l'AE CDU (permettant de clôturer un régime d'exportation par un régime de transit interne, pour autant que certaines conditions soient remplies) ne s'applique pas aux cas où des marchandises de l'Union relevant d'une catégorie énumérée à l'article 1^{er}, paragraphe 1, de la directive 2008/118/CE (relative au régime général d'accise) sont exportées.

Compte tenu de la disposition juridique susmentionnée, à partir de la date du déploiement du SAE, dès lors que la déclaration d'exportation porte sur des marchandises soumises à accise, un régime de transit interne (T2) ne peut pas apurer le régime d'exportation.

En revanche, l'article 189, paragraphe 4, de l'AD CDU prévoit que le régime du transit externe peut être utilisé dans les cas où des marchandises visées à l'article 1^{er} de la directive 2008/118/CE (relative au régime général d'accise) ayant statut douanier de marchandises de l'Union sont exportées.

En outre, l'article 329, paragraphe 5, de l'AE CDU prévoit que, lorsque, après avoir bénéficié de la mainlevée pour l'exportation, les marchandises sont placées sous un régime de transit externe, le bureau de douane de sortie est le bureau de douane de départ de l'opération de transit. De cette manière, un régime de transit externe (T1) peut apurer un régime d'exportation, que les déclarations en douane portent sur des marchandises soumises à accise ou non.

En cas d'opération d'exportation concernant des marchandises soumises à accise dans le cadre d'un régime de suspension de droits, nous trouvons également un fondement juridique

pour le recours au régime du transit externe pour clôturer l'opération d'exportation dans la directive (UE) 2020/262 du Conseil du 19 décembre 2019 établissant le régime général d'accise (refonte de la directive 2008/118/CE), qui entrera en vigueur le 13 février 2023, à l'article 16, paragraphe 1, point a) v), à l'article 19, paragraphe 2, point c), et à l'article 28, paragraphe 4, point a).

Ce principe est compréhensible d'un point de vue commercial étant donné qu'il entend assurer une protection adéquate (par la garantie de transit) en cas de dette douanière, laquelle peut être contractée sous forme de droit d'accise si les marchandises en question ne quittent pas le territoire douanier de l'Union.

Exemple

Tabac exporté dans le cadre d'un régime de suspension de droits d'accise de Finlande (FI) en Norvège (NO) en transitant par la Suède (SE)

Une déclaration de transit externe (T1) est acceptée à Helsinki (FI). Helsinki est le bureau de douane de départ de la déclaration de transit et le bureau de douane de sortie de l'opération d'exportation, conformément à l'article 329, paragraphe 5, de l'AE CDU. Dans l'éventualité où les marchandises viendraient à disparaître alors qu'elles transitent par la Suède, la garantie de transit peut être activée pour payer les droits d'accise dus.

Après que les marchandises ont bénéficié de la mainlevée pour le transit externe, le NSTI informe le SAE au moyen du message «Résultats du contrôle de destination à l'attention du SAE» (IE042) et l'envoi est réputé avoir quitté le territoire douanier de l'Union. Après avoir reçu le message IE042 que lui a envoyé le bureau de douane de départ du régime du transit externe, le bureau de douane de sortie envoie le message IE518 (message de résultats des contrôles) au bureau de douane d'exportation, et le mouvement d'exportation est clôturé.

En somme, lorsque des marchandises soumises à accise font l'objet d'une déclaration d'exportation et que le transit est le régime qui suit l'exportation, seul le régime du transit externe peut être utilisé.

5.4 Dépôt d'une déclaration en douane préalablement à la présentation des marchandises

Une déclaration en douane peut être déposée avant la présentation attendue des marchandises en douane, comme le prévoit l'article 171 du code (dépôt d'une déclaration en douane préalablement à la présentation des marchandises). Si les marchandises ne sont pas présentées dans les 30 jours suivant le dépôt de la déclaration en douane, celle-ci est réputée ne pas avoir été déposée.

Dans le SAE, le déclarant/représentant dépose une déclaration en douane préalablement à la présentation des marchandises au moyen du message «Déclaration d'exportation» (IE515). La déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises peut être utilisée en combinaison avec les simplifications prévues dans la législation douanière, telles que la déclaration d'exportation simplifiée ou le dédouanement centralisé des exportations.

Lorsqu'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises est enregistrée dans le SAE (correspondant aux types de déclaration supplémentaire «D», «E» ou «F»), un numéro de référence local (NRL) peut être utilisé aux fins de cette déclaration. Certains États membres attribuent le MRN au préalable, mais ce numéro de référence n'est pas communiqué au déclarant avant l'acceptation. L'acceptation de la déclaration en douane n'intervient qu'après la présentation en douane des marchandises, conformément aux conditions d'acceptation d'une déclaration en douane énoncées à l'article 172, paragraphe 1, du code. Tant qu'elle n'a pas été acceptée (attribution d'un MRN), la déclaration en douane (déposée préalablement à la présentation des marchandises) n'a aucun effet juridique.

Il convient de noter qu'après l'attribution d'un MRN, les messages échangés dans le domaine commun (entre les administrations douanières) doivent contenir les valeurs suivantes sous l'E.D. «Type de déclaration supplémentaire»:

- «A» – lorsque le type de déclaration supplémentaire de la déclaration en douane correspondante déposée préalablement à la présentation des marchandises était «D»;

- «B» – lorsque le type de déclaration supplémentaire de la déclaration en douane correspondante déposée préalablement à la présentation des marchandises était «E»;
- «C» – lorsque le type de déclaration supplémentaire de la déclaration en douane correspondante déposée préalablement à la présentation des marchandises était «F».

En effet, après la présentation des marchandises et l'acceptation de la déclaration en douane, il convient de ne pas continuer d'utiliser le «Type de déclaration supplémentaire» applicable à une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, car cette information n'est pas pertinente pour le bureau de douane de sortie ou pour le BDP (en cas de CCE). Cela signifie que tous les messages échangés dans le domaine commun (par exemple, IE501, IE503, IE518, IE540) concernant une déclaration d'exportation précédemment déposée à titre préalable doit contenir le type de déclaration supplémentaire «A», «B» ou «C».

Pour des informations détaillées concernant les scénarios SAE applicables aux déclarations d'exportation déposées préalablement à la présentation en douane des marchandises, nous invitons le lecteur à se reporter aux spécifications du SAE.

5.4.1. Notification préalable de contrôle à l'attention de l'opérateur économique agréé

À la suite du dépôt d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, le SAE du bureau de douane d'exportation (ou du SCO, en cas de CCE) valide les données de la déclaration et s'assure de l'existence et de la validité de toutes les autorisations déclarées. En un deuxième temps, le SAE active l'interface avec le système national d'analyse des risques afin de réaliser une analyse des risques de la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, de la manière prévue à l'article 227 de l'AE CDU.

En fonction du résultat de l'analyse des risques, l'agent des douanes du bureau d'exportation peut envisager de soumettre à un contrôle la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises.

Dans ce cas, si le déclarant/représentant a statut d'opérateur économique agréé (OEA), il convient de lui notifier l'intention des autorités douanières de contrôler l'envoi concerné avant la présentation en douane des marchandises, à moins que cette notification ne compromette les contrôles envisagés ou leurs résultats, conformément à l'article 24, paragraphe 3, de l'AD CDU.

Dans des circonstances normales, l'agent des douanes décide que le déclarant/représentant ayant statut d'opérateur économique agréé (OEA) peut être informé, et le bureau de douane d'exportation envoie le message «Notification de décision de contrôle à l'exportation» (IE560) à l'OEA, l'informant de son intention de contrôler les marchandises destinées à être exportées.

5.4.2. Rectification d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises

La rectification de la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises est une fonctionnalité développée dans le SAE qui permet au déclarant de modifier une ou plusieurs données dans une déclaration en douane déposée avant la présentation des marchandises aux autorités douanières.

Étant donné qu'une telle déclaration n'a aucun effet juridique, sa rectification n'est pas prévue dans la législation douanière. Il importe de souligner que les principes de rectification énoncés à l'article 173 du CDU s'appliquent uniquement à une déclaration déjà acceptée par la douane et qu'ils ne s'appliquent donc pas à la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises.

Le SAE permet au déclarant de rectifier des données communiquées initialement en tant que déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises en envoyant le message «Rectification de déclaration d'exportation» (IE513) au bureau de douane d'exportation ou au SCO (en cas de CCE) avant la réception du message «Notification de présentation pour l'exportation» (IE511), c'est-à-dire pendant que le mouvement a le statut «Enregistrement et en attente de la présentation des marchandises».

Ainsi, dans le SAE, la rectification de la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises peut être demandée par le déclarant, au moyen du même message (IE513) que celui qui est utilisé pour la rectification de la déclaration en douane, mais

la procédure est différente. Dans le cas d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, étant donné que l'article 173 du CDU ne s'applique pas, la rectification peut être utilisée par le déclarant/représentant pour rectifier toutes les données contenues dans la déclaration.

À noter que le déclarant peut envoyer plus d'une demande de rectification de déclaration d'exportation (IE513) pour une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises afin d'en rectifier les données, à laquelle ou auxquelles il recevra une réponse positive (message IE504) ou négative (message IE556). Le SAE conservera le dernier jeu de données de la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises (IE515 déposé préalablement avec les dernières rectifications le cas échéant).

Rectification après que la douane a informé l'OEA de son intention de contrôler les marchandises

Comme indiqué plus haut, toute rectification d'une déclaration en douane avant son acceptation n'est pas réputée valoir rectification au sens de l'article 173 du CDU et ne relève donc pas de l'article 173, paragraphe 2, du CDU. Par conséquent, les conditions/limitations énoncées dans cet article ne concernent pas les rectifications éventuellement apportées à une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises. En ce qui concerne l'article 24, paragraphe 3, de l'AD CDU, les autorités douanières peuvent envoyer une notification (IE560) à l'OEA à l'avance, l'informant de leur intention de procéder à un contrôle.

Dans le SAE, il est possible de procéder à tout moment à la rectification d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, indépendamment du fait que l'OEA a été informé de l'intention de contrôler éventuellement les marchandises, jusqu'à ce que la notification de présentation soit déposée.

Il est important de souligner que la rectification de la déclaration en douane déjà acceptée est différente, dès lors que, conformément à l'article 173, paragraphe 2, du CDU, la rectification de la déclaration en douane ne peut être autorisée lorsque les autorités douanières ont informé le déclarant de leur intention de procéder à un examen des marchandises.

5.4.3. Annulation d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises

Une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises ne peut pas être invalidée puisqu'elle n'a pas encore été acceptée. Par conséquent, les dispositions juridiques applicables à l'invalidation des déclarations en douane ne s'appliquent pas à une telle déclaration.

Dans le SAE, un déclarant/représentant peut demander l'annulation d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises en envoyant un message «Demande d'invalidation d'exportation» (IE514) au bureau de douane d'exportation.

Bien que le message prévu dans le SAE pour l'annulation des déclarations en douane déposées préalablement à la présentation des marchandises soit le même que celui utilisé pour demander l'invalidation d'une déclaration en douane, le cadre juridique est différent, étant donné que l'annulation n'est pas prévue dans la législation douanière. Par conséquent, le processus opérationnel est également différent puisque, dans le cas d'une annulation de la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, les échanges de messages interviennent avant l'acceptation, alors que dans le cas d'une invalidation de la déclaration en douane, les échanges de messages interviennent après l'acceptation (c'est-à-dire après l'attribution d'un MRN).

Après que le message IE514 a été envoyé, le bureau de douane d'exportation peut décider d'annuler la déclaration d'exportation déposée préalablement [dans ce cas, il en informe le déclarant/représentant au moyen du message «Décision d'invalidation d'exportation» (IE509)], ou de rejeter la demande d'annulation si elle n'est pas valide [dans ce cas, il notifie son rejet de la demande d'annulation au moyen du message «Rejet du bureau de douane d'exportation» (IE556)].

5.4.4. Notification de présentation (IE511)

Dans le SAE, le déclarant/représentant informe les autorités douanières de la présentation des marchandises au bureau de douane ou en tout autre lieu agréé ou approuvé par les autorités douanières et de leur disponibilité aux fins des contrôles douaniers [conformément à l'article 5, point 33), du CDU] au moyen du message «Notification de présentation pour l'exportation» (IE511).

Le message IE511 correspond au jeu de données visé à la colonne C2 de l'annexe B de l'AD CDU et de l'AE CDU (Présentation en douane de marchandises dans le cadre de déclarations en douane déposées préalablement à la présentation des marchandises à l'exportation). Il convient de mentionner que le contenu du message de notification de présentation (IE511) ne couvre qu'une partie de la colonne C2 de l'annexe B, car cette dernière est également applicable dans le cadre de l'inscription dans les écritures du déclarant (IDED), cette procédure ne relevant pas du champ du SAE.

On notera que, pour le moment, des écarts justifiés peuvent être constatés entre le message IE511 et le contenu de la colonne C2 (annexe B). Des modifications ont été proposées au cours du processus de gestion des modifications apportées à l'annexe B afin d'harmoniser la colonne C2 et le message IE511: une fois approuvées, les modifications proposées entreront en vigueur, selon toute attente, à partir de 2023.

Il importe de noter que, conformément à ce qui est recommandé dans les spécifications du système, la notification de présentation (IE511) contiendra le même NRL que celui envoyé dans la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises (IE515), lequel NRL constitue donc le lien entre le message IE515 et le message IE511.

La structure du message IE511 ne contient pas le G.D. «Document précédent» dans les spécifications du SAE, car il n'existait pas de régime douanier antérieur qui pouvait avoir un MRN renvoyant à un document précédent.

Le message IE511 doit être envoyé dans les 30 jours suivant le dépôt d'une déclaration en douane préalablement à la présentation des marchandises. Dans le SAE, conformément à l'article 171 du CDU, au cas où le message IE511 n'aurait pas été reçu dans le délai prévu par la loi, le bureau de douane d'exportation (ou le SCO, pour les déclarations d'exportation concernant le dédouanement centralisé d'exportations) envoie le message «Rejet du bureau de douane d'exportation» (IE556) au déclarant, l'informant du rejet de la déclaration d'exportation déposée préalablement et indiquant les raisons de ce rejet.

On notera que, dans la pratique, il peut arriver que le déclarant ne connaisse pas la localisation des marchandises, ou ne soit pas certain de leur localisation exacte, au moment où il dépose

une déclaration en douane préalablement à la présentation des marchandises. C'est pour cette raison que les informations concernant la localisation des marchandises fournies dans le message IE511 peuvent être différentes des informations concernant la localisation des marchandises fournies initialement dans la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises.

Dans ce cas, le G.D. «Localisation des marchandises» dans le message IE515 (déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises) sera remplacé par les informations fournies dans le message IE511. Outre le G.D. «Localisation des marchandises», le G.D. «Équipement de transport» et le D.G. «Moyen de transport au départ» peuvent également être modifiés au moyen du message IE511 lorsque le déclarant ne dispose pas d'informations précises au moment où il dépose la déclaration en douane préalablement à la présentation des marchandises ou en cas de transbordement de marchandises.

Présentation partielle des marchandises

Si le déclarant/représentant ne souhaite présenter dans le message IE511 qu'une partie des marchandises déclarées dans la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, il doit, avant d'envoyer le message IE511, rectifier la déclaration en douane déposée préalablement de manière à indiquer précisément quelles sont les marchandises qu'il entend présenter. À défaut, il peut déposer une nouvelle déclaration en douane pour déclarer les marchandises qu'il entend présenter dans le message IE511. S'il opte pour la seconde solution, la déclaration initiale déposée préalablement à la présentation des marchandises est réputée ne pas avoir été déposée, étant donné que les marchandises ne seront pas présentées dans les 30 jours. La décision de conserver dans la base de données nationale la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation de marchandises qui ne seront pas ou pas toutes présentées est une question d'ordre strictement national.

5.5 Déclaration simplifiée et déclaration complémentaire

Le présent chapitre a vocation à fournir des informations utiles concernant l'utilisation de la déclaration simplifiée à l'exportation et la mise en œuvre des nouvelles fonctionnalités du

SAE, qui permettent d'accomplir les formalités d'exportation et d'importation au moyen de déclarations simplifiées dans le système.

Une déclaration en douane simplifiée peut être acceptée pour placer les marchandises sous le régime d'exportation, en omettant certaines énonciations nécessaires à l'application des dispositions régissant le régime d'exportation ou certains documents d'accompagnement requis pour l'exportation, comme prévu à l'article 162 du CDU.

Les déclarations d'exportation simplifiées doivent contenir le jeu de données et les exigences en matière de données prévues dans la colonne C1 de l'annexe B de l'AD et de l'AE du CDU. Le «Type de déclaration supplémentaire» (élément de données 1102 000 000) déclaré doit être l'un des suivants:

- **B** [pour une déclaration simplifiée utilisée occasionnellement (conformément à l'article 166, paragraphe 1, du code)],
- **C** [pour une déclaration simplifiée utilisée régulièrement (conformément à l'article 166, paragraphe 2, du code)],
- **E** [pour le dépôt d'une déclaration simplifiée (telle que visée sous le code B) conformément à l'article 171 du code],
- **F** [pour le dépôt d'une déclaration simplifiée (telle que visée sous le code C) conformément à l'article 171 du code].

Le jeu de données prévu dans la colonne C1 est un sous-ensemble du jeu de données correspondant à la colonne B1 et à la colonne B4 (déclaration d'exportation et déclaration de réexportation), ce qui signifie qu'une partie des données fournies dans une déclaration normale d'exportation ou dans une déclaration normale de réexportation n'est pas fournie dans la déclaration simplifiée. Dans le message de déclaration d'exportation (IE515) prévu dans les spécifications du SAE, le jeu de données de la colonne C1 a été mis en œuvre au moyen des règles et conditions applicables à certains éléments de données ou groupes de données particuliers, selon lesquelles l'élément de données ou le groupe de données considéré ne doit pas être utilisé si le type de déclaration supplémentaire est B, C, E ou F.

Conformément à l'article 166, paragraphe 2, du CDU, l'utilisation régulière de la déclaration simplifiée fait l'objet d'une autorisation des autorités douanières. Les exigences communes

en matière de données pour les demandes et les décisions d'autorisation de l'utilisation de la déclaration simplifiée (SDE) sont reprises dans la colonne 7 *bis* de l'annexe A de l'AD CDU et de l'AE CDU. La SDE couvre à la fois les cas dans lesquels la déclaration simplifiée peut omettre certaines énonciations requises pour la déclaration normale et dans lesquels un ou plusieurs documents d'accompagnement requis manquent au moment de la mainlevée des marchandises. Lorsque le déclarant souhaite faire usage de la déclaration simplifiée, quelle que soit la situation (données manquantes et/ou documents manquants), d'un point de vue juridique, il s'acquitte de son obligation concernant les éléments de données à fournir dans la déclaration en douane dès lors qu'il fournit les éléments de données du jeu de données C1.

Il convient de noter que, conformément à l'article 166, paragraphe 1, du CDU, les autorités douanières peuvent accepter ou non une déclaration d'exportation simplifiée d'utilisation non régulière (Type de déclaration supplémentaire «B» ou «E») pour laquelle une autorisation de dépôt d'une telle déclaration n'est pas requise. Il est conseillé aux opérateurs économiques de demander des précisions au niveau national sur la question de savoir si l'État membre concerné permet le dépôt de déclarations d'exportation simplifiées à titre occasionnel. En ce qui concerne les spécifications du SAE, il est possible de recourir occasionnellement à une déclaration simplifiée.

Si la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation est octroyée sur la base d'une déclaration d'exportation simplifiée, le déclarant dépose une déclaration complémentaire à l'endroit où la déclaration simplifiée a été déposée, à savoir au bureau de douane d'exportation (ou au bureau de contrôle, en cas de CCE). Dans le SAE, les statuts d'un mouvement d'exportation au titre duquel une déclaration complémentaire peut être déposée sont les suivants: «Marchandises ayant bénéficié de la mainlevée pour l'exportation», «Réacheminement accepté», «Demande de confirmation de sortie en cours», ou «Marchandises exportées».

La déclaration simplifiée et la déclaration complémentaire constituent un instrument unique indivisible, qui prend effet à la date à laquelle la déclaration simplifiée est acceptée. Par conséquent, la déclaration simplifiée et sa déclaration complémentaire doivent l'une comme

l'autre être conservées dans les bases de données nationales, et ce même après que la déclaration complémentaire a été déposée et que le rapprochement a été achevé.

Ensemble, la déclaration simplifiée et sa déclaration complémentaire doivent contenir les énonciations nécessaires pour le régime d'exportation.

En fonction de la mise en œuvre nationale, la déclaration complémentaire peut contenir soit des données supplémentaires soit des documents d'accompagnement supplémentaires, voire les deux, comme le montre la figure ci-dessous. Les données susceptibles de manquer au moment du dépôt de la déclaration simplifiée sont également présentées dans la figure:



Figure 11 Contenu possible de la déclaration complémentaire

La législation douanière prévoit trois types de déclarations complémentaires: global, périodique et récapitulatif. Les «Types de déclaration supplémentaire» suivants sont actuellement en vigueur:

- **X** (pour une déclaration complémentaire de déclarations simplifiées définies sous les codes B et E),
- **Y** (pour une déclaration complémentaire présentant un caractère global ou périodique de déclarations simplifiées définies sous le code C),
- **Z** (pour une déclaration complémentaire présentant un caractère global ou périodique dans le contexte de la procédure définie à l'article 182 du code),
- **U** (pour une déclaration complémentaire présentant un caractère récapitulatif de déclarations simplifiées définies sous les codes C et F),

- **V** (pour une déclaration complémentaire présentant un caractère récapitulatif dans le contexte de la procédure définie à l'article 182 du code).

Il convient de souligner que le traitement de la déclaration complémentaire est une question d'ordre national. Afin de faciliter l'harmonisation entre les États membres, les spécifications du SAE comprennent des scénarios recommandés concernant la mise en œuvre nationale de la déclaration complémentaire à caractère global ou périodique (relation «une pour une» entre la déclaration simplifiée et la déclaration complémentaire, correspondant aux types de déclaration supplémentaire «X» et «Y»).

Les types de déclaration supplémentaire «Z» et «V» ne sont pas mis en œuvre dans les spécifications du SAE, car la simplification de l'IDED (inscription dans les écritures du déclarant) ne relève pas du champ du projet de SAE. À l'heure actuelle, les spécifications du SAE ne comprennent pas non plus de scénarios concernant le type de déclaration supplémentaire «U» pour la déclaration complémentaire présentant un caractère récapitulatif, que les États membres peuvent décider de mettre en place au niveau national.

À la suite du dépôt d'une déclaration complémentaire dans le SAE national au bureau de douane d'exportation (ou au SCO en cas de CCE), la procédure de validation dans le SAE inclut la vérification que le MRN de la déclaration complémentaire correspond au MRN de la déclaration simplifiée correspondante. À cette fin, dans la déclaration complémentaire, le MRN de la déclaration simplifiée doit figurer dans l'article de donnée «Numéro de référence» dans le G.D. «Document précédent» au niveau Expédition des marchandises (la liste de codes 214 prévoit que le code du type de document précédent «NMRN» indique le MRN de la déclaration). Il n'est pas procédé à la vérification du NRL puisque le NRL de la déclaration complémentaire n'est pas nécessairement le même que celui de la déclaration simplifiée.

Les délais de dépôt des différents types de déclarations complémentaires sont précisés à l'article 146 de l'AD CDU. Si la déclaration complémentaire n'est pas déposée au bureau de douane d'exportation dans le délai prévu, le SAE du bureau de douane d'exportation informe le déclarant/représentant de l'expiration du délai au moyen du message «Notification de l'expiration du délai de dépôt de la déclaration complémentaire» (IE531).

Si l'agent des douanes du bureau d'exportation décide de prolonger le délai de dépôt de la déclaration complémentaire, il en informe le déclarant/représentant par voie électronique au moyen du message IE531 (en fonction de la mise en œuvre nationale).

Étant donné que la déclaration complémentaire a pour objet de fournir les données qui manquaient dans la déclaration simplifiée, elle ne saurait modifier les données déjà fournies dans la déclaration simplifiée. Si le déclarant doit modifier une ou plusieurs énonciations contenues dans une déclaration d'exportation simplifiée après que celle-ci a été acceptée par la douane, il en fait la demande conformément aux règles énoncées à l'article 173 du CDU.

En ce qui concerne la déclaration complémentaire déposée aux fins du CCE, il importe de noter qu'une fois que le SAE du bureau de contrôle a rapproché les données de la déclaration simplifiée et de la déclaration complémentaire, il envoie au BDP le message «Déclaration de données appariées» (IE533), qui contient les données rapprochées et le MRN de la déclaration simplifiée. En effet, étant donné qu'en cas de CCE, c'est au BDP qu'il incombe de faire rapport à des fins statistiques, ces informations sont nécessaires pour garantir la disponibilité des données que le BDP est tenu de fournir à l'ASN.

Il convient de noter que le code précise, à l'article 167, paragraphes 2 et 3, les circonstances spécifiques dans lesquelles l'obligation de déposer une déclaration complémentaire peut être levée. Les spécifications du SAE s'appliquent aux déclarations simplifiées pour lesquelles la levée de l'obligation de déclaration complémentaire ne s'applique pas.

5.6 Invalidation de la déclaration sommaire de sortie

L'invalidation d'une déclaration sommaire de sortie (EXS) fait partie de la procédure d'EXS mise en œuvre dans le SAE. Elle est traitée séparément dans le présent chapitre, car c'est la seule nouvelle fonctionnalité introduite dans le SAE concernant la procédure d'EXS. Les fonctionnalités d'EXS existantes dans l'ECS-P2 précédent sont présentées au chapitre 8 (Fonctions et formalités à l'exportation et à la sortie qui n'ont pas été actualisées), et plus particulièrement au point 8.7 (EXS).

Conformément à l'article 272, paragraphe 2, du CDU, lorsque les marchandises pour lesquelles une déclaration sommaire de sortie a été déposée ne sont pas sorties du territoire douanier de l'Union, les autorités douanières invalident ladite déclaration sans tarder dans l'un des cas suivants:

- a) à la demande du déclarant; ou
- b) à l'expiration d'un délai de 150 jours suivant le dépôt de la notification.

Les spécifications du SAE comprennent des scénarios recommandés pour les situations dans lesquelles l'invalidation de l'EXS est engagée à la demande du déclarant (l'opérateur à la sortie), ce qui correspond à la situation prévue au point a) précité.

L'opérateur à la sortie peut déposer une demande d'invalidation au moyen du message «Demande d'invalidation EXS/REN» (IE614) au bureau de douane de sortie après la communication de l'enregistrement de l'EXS (IE628) et jusqu'à la sortie des marchandises. Si la demande d'invalidation est en bonne et due forme, le bureau de douane de sortie procède à l'invalidation et informe l'opérateur à la sortie au moyen du message «Décision d'invalidation d'EXS/REN» (IE609). En cas de rejet de la demande d'invalidation, le bureau de douane d'exportation enverra le message «Rejet du bureau de douane de sortie» (IE557) à l'opérateur à la sortie et l'EXS ne sera pas invalidée.

5.7 Notification de réexportation

5.7.1. Introduction générale

La notification de réexportation est utilisée pour la réexportation de marchandises non Union placées en zone franche ou en dépôt temporaire lorsque l'obligation de dépôt d'une EXS pour ces marchandises est levée, comme prévu à l'article 274 du CDU, en liaison avec l'article 245, paragraphe 2, point e), de l'AD CDU.

La notification de réexportation doit être déposée au bureau de douane de sortie par la personne responsable de la présentation des marchandises à la sortie (le transporteur/l'opérateur à la sortie). Étant donné que les formalités douanières pertinentes sont effectuées au bureau de douane de sortie, sans qu'il y ait besoin d'échanges d'informations entre les bureaux de douane situés dans différents États membres, la mise en œuvre de la notification de réexportation est une question d'ordre national.

Les spécifications du SAE comprennent plusieurs scénarios recommandés de notification de réexportation, visant à soutenir la mise en œuvre nationale et à faciliter l'harmonisation des procédures au sein de l'Union. Il convient de noter que les exigences en matière de données pour la notification de réexportation sont définies à l'annexe B de l'AD CDU, dans la colonne A3.

Dans le SAE, après le dépôt du message «Notification de réexportation» (IE570), le bureau de douane de sortie envoie le message «Enregistrement de la notification de réexportation» (IE571), destiné à informer l'opérateur à la sortie de l'enregistrement de la notification de réexportation et de l'attribution d'un MRN.

Après avoir procédé à l'analyse des risques, le bureau de douane de sortie prend la décision de contrôler, ou pas, les marchandises. S'il décide d'effectuer un contrôle, le message «Notification de décision de contrôle à la sortie» (IE561) est envoyé à l'opérateur à la sortie afin de l'informer du contrôle à venir.

Les mêmes messages utilisés pour les procédures d'exportation et de réexportation sont proposés dans les scénarios de notification de réexportation pour notifier à l'opérateur à la sortie la mainlevée des marchandises (IE525) et pour notifier au bureau de douane de sortie la sortie des marchandises (IE590).

5.7.2. Rectification de la notification de réexportation

Les spécifications du SAE comprennent également des scénarios recommandés concernant la rectification d'une notification de réexportation.

Conformément à l'article 275, paragraphe 1, du CDU, le déclarant peut, sur demande, être autorisé à rectifier une ou plusieurs énonciations de la notification de réexportation après le dépôt de celle-ci.

Dans le SAE, certaines limitations ont été prévues quant aux articles de données qu'il est permis de rectifier. Dans le cas d'une notification de réexportation, la rectification des articles de données suivants n'est pas permise:

Demande de rectification d'une notification de réexportation (IE573)	
Groupes de données	Articles de données dans «Opération d'exportation»
Déclarant	MRN
Représentant	-
Bureau de douane de sortie (déclaré)	-

Figure 12 Éléments de données qui ne peuvent pas être rectifiés dans la notification de réexportation

Aucune rectification n'est possible après que:

- a) les autorités douanières ont informé la personne qui a déposé la notification de réexportation qu'elles ont l'intention d'examiner les marchandises;
- b) les autorités douanières ont constaté l'inexactitude ou le caractère incomplet d'une ou de plusieurs énonciations de la notification de réexportation en question;
- c) les autorités douanières ont déjà octroyé la mainlevée des marchandises en vue de leur sortie.

Dans le SAE, l'opérateur à la sortie peut envoyer le message «Rectification d'une notification de réexportation» (IE573) au bureau de douane de sortie entre le moment de l'enregistrement de la notification de réexportation et le moment de la mainlevée pour la sortie. Le bureau de douane de sortie peut apporter une réponse positive, en envoyant le message «Acceptation de la rectification d'une notification de réexportation» (IE574), ou négative, en envoyant le message «Rejet du bureau de douane de sortie» (IE557). L'opérateur à la sortie peut envoyer plus d'une demande de rectification, pour autant que les conditions prévues dans la législation soient respectées.

Comme le prévoit la législation douanière [points a), b) et c) ci-dessus], une rectification ne peut être demandée après que la notification de réexportation a été sélectionnée à des fins de contrôle, lorsque la mainlevée du mouvement a été refusée ou après que les marchandises ont déjà bénéficié de la mainlevée.

5.7.3. Invalidation de la notification de réexportation

Conformément à l'article 275, paragraphe 2, du CDU, lorsque les marchandises pour lesquelles une notification de réexportation a été déposée ne sont pas sorties du territoire douanier de l'Union, les autorités douanières invalident ladite notification sans tarder dans l'un des cas suivants:

a) à la demande du déclarant; ou

b) à l'expiration d'un délai de 150 jours suivant le dépôt de la notification.

Les spécifications du SAE comprennent les scénarios recommandés à mettre en œuvre au niveau national dans les situations où l'invalidation de la notification de réexportation est engagée à la demande du déclarant (l'opérateur à la sortie), ce qui correspond à la situation prévue au point a) précité.

L'opérateur à la sortie peut déposer une demande d'invalidation au moyen du message «Demande d'invalidation EXS/REN» (IE614) au bureau de douane de sortie après la communication du message «Notification d'enregistrement de la notification de réexportation (IE571) et jusqu'à la sortie des marchandises. Si la demande d'invalidation est en bonne et due forme, le bureau de douane de sortie procède à l'invalidation et informe l'opérateur à la sortie au moyen du message «Décision d'invalidation d'EXS/REN» (IE609). En cas de rejet de la demande d'invalidation, le bureau de douane de sortie enverra le message «Rejet du bureau de douane de sortie» (IE557) à l'opérateur à la sortie et l'EXS ne sera pas invalidée.

6 Fonctions et formalités actualisées dans le SAE

6.1 Rectification et invalidation d'une déclaration d'exportation

Le présent chapitre vise à résumer les principaux points de la rectification et de l'invalidation d'une déclaration d'exportation, et à expliquer de quelle manière ces procédures ont été mises en œuvre dans le SAE, en tenant compte du cadre juridique en vigueur.

6.1.1. Rectification d'une déclaration d'exportation

La rectification permet de modifier les données de la déclaration à la demande du déclarant, après l'acceptation de la déclaration en douane, c'est-à-dire après que le MRN export a été attribué. Pour la description de la rectification d'une déclaration d'exportation après que les marchandises ont bénéficié de la mainlevée pour l'exportation, nous invitons le lecteur à se reporter au point 9.2 du présent guide, cette procédure ne relevant pas du champ des spécifications du SAE.

6.1.1.1 Rectification d'une déclaration d'exportation avant que les marchandises se voient octroyer la mainlevée pour l'exportation

Le SAE permet la rectification de la déclaration en douane avant la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation, conformément à l'article 173, paragraphes 1 et 2, du CDU. Conformément aux spécifications du système SAE, le déclarant peut déposer auprès du bureau de douane d'exportation une demande de rectification au moyen du message «Rectification d'une déclaration d'exportation» (IE513) entre le moment où la déclaration a été acceptée et le moment où la mainlevée pour l'exportation sera octroyée, c'est-à-dire lorsque le statut du mouvement d'exportation est «Accepté». Sous tous les autres statuts, la demande de rectification sera rejetée. Plus précisément, la rectification sera rejetée si le statut de la déclaration d'exportation est «En cours de contrôle», «En attente de la décision du BDP relative au contrôle» (en cas de CCE) ou «Marchandises ayant bénéficié de la mainlevée pour l'exportation».

En effet, conformément à la législation douanière [article 173, paragraphe 2, point a), du CDU], aucune demande de rectification ne peut être acceptée après que les autorités douanières ont informé le déclarant de leur intention de contrôler les marchandises. Cela signifie que lorsque le statut du mouvement est «En cours de contrôle» ou «En attente de la

décision du BDP relative au contrôle», aucune autre demande de rectification (IE513) ne peut être acceptée.

Conformément à la règle générale énoncée à l'article 173, paragraphe 2, point c), du CDU, aucune rectification n'est autorisée après que les autorités douanières ont octroyé la mainlevée aux marchandises, c'est-à-dire lorsque le statut de la déclaration d'exportation dans le SAE est «Marchandises ayant bénéficié de la mainlevée pour l'exportation».

La réponse à une demande de rectification peut être positive, et prendre la forme du message «Acceptation de la rectification d'une déclaration d'exportation» (IE504), ou négative, et prendre la forme du message «Rejet du bureau de douane d'exportation» (IE556). Pour des informations détaillées sur l'échange d'informations concernant le rejet (message IE556), nous invitons le lecteur à se reporter au point 6.7 du présent guide. Lorsqu'une demande de rectification est rejetée, le statut du mouvement restera «Accepté» et les données de la déclaration resteront inchangées, telles qu'elles étaient avant la demande de rectification. Le statut restera également «Accepté» lorsqu'une rectification de déclaration acceptable est reçue, mais, dans ce cas, les données de la déclaration seront actualisées conformément à la rectification demandée. Un déclarant peut envoyer plusieurs demandes de rectification concernant un même mouvement d'exportation. Il convient de noter que le déclarant/représentant peut décider de ne pas envoyer de nouvelle demande de rectification [«Rectification d'une déclaration d'exportation» (IE513)] après qu'une demande de rectification précédente a été rejetée. Dans ce cas, la déclaration d'exportation initiale conserve sa validité, et la procédure suit son cours.

Dans le SAE, certaines limitations ont été prévues quant aux articles de données qu'il est permis de rectifier. Dans le cas d'une déclaration d'exportation ou d'une déclaration de réexportation, la rectification des groupes de données et articles de données suivants n'est pas permise:

Rectification d'une déclaration d'exportation (IE513)

Groupes de données	Articles de données dans «Opération d'exportation»
Exportateur	MRN
Représentant	NRL
Déclarant	Type de déclaration
Bureau de douane d'exportation	Type de déclaration supplémentaire
Bureau de douane de sortie (déclaré)	Sécurité
Bureau de douane de présentation	-

Figure 13 Éléments de données qui ne peuvent pas être rectifiés dans la déclaration d'exportation

Il convient de mentionner que l'article 173, paragraphes 1 et 2, du CDU ne prévoit pas que les éléments de données d'une déclaration en douane, quels qu'ils soient, ne puissent être rectifiés. Par conséquent, en théorie, tous les éléments de données peuvent être rectifiés. Toutefois, comme l'indique le document d'orientation concernant l'exportation et la sortie, la rectification d'une déclaration en douane semble difficile dans le cas où la rectification d'un élément de données aboutirait à la modification d'une composante du MRN (voir annexe B de l'AE CDU, élément de données 12 01 001 000, où la structure du MRN est déterminée). Par exemple, une modification de l'identifiant de procédure (qui est lié au régime douanier demandé) pourrait aboutir à la modification de l'identifiant de procédure incorporé dans la structure du MRN, ce qui signifierait que le MRN ne rendrait pas correctement compte des nouvelles données de la déclaration. De plus, le MRN ne peut pas changer, étant donné qu'une déclaration ne peut avoir qu'un seul MRN. À cet égard, les spécifications du SAE veillent précisément à ce qu'aucune rectification ne puisse être effectuée qui serait susceptible de modifier la structure du MRN: autrement dit, aucune rectification n'est autorisée concernant l'E.D. «Type de la déclaration» et l'E.D. «Sécurité». Les autres éléments de données repris dans le tableau ci-dessus ne peuvent pas être rectifiés dans le SAE pour des raisons pratiques et techniques.

Il convient de souligner que la rectification de la déclaration en douane peut être autorisée après la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation pour permettre au déclarant de satisfaire à ses obligations relatives au placement des marchandises sous le régime douanier concerné, comme prévu à l'article 173, paragraphe 3, du CDU.

6.1.1.2 Rectification de la déclaration d'exportation de marchandises relevant d'un régime de suspension de droits d'accise

En cas de rectification d'une déclaration d'exportation visant des marchandises relevant d'un régime de suspension de droits d'accise, il importe de noter qu'après le dépôt de la demande de rectification (message IE513), le SAE active l'interface avec l'EMCS afin de procéder à nouveau à la vérification de la déclaration d'exportation et des DA-e concernés (messages IE532/IE801). La rectification est uniquement acceptée en cas d'issue positive de la vérification, et le message IE504 correspondant est envoyé au déclarant/représentant. Après l'acceptation de la rectification, un second message IE539 («Notification d'acceptation de la déclaration d'exportation à l'attention de l'administration nationale des exportations») est envoyé à l'administration nationale des exportations. Pour plus d'informations sur le lien entre le SAE et l'EMCS, nous invitons le lecteur à se reporter au point 5.2 du présent guide.

6.1.1.3 Rectification d'une déclaration d'exportation déposée dans le cadre d'un dédouanement centralisé

En cas de CCE, la rectification de la déclaration en douane est traitée de manière analogue. La demande de rectification est transmise au SCO, uniquement entre le moment où la déclaration a été acceptée et le moment où la mainlevée pour l'exportation sera octroyée, c'est-à-dire pendant que le statut du mouvement est «Accepté». En cas d'acceptation de la demande de rectification, le message IE504 est envoyé au déclarant. Après quoi, le SAE du SCO enverra au SAE du BDP le message «Notification de mainlevée immédiate/de contrôle» (IE540), contenant la dernière version des données de la déclaration d'exportation, à savoir la déclaration d'exportation rectifiée. Il convient de souligner qu'après que le message IE540 est envoyé, l'envoi d'aucun autre message IE540 n'est prévu dans les spécifications du SAE.

6.1.2. Invalidation de la déclaration d'exportation

De manière générale, une déclaration en douane peut être invalidée à la demande du déclarant avant que les marchandises ne bénéficient de la mainlevée et à certaines conditions. Toutefois, la législation douanière prévoit également certaines circonstances dans lesquelles le déclarant peut demander l'invalidation après que les marchandises ont bénéficié de la mainlevée. Un agent des douanes peut également prendre l'initiative d'invalider la déclaration en douane après octroi de la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation. Les différentes situations dans lesquelles l'invalidation peut intervenir sont traitées dans les

points suivants. Les spécificités de l'invalidation après octroi de la mainlevée des marchandises dans le cas de marchandises soumises à accise dans le cadre d'un régime de suspension de droits et dans le cas de CCE seront également présentées.

6.1.2.1 Invalidation de la déclaration d'exportation avant la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation

Conformément à l'article 174, paragraphe 1, du CDU, à la demande du déclarant, les autorités douanières invalident une déclaration en douane déjà acceptée.

Dans le SAE, le déclarant/exportateur peut demander l'invalidation d'une déclaration d'exportation en envoyant au bureau de douane d'exportation le message «Demande d'invalidation d'exportation» (IE514) après que la déclaration a été acceptée et avant la mainlevée pour l'exportation. S'il est constaté que les exigences juridiques sont respectées, le message «Décision d'invalidation d'exportation» (IE509) est envoyé au déclarant, l'informant de la décision des autorités douanières d'invalider la déclaration en douane. Si les conditions prévues par la législation ne sont pas remplies, le déclarant reçoit le message «Rejet du bureau de douane d'exportation» (IE556) et la déclaration d'exportation n'est pas invalidée. Pour des informations détaillées sur l'échange d'informations concernant le rejet (message IE556), nous invitons le lecteur à se reporter au point 6.7 du présent guide.

Il importe de souligner que, conformément aux dispositions juridiques pertinentes, dans le cas où le bureau de douane d'exportation aurait décidé d'effectuer des contrôles, la demande d'invalidation d'exportation ne doit pas être acceptée avant la conclusion de ces contrôles. Dans la pratique, le déclarant ne pourra pas transmettre de «Demande d'invalidation d'exportation» (message IE514) après que le bureau de douane d'exportation lui aura envoyé le message «Notification de décision de contrôle à l'exportation» (IE560) l'informant de sa décision de procéder au contrôle de la déclaration et lui demandant les documents d'accompagnement, étant donné que, dès qu'il a achevé les contrôles, le bureau de douane d'exportation octroie la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation en envoyant le message «Avis anticipé d'exportation» (IE501) au bureau de douane de sortie.

6.1.2.2 Invalidation de la déclaration d'exportation après octroi de la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation

L'article 174, paragraphe 2, du CDU dispose que, sauf dispositions contraires, la déclaration en douane ne peut être invalidée après octroi de la mainlevée des marchandises.

Le cadre juridique de l'invalidation d'une déclaration d'exportation, d'une déclaration de réexportation ou d'une déclaration aux fins du régime de perfectionnement passif après octroi de la mainlevée pour l'exportation est défini à l'article 148 de l'AD CDU (invalidation du fait du déclarant) et à l'article 248 de l'AD CDU (invalidation du fait de l'agent des douanes à l'exportation).

Conformément à l'article 148, paragraphe 4, de l'AD CDU, une déclaration en douane peut être invalidée après octroi de la mainlevée des marchandises, sur demande motivée du déclarant, dans les cas spécifiques énoncés dans cette disposition. Dans le SAE, la procédure d'invalidation du fait de l'exportateur/du déclarant débute lorsque l'exportateur/le déclarant envoie le message «Demande d'invalidation d'exportation» (IE514) au bureau de douane d'exportation après octroi de la mainlevée des marchandises (le statut de la déclaration en douane dans le système est «Marchandises ayant bénéficié de la mainlevée pour l'exportation» ou «Réacheminement accepté»).

Le bureau de douane d'exportation s'assure que les conditions prévues par la loi pour une invalidation après octroi de la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation sont remplies. Avant de prendre la décision d'invalider la déclaration en douane (et de répondre positivement à la demande d'invalidation), il est vivement recommandé que le bureau de douane d'exportation vérifie le statut de la déclaration au bureau de douane de sortie afin de s'assurer que les marchandises ne sont pas sorties du territoire douanier de l'Union. À cette fin, il conviendra d'échanger les messages de demande de statut/de réponse à une demande de statut (IE594/IE595). Si le bureau de douane d'exportation constate que la déclaration en douane a un statut approprié au bureau de douane de sortie, il envoie le message «Notification d'invalidation d'exportation» (IE510) au bureau de douane de sortie.

Si le bureau de douane de sortie répond au bureau de douane d'exportation par un message «Récépissé d'invalidation» (IE591) positif, le bureau de douane d'exportation procède à l'invalidation et informe le déclarant/représentant de l'invalidation de la déclaration au

moyen du message «Décision d'invalidation d'exportation» (IE509). Toutefois, si le bureau de douane de sortie constate que les conditions requises ne sont pas remplies (par exemple, les marchandises sont déjà sorties du territoire douanier de l'Union), un message «Récépissé d'invalidation» (IE591) négatif est envoyé au bureau de douane d'exportation et la déclaration n'est pas invalidée. Le bureau de douane d'exportation informera l'exportateur/le déclarant du rejet de la demande d'invalidation en envoyant le message «Rejet du bureau de douane d'exportation» (IE556). L'invalidation de la déclaration en douane après octroi de la mainlevée des marchandises peut également être du fait de l'agent des douanes du bureau d'exportation après l'expiration d'un délai de 150 jours suivant la date de l'octroi de la mainlevée des marchandises aux fins du régime d'exportation, du régime de perfectionnement passif ou du régime de réexportation conformément à l'article 248, paragraphe 2, de l'AD CDU.

La situation décrite dans la disposition susmentionnée correspond au scénario commercial du SAE dans lequel l'agent des douanes invalide la déclaration d'exportation après expiration du délai de réception d'autres éléments de preuve. L'invalidation à l'expiration du délai de 150 jours peut également intervenir automatiquement dans le SAE national.

Indépendamment des raisons juridiques, l'agent des douanes peut engager la procédure d'invalidation au nom du déclarant lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, celui-ci a décidé d'invalider la déclaration d'exportation, mais n'est pas en mesure d'engager la procédure d'invalidation par voie électronique dans le SAE.

Les échanges de messages correspondants sont les mêmes que ceux mentionnés précédemment pour les situations où l'invalidation après octroi de la mainlevée pour l'exportation est engagée à la demande du déclarant.

6.1.2.3 Invalidation visant des marchandises relevant d'un régime de suspension de droits d'accise

Dans le cas de l'invalidation d'une déclaration d'exportation visant des marchandises relevant d'un régime de suspension de droits d'accise après que les marchandises ont reçu la mainlevée pour l'exportation, outre les échanges de messages mentionnés précédemment, après communication de l'invalidation de la déclaration au bureau de douane de sortie et réponse positive du bureau de douane de sortie à la notification d'invalidation, le bureau de

douane d'exportation communique l'invalidation de la déclaration à l'EMCS de l'État membre d'exportation au moyen du message «Notification d'invalidation à l'attention de l'administration nationale des exportations» (IE536).

6.1.2.4 Invalidation d'une déclaration d'exportation déposée dans le cadre d'un dédouanement centralisé

En cas d'invalidation d'une déclaration d'exportation déposée dans le cadre d'un dédouanement centralisé après octroi de la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation, outre l'échange de messages mentionné précédemment, après communication de l'invalidation de la déclaration au bureau de douane de sortie et la réponse positive du bureau de douane de sortie à la notification d'invalidation, le bureau de contrôle communique l'invalidation de la déclaration au bureau de douane de présentation au moyen du message «Notification d'invalidation d'exportation» (IE510).

Pour la description de l'invalidation d'une déclaration sommaire de sortie et de la notification de réexportation, nous invitons le lecteur à se reporter au chapitre 5, points 5.6 et 5.7.3 respectivement.

6.2 Données relatives à la sûreté et à la sécurité

6.2.1. Introduction générale

Conformément à l'article 3 du CDU, les autorités douanières ont notamment pour mission de garantir la sécurité et la sûreté de l'Union et de ses résidents ainsi que la protection de l'environnement, le cas échéant en coopération étroite avec d'autres autorités.

Les différents risques susceptibles de représenter une menace pour la sécurité et la sûreté de l'Union et de ses résidents, pour la santé humaine, animale ou végétale, pour l'environnement ou pour les consommateurs peuvent être évités grâce à une analyse des risques efficace lorsqu'un régime douanier est appliqué.

Conformément à l'article 263 du CDU, une déclaration préalable à la sortie est déposée avant que les marchandises ne sortent du territoire douanier de l'Union. La déclaration préalable à la sortie comporte les énonciations nécessaires pour l'analyse des risques réalisée à des fins de sécurité et de sûreté. Les délais de dépôt d'une déclaration préalable à la sortie auprès des

bureaux de douane compétents sont prescrits à l'article 244 de l'AD CDU, en fonction des différentes circonstances précisées dans ce même article.

Il convient de mentionner que la déclaration préalable à la sortie peut prendre la forme d'une déclaration en douane, d'une déclaration de réexportation (couvertes l'une et l'autre par le message IE515), ou d'une déclaration sommaire de sortie (EXS) (message IE615). Les jeux de données utilisés pour une déclaration en douane sont indiqués dans les colonnes B1 et B2 de l'annexe B de l'AD CDU, tandis que le jeu de données pour l'EXS, qui se compose uniquement de données relatives à la sûreté et à la sécurité, figure dans les colonnes A1 et A2 de l'annexe B de l'AD CDU.

Il y a lieu de souligner que, dans la plupart des cas, la déclaration normale d'exportation contient également les éléments de données relatifs à la sûreté et à la sécurité, ce qui signifie que cette déclaration combinée répond aux exigences en matière de données B1 et A1/A2. Lorsque le régime d'exportation est combiné à un régime de transit (exportation suivie d'un transit) et que la déclaration d'exportation contient toujours les énonciations relatives à la sûreté et à la sécurité (jeu de données B1+A1/A2), ces données ne doivent pas être à nouveau enregistrées dans la déclaration de transit.

Il convient de noter que, si une déclaration d'exportation ou une déclaration de réexportation sans données relatives à la sûreté et à la sécurité (jeu de données B1 uniquement) est suivie d'une déclaration de transit (EFBT), il n'est pas nécessaire de déposer une EXS distincte (jeu de données A1 ou A2) auprès du bureau de douane de sortie lorsque la déclaration concernant l'opération de transit qui suivra a été déposée avec les données relatives à la sûreté et à la sécurité (déclaration de transit combinée).

En ce qui concerne le contrôle des mouvements d'exportation, les États membres effectuent une analyse des risques basée sur les critères communs et nationaux en matière de risque et sur les profils de risque définis au niveau national. Les critères communs en matière de sûreté et de sécurité sont tenus à jour et supervisés au niveau central par la DG TAXUD.

6.2.2. Opérateurs économiques agréés pour la sécurité et la sûreté

Un opérateur économique agréé pour la sécurité et la sûreté (OEAS) bénéficie des facilités prévues dans les dispositions de la législation douanière concernant la sécurité et la sûreté.

Conformément à l'article 38, paragraphe 6, du CDU, l'opérateur économique agréé bénéficie d'un traitement plus favorable que les autres opérateurs économiques en matière de contrôles douaniers, en fonction du type d'autorisation accordée, y compris un allègement des contrôles physiques et documentaires.

Tout particulièrement dans le cas des OEAS, la facilité octroyée par la législation pertinente s'applique à l'analyse des risques du jeu de données communiqué (données relatives à la sûreté et à la sécurité), dans laquelle le statut d'OEAS de l'opérateur économique doit être pris en considération aux fins de l'allègement des contrôles physiques et documentaires sinon pleinement applicables aux opérateurs économiques n'ayant pas statut d'OEAS. Cette facilité ne concerne pas le jeu de données (données relatives à la sûreté et à la sécurité) à communiquer. La déclaration préalable à la sortie déposée sous la forme d'une déclaration en douane ou d'une déclaration de réexportation doit contenir les éléments de données requis pour les besoins du placement des marchandises sous le régime d'exportation, à savoir le jeu de données B1 en plus des éléments de données du jeu de données A1 (à des fins de sécurité et de sûreté), comme prévu à l'article 263, paragraphe 4, du CDU.

Par conséquent, les OEAS sont traités comme des opérateurs économiques «ordinaires» pour ce qui est des données qu'ils doivent communiquer dans la déclaration préalable à la sortie, y compris les données relatives à la sûreté et à la sécurité. Il convient d'insister sur le fait que l'article 23 de l'AD CDU ne constitue pas une levée de l'obligation faite à un OEAS de fournir des données relatives à la sûreté et à la sécurité si la déclaration préalable à la sortie est déposée sous la forme d'une déclaration en douane ou d'une déclaration de réexportation.

Lorsqu'une déclaration d'exportation ou une déclaration de réexportation sans données relatives à la sûreté et à la sécurité est déposée auprès du bureau de douane d'exportation, une EXS est déposée au bureau de douane de sortie, que l'opérateur ait statut d'OEAS ou pas, conformément à l'article 271, paragraphe 1, du code.

Par conséquent, si le MRN contient la lettre «A» (qui indique qu'aucune donnée relative à la sûreté et à la sécurité n'a été communiquée), il conviendra de ne pas traiter différemment les MRN déposés au bureau de douane de sortie par des OEAS et les MRN déposés par des opérateurs n'ayant pas statut d'OEAS étant donné que la déclaration sommaire de sortie doit toujours être déposée.

Il importe de souligner que les explications proposées au présent point valent également pour les opérateurs économiques ayant statut d'OEAS, puisqu'ils ont alors également statut d'OEAS.

Les situations dans lesquelles l'obligation de déposer une déclaration préalable à la sortie (c'est-à-dire une déclaration contenant des données relatives à la sûreté et à la sécurité) est levée sont précisées à l'article 245 de l'AD CDU, qui s'applique indépendamment du statut d'opérateur économique agréé des opérateurs économiques concernés.

6.3 Notification de décision de contrôle à l'exportation et à la sortie (messages IE560/IE561)

Le présent chapitre entend apporter des éclaircissements sur l'utilisation des messages IE560 et IE561, qui sont destinés à notifier à l'exportateur/déclarant/représentant concerné les contrôles douaniers et/ou à demander des documents d'accompagnement ou des documents complémentaires. L'utilisation des listes de codes «Type de notification» (CL384) et «Type de contrôle» (CL716) dans les messages IE560 et IE561 spécifiés dans le SAE sera également précisée à la lumière de la législation douanière en vigueur.

Les autorités douanières peuvent décider de vérifier une déclaration en douane pour confirmer l'exactitude des données déclarées. Conformément à l'article 188 du CDU, après l'acceptation de la déclaration en douane, elles peuvent:

- a. examiner la déclaration et des documents d'accompagnement;
- b. exiger du déclarant qu'il fournisse d'autres documents;
- c. examiner les marchandises (contrôle physique);
- d. prélever des échantillons en vue de l'analyse ou d'un examen approfondi des marchandises.

Conformément à l'article 15 du code, l'exportateur ou le déclarant fournit aux autorités douanières, à leur demande et dans les délais éventuellement fixés, la totalité des documents ou informations requis, sous une forme appropriée, ainsi que toute l'assistance nécessaire à l'accomplissement des formalités ou des contrôles précités.

En ce qui concerne la déclaration d'exportation, la décision de procéder à un contrôle douanier peut être prise côté exportation ou côté sortie, en fonction du résultat de l'analyse des risques effectuée au bureau de douane d'exportation ou au bureau de douane de sortie.

Un agent des douanes du bureau d'exportation peut décider d'effectuer un contrôle concernant une déclaration en douane déjà acceptée (MRN attribué) et après réception du résultat d'une analyse des risques. Dans ce cas, le message «Notification de décision de contrôle à l'exportation» (IE560) est envoyé au déclarant/représentant (indépendamment du statut d'OEA). Ce message a pour objet d'informer l'opérateur du contrôle envisagé et de lui demander de fournir les documents d'accompagnement si nécessaire.

Au cours du contrôle et après analyse des documents d'accompagnement initialement fournis par le déclarant/représentant, l'agent des douanes du bureau d'exportation peut décider que d'autres documents sont nécessaires. Dans ce cas, il peut envoyer un autre message IE560 à l'opérateur, lui demandant de lui fournir les documents complémentaires nécessaires, conformément à l'article 188, point b), du code.

Un message IE560 peut également être envoyé dans le cas d'une déclaration en douane à des fins d'exportation déposée conformément à l'article 171 du CDU (déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, correspondant aux types de déclaration supplémentaire «D» ou «E» ou «F»), lorsque le déclarant/représentant a statut d'OEA. En effet, conformément à l'article 24, paragraphe 3, de l'AD CDU, en ce qui concerne la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, le bureau de douane d'exportation adresse une notification à l'OEA lui indiquant que l'envoi a été sélectionné en vue d'un contrôle douanier, et ce avant la présentation en douane des marchandises. Par conséquent, dans le SAE, après réception des résultats de l'analyse des risques et après que l'agent des douanes a eu sélectionné la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises en vue d'un contrôle des marchandises avant leur présentation, le déclarant/représentant ayant statut d'OEA est informé de

l'intention de l'agent des douanes de procéder éventuellement au contrôle des marchandises, au moyen du message IE560.

Dans les spécifications du SAE, la liste de codes CL384 (Type de notification) a été incluse dans le message IE560 afin d'établir une distinction entre les différents types de messages de «Notification de décision de contrôle à l'exportation» qui peuvent être envoyés au déclarant/représentant, comme suit:

- **«0» – Notification de contrôle** (et demande de documents si nécessaire) – à utiliser dans le contexte des déclarations déjà acceptées (MRN attribué), dans le premier message IE560 envoyé par le bureau de douane d'exportation au déclarant/représentant pour l'informer du contrôle à venir. Dans ce cas, l'agent des douanes peut également demander que lui soient fournis des documents complémentaires si nécessaire;
- **«1» – Demande de documents complémentaires** – à utiliser dans le contexte de déclarations déjà acceptées (MRN attribué), dans le deuxième message IE560 et tout autre message IE560 subséquent (le cas échéant) envoyés par le bureau de douane d'exportation au déclarant/représentant pour lui demander de fournir d'autres documents/des documents complémentaires, conformément à l'article 188, point b), du CDU;
- **«2» – Intention de contrôler** – à utiliser dans le contexte de déclarations d'exportation déposées préalablement à la présentation des marchandises, lorsqu'un message IE560 est envoyé au déclarant/représentant ayant statut d'OEA pour l'informer de l'intention des autorités douanières de procéder éventuellement au contrôle des marchandises.

Le message IE560 fait appel à la liste de codes CL716 (Type de contrôle) pour pouvoir préciser le type des contrôles à effectuer (par exemple, contrôle documentaire, contrôle physique, prélèvement d'échantillons, etc.). Le type des contrôles doit être indiqué uniquement dans le premier message IE560 envoyé par le bureau de douane d'exportation concernant la déclaration en douane déjà acceptée (à savoir lorsque le type de notification est «0»). Si le type de contrôle «Autres» est sélectionné, l'E.D. «Texte» sous l'E.D. «Type des contrôles» précisera/décrira les contrôles à effectuer.

Si la décision de procéder à des contrôles douaniers est prise par le bureau de douane de sortie suivant la présentation des marchandises à la sortie et après réalisation de l'analyse des risques par ce même bureau de douane de sortie, un message «Notification de décision de contrôle à la sortie» (IE561) est envoyé à l'opérateur à la sortie pour l'informer que l'administration douanière entend examiner les marchandises.

Le contenu du message IE561 est semblable à celui du message IE560, mais dans le message IE561, la liste de codes CL384 (Type de notification) n'existe pas, étant donné que le seul type de notification applicable côté sortie est le type de valeur «0» (voir plus haut). La liste de codes CL716 (Type de contrôle) est utilisée dans le message IE561 dans le sens indiqué plus haut, à savoir pour permettre de préciser le type des contrôles qui seront effectués au bureau de douane de sortie.

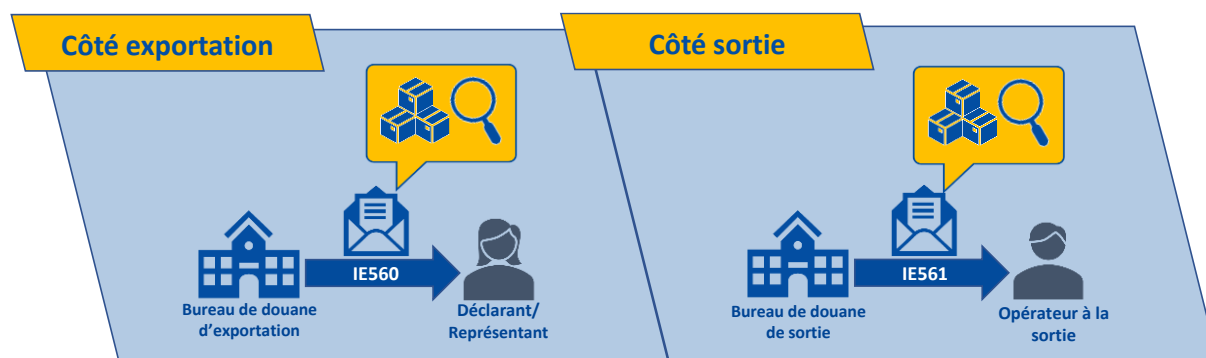


Figure 14 Messages IE560/IE561

Exemple

L'agent des douanes du bureau d'exportation à **Olomouc, CZ**, décide de contrôler les marchandises: dès lors, le déclarant/représentant qui a déposé la déclaration d'exportation est informé au moyen du message «Notification de décision de contrôle à l'exportation» (IE560) qu'un contrôle physique sera effectué. À ce moment-là, l'agent des douanes peut demander à l'opérateur de lui fournir des documents complémentaires au moyen du message IE560 s'il le juge nécessaire.

Par ailleurs, lorsque l'envoi arrive au bureau de douane de sortie à **Varna, BG**, le bureau de douane peut décider de procéder à un contrôle: dès lors, l'opérateur à la sortie qui a présenté

les marchandises à ce bureau de douane est informé au moyen du message «Notification de décision de contrôle à la sortie» (IE561) du contrôle douanier à venir.



Figure 15 Exemple de notification de décisions relatives à des contrôles à l'exportation et de contrôles à la sortie

6.4 Notification d'arrivée (IE507), Présentation du manifeste (IE547) et Notification de sortie (IE590)

Conformément à l'article 267, paragraphe 2, du code et à l'article 331, paragraphe 1, de l'AE CDU, l'opérateur à la sortie présente les marchandises au bureau de douane de sortie. La présentation des marchandises peut se faire au moyen du message «Notification d'arrivée» (**message IE507**) dans le SAE. Selon l'article 331, paragraphe 1, point b), de l'AE CDU, la personne qui présente les marchandises signale toute différence entre les marchandises pour lesquelles la mainlevée pour l'exportation a été octroyée et celles présentées à la sortie.

En ce qui concerne la «Notification d'arrivée» (IE507), il convient d'indiquer ce qui suit:

- la «Notification d'arrivée» peut être déposée par l'opérateur (transporteur) dans le SAE national ou, à défaut, être enregistrée par l'agent des douanes du bureau de sortie, lorsque d'autres moyens que le SAE ont été utilisés pour présenter les marchandises à la sortie, comme prévu à l'article 246 de l'AD CDU;
- conformément à l'article 331, paragraphe 1, de l'AE CDU, l'opérateur à la sortie a la possibilité de signaler au bureau de douane de sortie toute différence détectée et de lui fournir toute information complémentaire [mesure relative aux marchandises, conditionnement, équipement de transport, document de transport et référence unique d'envoi (RUE)] à l'arrivée. Les éléments de données qui concernent les

marchandises sont facultatifs dans le message IE507 et doivent être saisis si l'opérateur à la sortie a constaté des différences par rapport aux marchandises pour lesquelles la mainlevée pour l'exportation a été octroyée;

- les informations concernant les autorisations peuvent également être enregistrées s'il est nécessaire de faire sortir les marchandises au bureau de douane de sortie;
- l'opérateur à la sortie peut indiquer au bureau de douane de sortie si les marchandises sont entreposées avant la sortie ou non;
- le G.D. «Localisation des marchandises» a un double objet: si les marchandises sont entreposées avant la sortie, l'opérateur peut informer les autorités douanières de l'endroit où elles seront entreposées. En outre, en utilisant plusieurs fois ce groupe de données dans le message IE507, l'opérateur peut informer les autorités douanières du lieu où les marchandises seront présentées à des fins de contrôle si ce lieu est différent de l'endroit où les marchandises sont entreposées.

La présentation du manifeste (**message IE547**) peut être effectuée par des moyens électroniques après la notification d'arrivée (IE507), dans laquelle le transporteur peut faire savoir au bureau de douane de sortie quelles marchandises ont été chargées à des fins de transport ultérieur, en utilisant les numéros de référence pertinents du manifeste.

Il convient de mentionner que, dans la présentation du manifeste, le numéro d'autorisation peut être également enregistré s'il est nécessaire de faire sortir les marchandises au bureau de douane de sortie. En outre, au moyen du message IE547, il est possible de signaler toute différence par rapport à ce qui avait été indiqué précédemment dans la notification d'arrivée: ainsi, l'opérateur à la sortie peut précisément indiquer quelles marchandises ont été chargées sur le moyen de transport.

Conformément à l'article 332, paragraphe 5, de l'AE CDU, le transporteur notifie la sortie des marchandises au bureau de douane de sortie. Dans le SAE, cela peut être effectué au moyen du message «Notification de sortie» (**message IE590**). Selon la mise en œuvre nationale, la «Notification de sortie» peut être mise à la disposition des autorités douanières par l'intermédiaire des systèmes d'information commerciaux, portuaires ou de transport existants.

On notera qu'il est également possible que l'opérateur à la sortie notifie au bureau de douane de sortie des différences relevées et des informations complémentaires (mesure relative aux marchandises, conditionnement et équipement de transport) pour les marchandises qui sont finalement sorties.

6.5 Messages de rejet (IE556/IE557)

Il convient de noter, parmi les différences importantes entre l'ECS-P2 et le SAE-P1, les modifications apportées aux messages qui sont envoyés au déclarant/représentant et à l'opérateur à la sortie par les autorités douanières (à savoir le bureau de douane d'exportation, le bureau de douane de sortie). Dans l'ECS-P2, les bureaux de douane utilisaient différents messages pour informer les opérateurs économiques du rejet d'une déclaration qu'ils avaient déposée ou de toute autre demande qu'ils avaient présentée. Dans le SAE-P1, les messages de rejet ont été regroupés selon l'expéditeur du rejet, comme suit:

- rejet du bureau de douane d'exportation (IE556),
- rejet du bureau de douane de sortie (IE557).

Le rejet du bureau de douane d'exportation est utilisé pour informer les opérateurs économiques des types de rejets suivants:

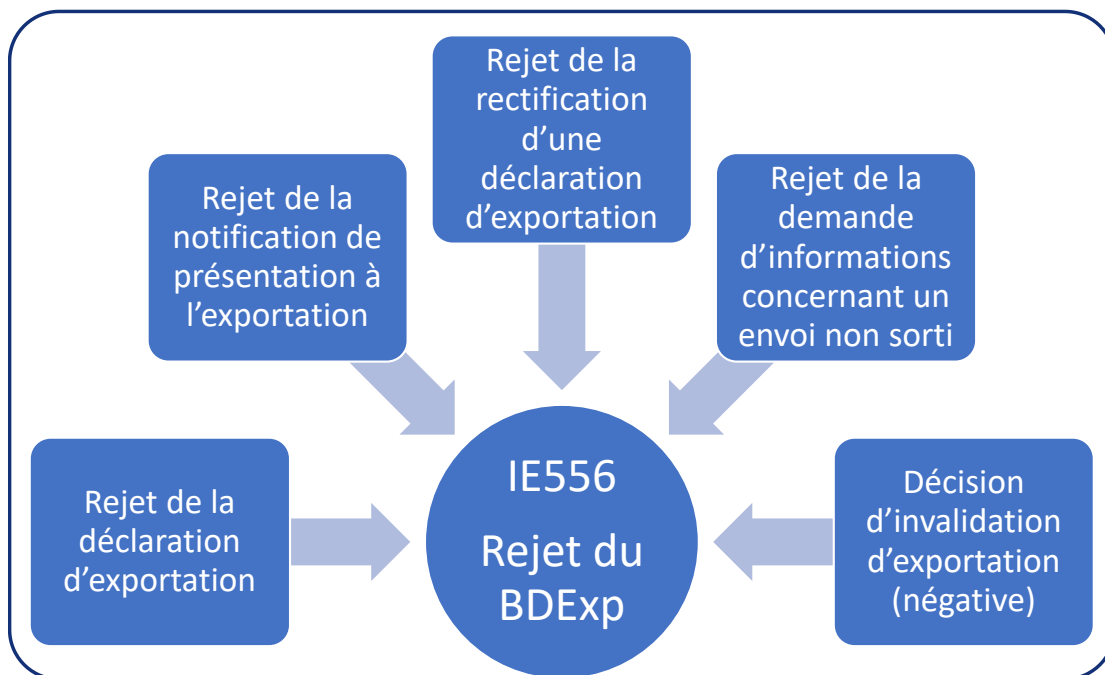


Figure 16 Le rejet intervient au bureau de douane d'exportation

et le rejet du bureau de douane de sortie est utilisé pour informer les opérateurs économiques des types de rejets suivants:

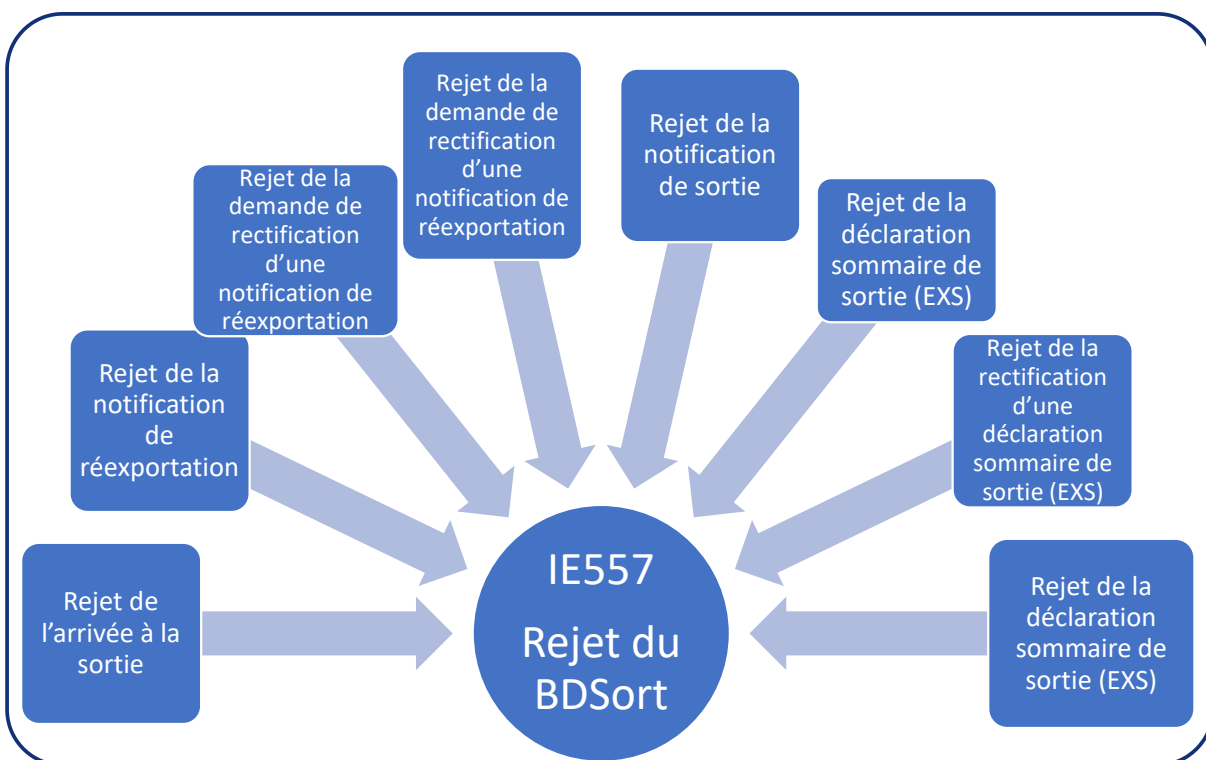


Figure 17 Le rejet intervient au bureau de douane de sortie

Les deux messages de rejet ont la même structure, comme présenté ci-dessous. Les informations clés du message de rejet se trouvent dans le G.D. «Opération d'exportation», qui contient les éléments suivants:

- le MRN (numéro de référence maître);
- le NRL (numéro de référence local);
- le type du rejet: contient le type de rejet dont le code correspond au message qui a fait l'objet du rejet (par exemple, si le message de rejet concerne une «Notification de présentation pour l'exportation», le code est 511). Dans le message IE556 (Rejet du bureau de douane d'exportation), la liste de codes CL560 est utilisée, et dans le message IE557 (Rejet du bureau de douane de sortie), la liste de codes CL570;
- date et heure du rejet;
- code du rejet: fait référence aux codes des autres rejets qui peuvent être traités selon les besoins de chaque administration nationale;
- motif du rejet: champ de texte libre qui peut être renseigné par les agents des douanes pour fournir des informations complémentaires sur le rejet envoyé.

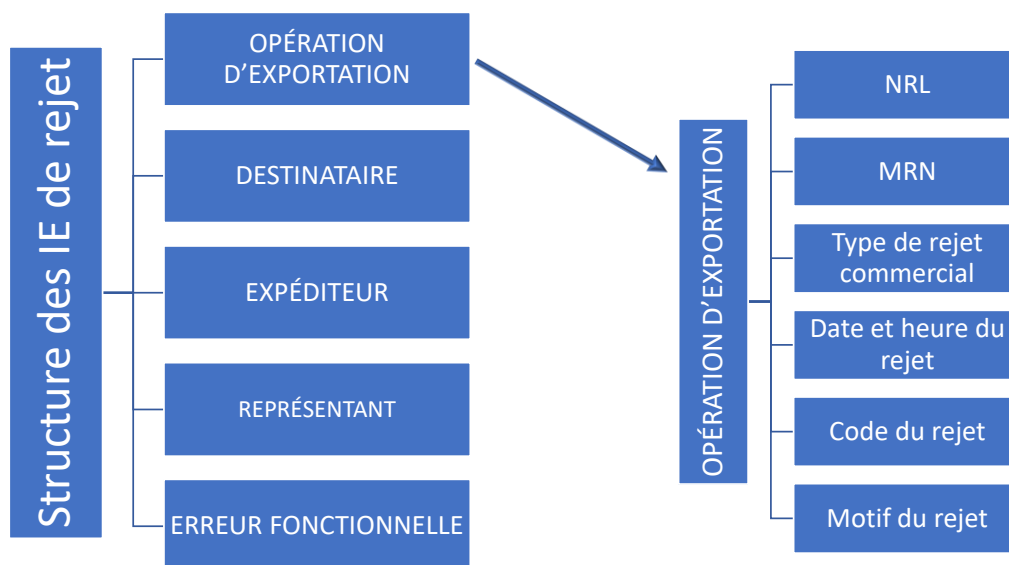


Figure 18 Structure du message de rejet

6.6 Détournements multiples/«Cross booking»

Des détournements multiples surviennent lorsque l'envoi couvert par une déclaration d'exportation est détourné vers plusieurs bureaux de douane de sortie (dans le même État membre ou dans différents États membres), tandis que le «cross booking» intervient lorsque, après de multiples détournements, l'envoi est réacheminé vers le bureau de douane de sortie initialement déclaré.

Le SAE a introduit un nouveau scénario destiné à traiter les situations de détournements multiples et de «cross booking».

Dans ces cas, plusieurs messages «Demande de déclaration» (IE502) et «Réponse à la demande de déclaration» (IE503) sont échangés entre le ou les bureaux de douane de sortie (réels) où les marchandises sont arrivées et le bureau de douane d'exportation.

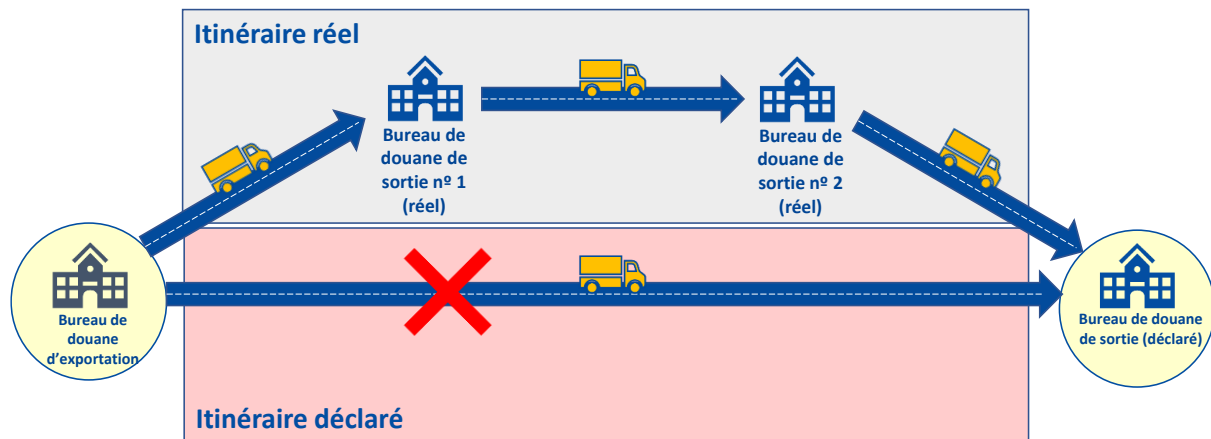


Figure 19 Les détournements multiples se terminent au bureau de douane de sortie déclaré

En cas de «cross booking», étant donné que le message «final» «Arrivée à la sortie» (IE507) est adressé au bureau de douane de sortie initialement déclaré, l'échange des messages «finaux» IE502/IE503 intervient entre le bureau de douane de sortie (déclaré) et le bureau de douane d'exportation. Dans d'autres cas de détournements multiples, il se peut que le message «final» «Arrivée à la sortie» (IE507) soit adressé à un autre bureau de douane de sortie. Étant donné que les marchandises sont ensuite présentées dans un bureau de douane différent du bureau de douane de sortie déclaré, le bureau de douane de sortie déclaré/précédent recevra un message «Avis d'arrivée transmis» (IE524) du bureau de douane d'exportation, l'informant que les marchandises sont arrivées ailleurs.

Exemple

Un déclarant/représentant a initialement déclaré dans le message de déclaration d'exportation (IE515) que l'envoi serait présenté au bureau de douane de sortie à **Varna, BG**, afin de sortir vers l'Ukraine.

Toutefois, pour une raison ou une autre, l'envoi a été acheminé en un premier temps vers le bureau de douane de sortie (bureau réel n° 1) d'**Ubija, SK**. À la suite de la présentation des

marchandises au bureau de douane de sortie (bureau réel n° 1) d'Ubija, SK, celui-ci envoie, au moyen du message IE507, le message «Demande de déclaration d'exportation» (IE502) au bureau de douane d'exportation et reçoit en retour le message «Réponse à l'AAE» (IE503) contenant les données de la déclaration d'exportation.

Étant donné que la sortie n'était pas possible à partir du bureau de douane de sortie (bureau réel n° 1) d'Ubija, SK, l'envoi a été acheminé vers **Beregsurány, HU** [bureau de douane de sortie (bureau réel n° 2)], où les marchandises ont été présentées au moyen du message IE507. Après quoi, les messages IE502/IE503 ont été échangés entre le bureau de douane de sortie (bureau réel n° 2) situé à **Beregsurány, HU**, et le bureau de douane d'exportation, mais l'envoi n'est finalement pas non plus sorti à partir de ce bureau de douane de sortie.

Pour finir, l'envoi a été réacheminé vers le bureau de douane de sortie déclaré à **Varna, BG**, d'où l'envoi est sorti du territoire douanier de l'Union, en route pour sa destination finale en Ukraine. Il convient de noter que, bien que le bureau de douane de sortie à **Varna, BG**, soit le bureau de douane de sortie initialement déclaré, à la réception du message IE507, l'échange des messages IE502/IE503 avec le bureau de douane d'exportation est nécessaire, car ce dernier avait précédemment reçu le message IE524 («Avis d'arrivée transmis») l'informant que les marchandises étaient arrivées à un autre bureau de douane de sortie.

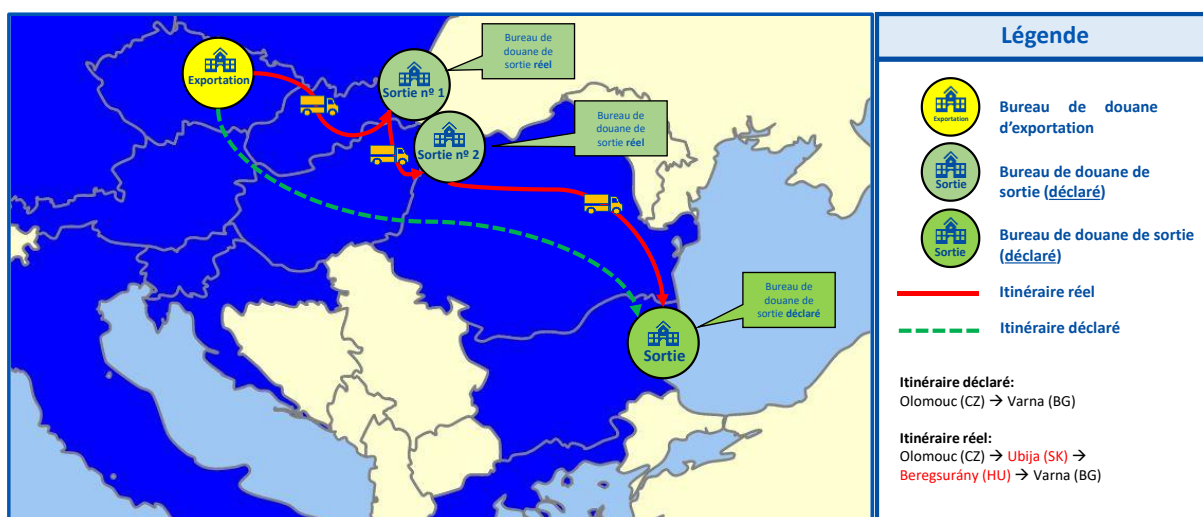


Figure 20 Détournements multiples

6.7 Procédure de recherche – utilisation d'autres éléments de preuve

La procédure de recherche a été conçue légèrement différemment de celle de l'ECS-P2. Afin de simplifier la procédure dans le SAE, deux messages (IE584 et IE586) ont été supprimés. Dans le SAE, trois types de communication sont définis aux fins de la procédure de recherche, comme suit:

1. contacts entre le bureau de douane d'exportation et le bureau de douane de sortie (messages de demande de statut/de réponse – IE594-IE595);
2. le bureau de douane d'exportation contacte le déclarant [en envoyant le message «Demande concernant les exportations non sorties» (IE582)] et reçoit en réponse le message «Informations concernant les exportations non sorties» (IE583);
3. le déclarant contacte le bureau de douane d'exportation de sa propre initiative [en envoyant le message «Informations concernant les exportations non sorties» (IE583)].

La communication indiquée aux premier et deuxième points s'applique dans les situations où la procédure de recherche est engagée par le bureau de douane d'exportation comme prévu à l'article 335, paragraphe 1, de l'AE CDU, à savoir lorsque 90 jours après la mainlevée des marchandises pour leur exportation, le bureau de douane d'exportation n'a pas été informé de la sortie des marchandises (le message «Résultats de sortie» n'a pas été reçu par le bureau de douane d'exportation).

Avant d'engager la procédure de recherche, il est vivement recommandé que le bureau de douane d'exportation utilise le mécanisme «demande de statut/réponse» (IE594/IE595) afin de déterminer le statut réel de la déclaration d'exportation au bureau de douane de sortie.

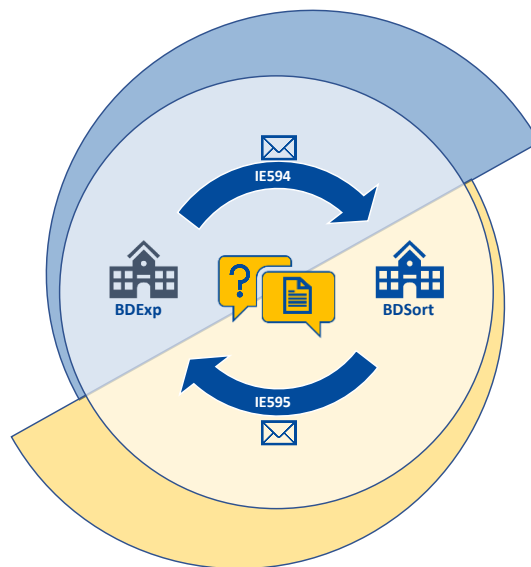


Figure 21 Demande de statut/réponse à la demande de statut

Exemple

Un bureau de douane d'exportation à **Olomouc, CZ**, n'avait pas reçu le résultat de sortie pour l'envoi [le délai de réception des résultats de sortie (IE518) avait expiré], il a donc demandé le statut du mouvement au bureau de douane de sortie à **Varna, BG**, au moyen du message «*Demande de statut*» (IE594).

Le bureau de douane de sortie à **Varna, BG**, a répondu au bureau de douane d'exportation à **Olomouc, CZ**, l'informant, au moyen du message «*Réponse à la demande de statut*» (IE595), que le statut du mouvement pour le MRN spécifique était «Sorti» et envoyant également les résultats de sortie (IE518).



Figure 22 Exemple de demande de statut/réponse à la demande de statut

Si la réponse à la demande de statut indique que le bureau de douane de sortie n'a pas de résultats de sortie, le bureau de douane d'exportation peut demander au déclarant/représentant des informations concernant la sortie des marchandises (IE582). Le déclarant/représentant répondra au bureau de douane d'exportation en envoyant le message IE583 («Informations concernant les exportations non sorties») qui, par exemple, confirmera la sortie par d'autres éléments de preuve ou indiquera que les marchandises devraient sortir du TDU à une date prochaine ou qu'elles ne sortiront pas du territoire douanier.

Dans le message IE583, le déclarant/représentant peut enregistrer les informations suivantes selon plusieurs «Codes des informations concernant la recherche» (CL210):

- «Mouvement ne sortira pas»
- «Mouvement devrait sortir»
- «Sorti - Pas d'autre élément de preuve»
- «Sorti - Autres éléments de preuve»

Pour revenir à l'exemple proposé plus haut, au cas où le code des informations sur la recherche enregistré dans le message IE583 est «Sorti - Autres éléments de preuve», cela signifie que d'autres éléments de preuve doivent être fournis par le déclarant/représentant au bureau de douane d'exportation à **Olomouc, CZ**. Si les autres éléments de preuve sont jugés suffisants par le bureau de douane d'exportation, les marchandises sont considérées avoir été exportées et le bureau de douane d'exportation à **Olomouc, CZ**, certifie la sortie des

marchandises au déclarant/représentant au moyen du message IE599 («Notification d'exportation»).

Il convient de mentionner que les moyens à utiliser par le déclarant/représentant pour fournir les autres éléments de preuve (informations/documents présentés à titre de preuve de sortie) au bureau de douane d'exportation sont déterminés et mis en œuvre au niveau national.

Il convient de souligner que l'article 335, paragraphe 4, de l'AE CDU précise les documents à fournir au bureau de douane d'exportation à titre de preuve que les marchandises sont sorties du TDU.

Pour des scénarios détaillés des formalités douanières à accomplir à la réception du message IE583 avec les différents «Codes des informations concernant la recherche» évoqués plus haut, nous invitons le lecteur à se reporter aux spécifications du SAE.

La communication visée au troisième point (le déclarant contacte le bureau de douane d'exportation de sa propre initiative) est utilisée lorsque le déclarant/représentant envoie, de sa propre initiative, les informations concernant la recherche au bureau de douane d'exportation, comme prévu à l'article 335, paragraphe 2, de l'AE CDU. Dans une telle situation, les «Codes des informations concernant la recherche» utilisés dans le message IE583 peuvent être «Sorti - Autres éléments de preuve» ou «Sorti - Pas d'autre élément de preuve». Après réception du message IE583, le bureau de douane d'exportation peut utiliser le mécanisme «demande de statut/réponse» pour déterminer le statut de la déclaration d'exportation au bureau de douane de sortie et recevoir les résultats de sortie manquants (IE518), s'ils sont disponibles. À la réception du résultat de sortie, le bureau de douane d'exportation modifie définitivement le statut du mouvement. Si le bureau de douane de sortie ne dispose d'aucun résultat de sortie, il examine les autres éléments de preuve fournis par le déclarant/représentant dans le message IE583 et décide s'ils sont suffisants.

Il convient de mentionner que le «Code des informations sur la recherche» «Sorti - Pas d'autre élément de preuve» couvre le cas dans lequel le déclarant/représentant contacte le bureau de douane d'exportation de sa propre initiative pour informer l'autorité douanière que les marchandises sont déjà sorties du TDU, mais qu'il ne dispose, pour le moment, d'aucun autre élément. Dans ce cas, la procédure se déroule de manière semblable à ce qui a été décrit plus haut, à savoir que le bureau de douane d'exportation peut utiliser le mécanisme «demande

de statut/réponse» et attendre les résultats de sortie (IE518). Si le bureau de douane de sortie ne dispose d'aucun résultat de sortie, le bureau de douane d'exportation envoie un message de rejet IE556 au déclarant.

6.8 Statistiques des entreprises

Les statistiques des entreprises à l'exportation permettent de suivre les flux d'exportation à l'échelle de l'Union européenne, ce qui est utile à de nombreux égards, y compris pour mesurer les performances des douanes de l'Union et pour réaliser des analyses des risques sur lesquelles se fondent les décisions relatives aux contrôles.

Chaque mois, les États membres sont tenus de fournir les statistiques des entreprises établies sur leur territoire à la Commission européenne, en extrayant de leur SAE national les mouvements d'exportation traités par le SAE. Les statistiques des entreprises doivent être compilées et envoyées par l'administration nationale des douanes au moyen du message «Envoi de données statistiques» (IE411) à l'application centrale CS/MIS2. Le message IE411 peut être envoyé par l'intermédiaire d'une plateforme CCN commune ou, sinon, par l'intermédiaire de services en ligne, d'une application de téléchargement Web ou d'un formulaire en ligne. L'application centrale CS/MIS2 effectuera des contrôles de cohérence et générera des statistiques agrégées.

Il convient de souligner que les types de données statistiques à inclure dans le message IE411 ont été actualisés par rapport à ce qui était requis dans l'application ECS-P2 précédente. Ainsi, de nouveaux types de statistiques d'entreprises ont été introduits, tandis que d'autres ont été progressivement supprimés. Les nouveaux types de statistiques d'entreprises visent à améliorer les rapports sur les processus opérationnels existants et à établir les rapports sur les nouveaux processus et sur les processus actualisés dans le SAE-P1.

Le document «CS/MIS2 Specifications for Business Statistics for SAE-P1 and NSTI-P5» publié en 2020 sur CIRCABC dans l'onglet «e-Customs Interest Group» contient les spécifications fonctionnelles et techniques relatives à la collecte et au traitement des données statistiques aux fins d'exportation et de transit qui ne sont pas automatiquement disponibles dans les applications centrales. Le présent document comprend notamment une description détaillée

des types de statistiques d'entreprises dans un contexte douanier qui doivent être indiqués dans le message IE411 (annexe B/appendice A).

6.9 Continuité des opérations en cas de panne temporaire du SAE

Conformément à l'article 81, paragraphe 3, du règlement d'exécution (UE) 2021/414 de la Commission du 8 mars 2021 établissant des dispositions techniques aux fins de la conception, du fonctionnement et de l'exploitation des systèmes électroniques pour l'échange et le stockage d'informations au titre du code des douanes de l'Union, en cas de panne temporaire du SAE, le plan de continuité des opérations défini par les États membres et la Commission s'applique.

Il convient de noter que la Commission européenne et les États membres de l'Union ont mis en place plusieurs mesures destinées à garantir la continuité des opérations des systèmes transeuropéens (y compris le SAE-P1) et à assurer les conditions techniques de niveaux élevés de disponibilité. Les documents techniques suivants publiés sur le CIRCABC contiennent les dispositifs relatifs à la continuité des opérations:

- le DCOMC – qui définit le protocole;
- la documentation ToC et SLA pour la disponibilité et la continuité des opérations des STE douaniers – qui définit les objectifs des accords de niveau de service;
- le document CS/ieCA SAD et l'étude de cas d'utilisation du CS/ieCA – qui définissent les exigences non fonctionnelles.

En dépit des mesures préventives mises en œuvre, il peut arriver que les STE soient temporairement indisponibles, y compris le SAE. Le plan de continuité des opérations (BCP, Business Continuity Plan) exposant les mesures convenues d'un commun accord et applicables dans l'ensemble des États membres en cas de panne temporaire du SAE est en cours d'élaboration à la DG TAXUD. Le BCP comprendra des recommandations concernant la procédure de secours et les formalités d'exportation et de sortie, visant une approche harmonisée entre les États membres, pour remplacer (à titre temporaire, durant l'indisponibilité du système) la communication dans le domaine commun entre le bureau de douane d'exportation et le bureau de douane de sortie ou entre le SCO et le BDP (en cas de CCE).

On notera que si le BCP est approuvé, les précisions correspondantes fournies dans le présent guide seront actualisées en conséquence.

Au cours de la période de transition (2021-2023), le document d'accompagnement export (EAD) visé à l'annexe H1 de l'acte délégué portant dispositions transitoires du code des douanes de l'Union peut s'appliquer – indépendamment du système en place (ECS P2 ou SAE) – jusqu'à la fin de la fenêtre de déploiement pour tous les États membres. Cela signifie que l'EAD peut être utilisé comme procédure de continuité des opérations, sur laquelle le bureau de douane de sortie peut également s'appuyer pour confirmer que les marchandises sont sorties du territoire douanier de l'Union, à titre d'élément de preuve alternatif.

7 Guide pratique de l'utilisation des groupes de données, éléments de données et messages.

7.1 Utilisation des groupes de données au niveau générique et au niveau de l'article de marchandise

Les spécifications du SAE prévoient certains groupes de données et articles de données que l'on retrouve à la fois au niveau générique [à savoir Opération d'exportation dans le message IE515 (niveau de la déclaration dans l'annexe B), Envoi dans le message IE615 et le message IE570 (niveau de l'envoi «mère» dans l'annexe B) et au niveau de l'expédition des marchandises dans le message IE515] et au niveau de l'article de marchandise. Ces groupes de données et articles de données peuvent être regroupés en deux catégories:

1. les groupes de données/articles de données qui peuvent être déclarés soit uniquement au niveau générique, soit uniquement au niveau de l'article de marchandise;
2. les groupes de données/articles de données qui peuvent être déclarés soit au niveau générique, soit au niveau de l'article de marchandise, ou encore à ces deux niveaux en même temps.

Pour ce qui est de la première catégorie, un principe général s'applique à tous les messages, et des règles techniques spécifiques sont utilisées pour vérifier que, lorsque les informations sont communes à l'ensemble des articles de marchandises déclarés, elles sont saisies au niveau générique et non au niveau de l'article de marchandise. Les groupes de données et les articles de données auxquels s'applique ce principe sont présentés ci-dessous:

Groupes de données:

1. Expéditeur
2. Destinataire
3. Frais de transport

Articles de données:

1. Nature de la transaction
2. Numéro de référence unique d'envoi (RUE)
3. Pays d'exportation
4. Pays de destination

La seconde catégorie regroupe principalement les groupes de données liés à des documents et au G.D. «Autre acteur de la chaîne d'approvisionnement», qui peuvent être déclarés soit au niveau générique, soit au niveau de l'article de marchandise, voire aux deux niveaux. Il convient de souligner que, lorsqu'un document spécifique est déclaré au niveau générique, l'information renvoie à la déclaration dans son ensemble, et il ne peut être déclaré à nouveau au niveau de l'article. Ces groupes de données sont présentés ci-dessous:

1. Document précédent
2. Document d'accompagnement
3. Référence complémentaire
4. Informations complémentaires
5. Autre acteur de la chaîne d'approvisionnement
6. Autorisation

Dans les deux cas, les groupes de données ci-dessus sont déclarés à titre facultatif; les informations sur l'«Expédition des marchandises» sont enregistrées au niveau générique et les informations sur l'«Article de marchandise» au niveau de l'article de marchandise concerné. Le raisonnement qui a conduit à cette modification est qu'il peut arriver que des documents spécifiques concernent le mouvement dans son ensemble, mais qu'il peut également arriver que des documents concernent uniquement certains articles de marchandises particuliers.

Exemple

Dans l'exemple proposé ci-dessous, le déclarant souhaite exporter deux articles de marchandises: l'expéditeur de l'envoi est Joel Smith pour les deux articles de marchandises, mais le destinataire est différent pour chaque article de marchandise (AS Ltd. et DA Services respectivement). Par ailleurs, le pays de destination est également différent pour chaque article de marchandise, l'Égypte étant déclarée pour l'article de marchandise n° 1 et le Maroc pour l'article de marchandise n° 2.

Par conséquent, les coordonnées de l'expéditeur, qui sont communes aux deux articles de marchandises, seront déclarées au niveau générique, tandis que les coordonnées du destinataire et du pays de destination, qui sont différentes pour chacun des deux articles de marchandises, sont déclarées au niveau de l'article de marchandise, comme l'illustre le tableau ci-après:

Niveau GÉNÉRIQUE		
Groupe de données	Article de données	Données déclarées
EXPÉDITEUR	Nom	Joel Smith
DESTINATAIRE	Nom	-
EXPÉDITION DES MARCHANDISES	Pays de destination	-
ARTICLE DE MARCHANDISE N° 1		
EXPÉDITEUR	Nom	-
DESTINATAIRE	Nom	AS Ltd.
ARTICLE DE MARCHANDISE	Pays de destination	EG (Égypte)
ARTICLE DE MARCHANDISE N° 2		
EXPÉDITEUR	Nom	-
DESTINATAIRE	Nom	DA Services
ARTICLE DE MARCHANDISE	Pays de destination	MA (Maroc)

Figure 23 Exemple d'utilisation des groupes de données au niveau générique et au niveau de l'article de marchandise

7.2 Groupes de données liés à des documents

Le présent chapitre a vocation à décrire l'utilisation de chaque groupe de données lié à un document dans le message «Déclaration d'exportation» (IE515) et à fournir des informations utiles sur les modifications apportées lors du passage de l'ECS-P2 au SAE-P1.

Au cours des travaux d'harmonisation des données, en 2019 et 2020, il a été décidé que l'E.D. 2/1 Déclaration simplifiée/Document précédent et l'E.D. 2/3 Documents produits, certificats et autorisations, références complémentaires seraient séparés pour distinguer les éléments de données, prenant en considération à la fois les besoins commerciaux et les besoins informatiques. Enfin, les groupes de données suivants liés à des documents ont été approuvés et mis en place dans l'annexe B de l'AD CDU et dans les spécifications du SAE en conséquence.

Document précédent

Le G.D. «Document précédent» renvoie aux documents mentionnés dans la déclaration concernant les régimes douaniers précédents (CL214), par exemple, dans une déclaration de réexportation sous le régime de l'entrepôt douanier (régime demandé/régime précédent 3171), la déclaration en douane pour l'entrepôt douanier (71 00) est enregistrée dans ce groupe de données. Si les documents considérés concernent l'ensemble des articles de marchandises de la déclaration, ils peuvent être indiqués dans le G.D. «Document

précédent» au niveau de l'expédition des marchandises; sinon, ils doivent être indiqués dans le même groupe de données qui existe au niveau de l'article de marchandise.

Il convient de mentionner que la structure du groupe de données est différente au niveau de l'expédition des marchandises et au niveau de l'article de marchandise. Au niveau de l'expédition des marchandises, le groupe de données contient uniquement le «Type» (CL214-Type commun Document précédent) et le «Numéro de référence» du document, tandis qu'au niveau de l'article de marchandise, il existe des articles de données supplémentaires, à savoir: «Numéro d'article de marchandise», «Type de colis», «Nombre de colis», «Unité de mesure et qualifiant» et «Quantité». Ces articles de données visent à faciliter l'apurement d'un régime précédent (spécial) (par exemple, pour reprendre l'exemple ci-dessus – régime demandé/régime précédent 3171 – ces articles de données rendent plus visibles les quantités d'un article de marchandise particulier déclarées dans la déclaration de réexportation déposée précédemment sous le régime de l'entrepôt douanier).

Il y a lieu de souligner qu'à l'exportation, l'utilisation du G.D. «Document précédent» a également son importance dans les cas suivants:

1. Interface SAE-EMCS

Si un envoi d'exportation contient des marchandises relevant d'un régime de suspension de droits d'accise, un ou plusieurs DA-e de l'EMCS doivent être inclus dans la déclaration d'exportation (IE515) par l'opérateur économique au bureau de douane d'exportation.

L'identifiant du ou des DA-e de l'EMCS, à savoir le CRA et la RUCD, est saisi dans le G.D. «Document précédent» au niveau de l'article de marchandise. Le «Type» du «Document précédent» est soit «C651» [AAD – Document d'accompagnement administratif (EMCS)] soit «C658» [FAD – DA-e de secours (EMCS)].

Groupe de données	Article de données	Données déclarées réelles
DOCUMENT PRÉCÉDENT	Type	«C651» ou «C659»
DOCUMENT PRÉCÉDENT	Numéro de référence	Le code de référence administratif (ARC) est saisi dans ce champ.
DOCUMENT PRÉCÉDENT	Numéro d'article de marchandise	La référence unique du corps de données (RUCD) est saisie dans ce champ.

Figure 24 Enregistrement du mouvement d'accise dans le document précédent

2. Déclaration simplifiée et déclaration complémentaire

Dans le cas d'une déclaration complémentaire, un lien est nécessaire entre la déclaration simplifiée et la déclaration complémentaire concernée. Ce lien est le MRN de la déclaration simplifiée qui peut être enregistrée en tant que Document précédent (en tant que code de type de document «NMRN») dans la déclaration complémentaire.

3. Apurement du régime de la zone franche ou achèvement du placement en dépôt temporaire auquel sont soumises des marchandises non Union par notification de réexportation ou déclaration sommaire de sortie

Le régime de la zone franche auquel sont soumises des marchandises non Union peut être apuré et le dépôt temporaire dans lequel des marchandises non Union sont placées peut être achevé au moyen soit d'une notification de réexportation (IE570), soit d'une déclaration sommaire de sortie (IE615), selon que le transbordement des marchandises non Union placées en dépôt temporaire ou en zone franche intervient dans un délai de 14 jours ou au-delà.

Transbordement dans un délai de 14 jours

- Conformément à l'article 274, paragraphe 1, du CDU, une notification de réexportation (IE570) est déposée si les marchandises non Union visées à l'article 270, paragraphe 3, points b) et c), du CDU sortent du TDU.
- En outre, conformément à l'article 245, paragraphe 2, point e) i) et ii), de l'AD CDU, le transbordement doit intervenir dans un délai de 14 jours.

- L'article 274, paragraphe 3, du CDU dispose que la notification de réexportation comporte les énonciations nécessaires aux fins de l'achèvement du dépôt temporaire ou de l'apurement du régime de la zone franche.

Transbordement dans un délai dépassant 14 jours

- Conformément à l'article 270, paragraphe 3, points b) et c), du CDU, la déclaration de réexportation ne s'applique pas aux marchandises non Union directement réexportées d'une installation de stockage temporaire ou d'une zone franche.
- Selon l'article 271, paragraphe 1, du CDU, lorsque des marchandises sont destinées à sortir du territoire douanier de l'Union et qu'une déclaration en douane ou une déclaration de réexportation n'est pas déposée en tant que déclaration préalable à la sortie, une déclaration sommaire de sortie est déposée au bureau de douane de sortie.
- Lorsque les conditions énoncées à l'article 245, paragraphe 2, point e) i), ii) et iii), de l'AD CDU sont remplies [à savoir que, comme prévu au point i), le transbordement est effectué dans un délai de 14 jours], l'obligation de dépôt d'une EXS est levée.

En résumé, aux fins de la réexportation de marchandises non Union placées en dépôt temporaire ou en zone franche, une EXS doit être déposée, à moins que les conditions énoncées à l'article 245, paragraphe 2, point e) i), ii) et iii), de l'AD CDU ne soient remplies (dans la pratique, la plupart du temps), auquel cas une notification de réexportation doit être déposée puisque l'obligation de dépôt d'une EXS est levée. Dans la notification de réexportation (IE570) et dans la déclaration sommaire de sortie (IE615), le G.D. «Document précédent» doit être utilisé au niveau de l'article de marchandise (SI) aux fins de l'apurement du régime de la zone franche ou de l'achèvement du placement en dépôt temporaire, car il contient les informations nécessaires à l'apurement.

Il convient de mentionner que, d'après l'annexe B de l'AD CDU, il manque actuellement les éléments de données nécessaires à la procédure d'apurement dans la colonne A1/A2 (déclaration sommaire de sortie), qui sera complétée au cours du processus de gestion des modifications apportées à l'annexe B. Les nouveaux éléments de données de la législation et des spécifications du système devraient être mis en œuvre en 2023.

4. Exportation suivie d'un transit

En cas d'exportation suivie d'un transit, le G.D. «Document précédent» concerne principalement le NSTI et non le SAE.

Il convient de mentionner que le lien commun entre le SAE et le NSTI est le MRN export, qui devra être enregistré en tant que Document précédent (code de type de document «N830») dans la déclaration en douane déposée dans le NSTI au niveau de l'envoi maison.

Document d'accompagnement

Le document d'accompagnement requis pour l'application des dispositions régissant le régime douanier pour lequel les marchandises sont déclarées est fourni aux autorités douanières si la législation de l'Union l'exige ou s'il est nécessaire aux fins des contrôles douaniers. Ce document doit être enregistré dans la déclaration en douane dans le G.D. «Document d'accompagnement» et les codes liés sont dans la liste de codes CL213 (Type de document d'accompagnement).

Conformément à l'article 163, paragraphe 3, du CDU, dans certains cas particuliers, les opérateurs économiques sont autorisés à établir les documents d'accompagnement visés dans la déclaration en douane comme suit.

Exemple

Valeur des marchandises à des fins douanières – les autorités douanières peuvent accepter une «déclaration de valeur» établie par l'exportateur ou tout autre acteur concerné dans des situations où les marchandises destinées à être exportées n'ont pas été vendues (par exemple, des cadeaux; des échantillons commerciaux; des échantillons à analyser; etc.). Preuve de l'origine:

Les exportateurs agréés établis sur le TDU peuvent produire une preuve de l'origine sous la forme d'une déclaration sur facture ou d'une déclaration d'origine, conformément à l'article 67 de l'AE CDU.

Dans le contexte du SPG (système de préférences généralisées), tout exportateur actif dans un pays bénéficiaire peut établir une déclaration sur facture pour des produits originaires dont la valeur totale n'excède pas 6 000 EUR, conformément à l'article 75 de l'AE CDU.

Comme le G.D. «Document précédent», le G.D. «Document d'accompagnement» a une structure différente au niveau de l'expédition des marchandises et au niveau de l'article de marchandise. Les articles de données supplémentaires concernent la mise en non-valeur des marchandises déclarées dans la déclaration concernée, en rapport avec les licences et certificats d'exportation. Les éléments de données de mise en non-valeur s'appliquent uniquement au niveau de l'article de marchandise, comme pour le G.D. «Document précédent». Ces éléments de données sont notamment la référence à l'autorité qui a délivré la licence ou le certificat concerné(e) («Nom de l'autorité de délivrance»), la période de validité de la licence ou du certificat concerné(e) («Date de validité»), le montant ou la quantité mis en non-valeur et l'unité de mesure respective («Unité de mesure et qualifiant», «Quantité», «Monnaie», «Quantité»).

Document de transport

Le G.D. «Document de transport» couvre le transport des marchandises à destination du territoire douanier de l'Union ou au départ de celui-ci. Il comprend le code correspondant (CL754 – Type de documents de transport) aux types de documents de transport, suivi du numéro d'identification du document concerné. La structure de ce G.D. est la même au niveau de l'envoi et au niveau de l'article de marchandise.

Référence complémentaire

Dans le G.D. «Référence complémentaire», le déclarant peut enregistrer tous les codes TARIC des différents types de documents (CL380 – Référence complémentaire) en commençant par la lettre «Y» qui ne couvre ni certificats ni documents physiques. La structure de ce G.D. est la même au niveau de l'expédition/envoi des marchandises et au niveau de l'article de marchandise.

Le tableau comparatif ci-dessous présente en deux colonnes les groupes de données liés à des documents dans le SAE-P1 et dans l'ECS-P2:

SAE P1	ECS P2
Document précédent	Références administratives précédentes
Document d'accompagnement	Documents/certificats produits
Document de transport	Documents/certificats produits
Référence complémentaire	Documents/certificats produits

Figure 25 Groupes de données liés à des documents – comparaison entre l'ECS-P2 et le SAE-P1

7.3 Autorisation et documents d'accompagnement

Conformément à l'annexe B de l'AD CDU, dans le G.D. «Autorisation», seules les autorisations de l'annexe A de l'AD CDU peuvent être utilisées. L'utilisation d'un groupe de données distinct peut faciliter la validation de l'autorisation, qui devrait être la première étape du dépôt d'une déclaration. Les autres autorisations, permis, certificats et autres types de documents sont tous enregistrés dans le G.D. «Documents d'accompagnement».

Dans le SAE, le G.D. «Autorisation» est différent selon qu'il est utilisé au niveau Opération d'exportation ou au niveau de l'article de marchandise, comme suit:

- en cas de renseignements contraignants [renseignements contraignants en matière d'origine (RCO) et renseignements tarifaires contraignants (RTC)], les autorisations peuvent être enregistrées au niveau générique (si elles se rapportent à l'ensemble des articles de marchandises déclarés) ou au niveau de l'article (si elles se rapportent à un article de marchandise particulier de la déclaration). Dans ce cas, les sous-éléments de données «Type» et «Titulaire de l'autorisation» sont également fournis;
- sinon, les autorisations liées à l'activité d'exportation relevant de l'annexe A (par exemple, CCL, SDE, etc.) sont uniquement enregistrées au niveau générique. Le terme «autorisation liée à l'activité d'exportation» désigne l'ensemble des autorisations concernant à la fois le régime demandé et le régime précédent. Dans ce cas, le sous-élément de données «Type» est fourni également.

Le G.D. «Autorisation» n'est pas inclus dans les messages échangés dans le domaine commun, ce qui signifie que ces données ne sont pas envoyées au bureau de douane de sortie ou au BDP en cas de CCE. La raison en est que, de manière générale, la validation des autorisations est effectuée par le bureau de douane d'exportation/le SCO.

Les données d'autorisation ne sont pas envoyées au bureau de douane de sortie dans le message IE501, mais si le bureau de douane de sortie juge utile que l'opérateur dépose une autorisation au point de sortie, celui-ci a la faculté de transmettre les informations pertinentes au moyen du message «Arrivée à la sortie» (IE507) étant donné que ce groupe de données est facultatif dans le message IE507. En outre, les documents d'accompagnement sont transmis au bureau de douane de sortie.

7.4 Identification des acteurs

Dans le régime d'exportation du SAE, les trois acteurs principaux sont les suivants:

- l'exportateur,
- le déclarant,
- le représentant.

En outre, les coordonnées de l'expéditeur et du destinataire peuvent également être enregistrées, mais ces éléments de données sont facultatifs dans la déclaration d'exportation. En cas de déclaration combinée, lorsque la déclaration en douane contient des énonciations relatives à la sûreté et à la sécurité, les coordonnées du transporteur sont également ajoutées aux données de la déclaration.

Il y a lieu de souligner que le numéro d'identification de l'**exportateur** est toujours exigé dans le SAE. La personne ayant qualité d'exportateur au sens de l'article 1^{er}, point 19), de l'AD CDU doit pouvoir être identifiée en toutes circonstances, et l'E.D. 13 01 017 000 (Numéro d'identification) doit être utilisé à cette fin, à savoir que:

- s'il s'agit d'un opérateur économique, l'un des numéros d'identification [numéro d'enregistrement et d'identification des opérateurs économiques (OERI), numéro d'identification unique délivré d'un pays tiers ou numéro ad hoc] existe et peut être enregistré dans l'E.D. 13 01 017 000 (Numéro d'identification),
- s'il s'agit d'un particulier, il devrait exister un numéro d'identification (par exemple, numéro de pièce d'identité) pouvant être enregistré dans l'E.D. 13 01 017 000

(Numéro d'identification). Il est loisible aux États membres de déterminer ce qu'ils acceptent au niveau national.

Afin de respecter les exigences de l'annexe B, une condition a été mise en place dans le SAE, selon laquelle si le numéro d'identification de l'exportateur est présenté et pris en charge par l'application nationale, le nom et l'adresse n'ont pas à être utilisés. Sinon, le nom et l'adresse doivent obligatoirement être saisis. Autrement dit, si le numéro d'identification enregistré d'un particulier ne peut être validé par l'application nationale, le nom et l'adresse sont enregistrés. Une approche analogue et la même condition sont appliquées pour **le déclarant**.

Il convient par ailleurs de souligner que, lorsque les données de la déclaration d'exportation sont envoyées par le bureau de douane d'exportation au bureau de douane de sortie (message IE501), l'E.D. 13 01 017 000 est facultatif; dès lors, il peut également ne pas être renseigné dans le message AAE (IE501).

En ce qui concerne **le représentant**, il y a lieu de noter que seuls le numéro d'identification et le statut sont enregistrés dans la déclaration d'exportation étant donné que le représentant a toujours un numéro EORI et que, lors de la vérification, ce numéro, le nom et l'adresse du représentant peuvent être consultés dans la base de données EORI. Une approche analogue est appliquée pour **le transporteur**.

Conformément à l'annexe B, il est également possible de renseigner les coordonnées de **la personne à contacter** à côté de chaque acteur. Ces renseignements sont facultatifs, et la personne indiquée ne subira pas les conséquences juridiques d'une éventuelle infraction. Ces renseignements visent principalement à améliorer la coopération et la communication entre l'autorité douanière et la personne concernée par le régime douanier en question.

7.5 Le déclarant et le représentant

L'exportateur peut décider de désigner un représentant en douane aux fins de l'accomplissement des formalités douanières prévues dans le paquet législatif CDU. Conformément à l'article 18 du CDU, l'exportateur peut être représenté soit indirectement, soit directement.

Dans le SAE, si l'exportateur décide d'accomplir les formalités douanières sans l'intervention d'un représentant en douane, le G.D. «Déclarant» doit être renseigné au moyen des données relatives à l'exportateur, et le G.D. «Représentant» ne sera pas renseigné puisque l'exportateur n'a pas désigné de représentant.

Dans le cadre d'une représentation indirecte, le représentant agit en son nom propre (et au nom de l'exportateur); le G.D. «Déclarant» doit donc être renseigné au moyen des données relatives à la personne qui assure cette représentation indirecte. Conformément aux instructions fournies à l'annexe B de l'AD CDU pour renseigner les différents G.D./A.D., le G.D. «Représentant» est requis s'il est différent du G.D. «Déclarant». Par conséquent, dans ce cas, le G.D. «Représentant» ne doit pas être renseigné (en effet, saisir ici les données de représentation indirecte ne ferait que répéter les données déjà fournies dans le G.D. «Déclarant»).

Dans le cadre d'une représentation directe, le représentant agit au nom et pour le compte de l'exportateur; le déclarant est donc l'exportateur. Par conséquent, le G.D. «Déclarant» doit être renseigné au moyen des données relatives à l'exportateur. Conformément aux instructions fournies à l'annexe B de l'AD CDU pour renseigner les différents G.D./A.D., le G.D. «Représentant» est différent du G.D. «Déclarant» et doit, dès lors, être renseigné.

Dans le SAE, les principes mentionnés ci-dessus ont été appliqués sous forme de règle relative au «Statut» du représentant dans le G.D. «Représentant», selon laquelle seule la valeur «2» (directe) est valide pour l'élément de données en question, et ce même si la législation permet également l'utilisation de la valeur «3» (représentation indirecte).

Dans la pratique, les cas suivants peuvent se présenter:

1. Pas de représentation

- La déclaration d'exportation ne concerne qu'un seul acteur (l'exportateur).
- L'exportateur est le déclarant, ce qui signifie que le G.D. «Exportateur» et le G.D. «Déclarant» sont renseignés au moyen du même numéro EORI dans le message IE515.
- Le G.D. «Représentant» n'a pas à être utilisé dans le message IE515.

2. Représentation indirecte

- Le régime d'exportation concerne deux acteurs (l'exportateur et la personne assurant la représentation indirecte).

- Le déclarant représente l'exportateur de manière indirecte.
- L'exportateur est différent du déclarant, ce qui signifie que le G.D. «Exportateur» et le G.D. «Déclarant» sont renseignés au moyen de deux numéros EORI différents dans le message IE515 (le G.D. «Déclarant» est renseigné en indiquant le numéro EORI de la personne chargée de la représentation indirecte de l'exportateur).
- Le G.D. «Représentant» n'a pas à être utilisé dans le message IE515 (voir l'E.D. 1306 000 000, à l'annexe B de l'AD CDU).

3. Représentation directe

- Le régime d'exportation concerne deux acteurs (l'exportateur et la personne assurant la représentation directe).
- Le représentant représente le déclarant directement.
- L'exportateur est le déclarant, ce qui signifie que le G.D. «Exportateur» et le G.D. «Déclarant» sont renseignés au moyen du numéro EORI de l'exportateur dans le message IE515.
- Le G.D. «Représentant» est renseigné au moyen du numéro EORI de la personne chargée de la représentation directe de l'exportateur, et le statut est «2» (représentation directe).

7.6 Équipement de transport

Dans le SAE, un nouveau concept a été intégré au message IE515, dans le G.D. «Équipement de transport», pour tenir compte de toutes les combinaisons possibles entre conteneurs, scellés, articles de marchandises, etc.; par exemple:

- conteneur non scellé/conteneur scellé/conteneur scellé par plusieurs scellés,
- marchandises en colis scellés (remorque sur la route) = non conteneurisées,
- plusieurs types de marchandises dans un conteneur,
- un type de marchandises (un article de marchandise) dans plusieurs conteneurs.

En utilisant la structure du G.D. «Équipement de transport» qui contient le G.D. «Scellés» et le G.D. «Référence des marchandises» également, le déclarant peut indiquer précisément

- si les marchandises sont scellées ou non de manière générale,
- dans quel conteneur se trouvent les marchandises (si elles sont conteneurisées),
- quels scellés sont apposés sur quel conteneur (si le ou les conteneurs sont scellés).

Exemple

Imaginons un message IE515 contenant neuf articles de marchandises, dont quatre sont conteneurisés (mais sans scellés), trois ne sont pas conteneurisés, mais scellés (à savoir transportés dans des caisses en bois sur lesquelles ont été apposés les scellés), et deux ne sont ni conteneurisés ni scellés.

Lorsqu'un ou plusieurs conteneurs sont utilisés (et que, donc, l'indicateur conteneur est égal à 1), au moins un numéro de conteneur doit être enregistré. Cela signifie que, dans l'exemple ci-dessus, le numéro de conteneur est enregistré dans le G.D. «Équipement de transport», et les quatre articles de marchandises sont enregistrés dans le G.D. «Référence des marchandises». Pour ce qui est des trois articles de marchandises suivants, l'opérateur peut enregistrer les scellés utilisés, à titre facultatif, avec les trois articles de marchandises dans le G.D. «Référence des marchandises». Enfin, les deux articles de marchandises restants ne relèvent pas du G.D. «Équipement de transport».

Dans le cas d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, la mention de l'équipement de transport n'est pas obligatoire, étant entendu que cette information est fournie à la douane dans la notification de présentation (IE511). Cependant, si la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises (IE515) contenait encore le G.D. «Équipement de transport», ces données peuvent être remplacées par les informations fournies dans la notification de présentation (IE511): en effet, il se peut que le déclarant ne sache pas précisément de quel équipement de transport il s'agit avant que les marchandises soient présentées.

7.7 Moyen de transport au départ et à la frontière

Dans la déclaration d'exportation, le déclarant peut indiquer les moyens de transport au départ et à la frontière, en tenant compte des exigences de l'annexe B de l'AD CDU. Les groupes de données et éléments de données suivants ont été conçus pour fournir cette information à l'autorité douanière:

- E.D. «Mode de transport à la frontière»
- E.D. «Mode de transport intérieur»
- G.D. «Moyen de transport au départ»
- G.D. «Moyen de transport actif à la frontière»

Il convient de mentionner le lien entre

- l'E.D. «Mode de transport à la frontière» et le G.D. «Moyen de transport actif à la frontière»,
- l'E.D. «Mode de transport intérieur» et le G.D. «Moyen de transport au départ».

Après octroi de la mainlevée des marchandises pour l'exportation, le bureau de douane d'exportation envoie toutes les informations (y compris celles concernant tous les moyens de transport) au bureau de douane de sortie au moyen du message «AAE» (IE501). Ensuite, le bureau de douane de sortie peut renvoyer ces informations au bureau de douane d'exportation au moyen du message IE518 si des différences ont été constatées au cours du contrôle de l'envoi, mais uniquement concernant le G.D. «Moyen de transport au départ».

À souligner le «défaut d'harmonisation» entre le message IE507 et le message IE518 en ce qui concerne le G.D. «Moyen de transport actif à la frontière». La raison en est que, sur proposition des États membres, le G.D. «Moyen de transport actif à la frontière» avait été introduit dans le message IE507 en pensant que ce serait, en théorie, une bonne idée. Ainsi, conformément aux spécifications actuelles, si l'opérateur informe le bureau de douane de sortie (au moyen du message IE507) que le moyen de transport actif à la frontière a changé, cet élément d'information est utilisé uniquement par le bureau de douane de sortie et n'est pas signalé au bureau de douane d'exportation en tant que différence (au moyen du message IE518).

Dans le cas des déclarations en douane déposées préalablement à la présentation des marchandises conformément à l'article 171 du code, les informations fournies par le déclarant pour l'E.D. «Moyen de transport au départ» dans le message IE515 peuvent être remplacées par les informations fournies dans la notification de présentation (IE511): en effet, il se peut que le déclarant ne sache pas précisément quel est le moyen de transport au départ avant que les marchandises soient présentées.

7.8 Unité monétaire interne et valeur statistique

L'E.D. «Unité monétaire interne» peut se trouver au niveau générique en tant qu'élément de données facultatif. Les pays de la zone euro peuvent saisir l'unité euro, tandis que les pays hors de la zone euro doivent renseigner leur monnaie nationale en tant qu'«Unité monétaire interne».

Si des déclarations sont établies dans un État membre qui, pendant la période transitoire d'introduction de l'euro, donne la possibilité aux opérateurs économiques d'opter pour l'utilisation de l'unité euro pour l'établissement de leurs déclarations en douane, celles-ci doivent présenter dans ce champ un indicateur de l'unité monétaire, unité nationale ou unité euro, utilisée.

Exemple

Si la Pologne permet aux OE d'utiliser l'euro parallèlement au zloty polonais pendant la période de transition avant le passage du zloty polonais à l'euro, chaque OE a la possibilité d'utiliser l'unité euro dans la déclaration en douane en saisissant l'euro en tant qu'«Unité monétaire interne» au niveau générique. De cette façon, les valeurs statistiques de tous les articles exportés seront considérées comme étant exprimées en euros. Si aucune valeur n'est saisie dans l'E.D. «Unité monétaire interne», le zloty polonais est réputé être utilisé.

En cas de CCE, c'est au BDP qu'il appartient de fournir des données statistiques à son autorité statistique nationale en utilisant sa propre monnaie nationale (la législation nationale de chaque État membre précise dans quelle monnaie les autorités douanières doivent transmettre les données à l'ASN). Le concept principal – analogue à l'approche en matière de CCI – est que l'échange d'informations concernant la valeur statistique entre le SCO et le BDP intervient toujours en euros. Cela signifie que, lorsqu'une déclaration en douane est déposée dans l'unité monétaire interne du SCO, le SCO envoie l'information en euros au BDP (les échanges dans le domaine commun interviennent toujours en euros) et le BDP la convertit dans sa propre monnaie nationale, si nécessaire, en utilisant le taux de change national applicable.

Si la monnaie nationale du pays du SCO n'est pas l'euro (par exemple, le zloty polonais), le SCO polonais doit convertir la valeur statistique initialement exprimée en zloty polonais en euros avant de la transmettre, en euros, au BDP.

7.9 Localisation des marchandises

Au cours des travaux d'harmonisation des données, le contenu du G.D. «Localisation des marchandises» a été légèrement modifié dans l'annexe B de l'AD CDU. Dans la déclaration

d'exportation, au moins un type de localisation est indiqué, et il n'est pas nécessaire de renseigner tous les sous-éléments de données.

Conformément à l'article 172 du CDU, une déclaration en douane est acceptée pour autant que les marchandises aient été présentées en douane. À noter par ailleurs que, conformément à l'article 171 du CDU, le déclarant peut également déposer une déclaration en douane avant la présentation des marchandises. C'est pour cette raison que le G.D. «Localisation des marchandises» dépend de l'E.D. «Type de la déclaration» dans le message de déclaration (IE515).

Dans le cas d'une déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises, la mention de la localisation des marchandises n'est pas obligatoire, étant entendu que cette information est fournie à la douane dans la notification de présentation (IE511). Cependant, si la déclaration en douane déposée préalablement à la présentation des marchandises (IE515) contenait encore le G.D. «Localisation des marchandises», ces données peuvent être remplacées par les informations fournies dans la notification de présentation (IE511): en effet, il se peut que le déclarant ne connaisse pas la localisation exacte des marchandises avant que celles-ci soient présentées.

Il y a lieu de souligner que la cardinalité du groupe de données dans le message de déclaration d'exportation (IE515) et dans le message «Arrivée à la sortie» (IE507) est différente. Alors que dans le message IE515 la cardinalité est 1x (une fois) de manière à permettre d'enregistrer le lieu où les marchandises sont présentées en douane au bureau de douane d'exportation, dans le message IE507, la cardinalité est 9x (neuf fois), car il peut arriver que le lieu où les marchandises sont entreposées avant leur sortie (le cas échéant) et le lieu où elles sont présentées à la sortie soient différents. Dans ce cas, l'opérateur à la sortie peut informer l'autorité douanière (bureau de douane de sortie) de cet état de choses.

7.10 Entrepôt

Conformément à l'annexe B de l'AD CDU, l'E.D. «Entrepôt» est requis dans le cas des déclarations en douane visées à la colonne B3 (régimes douaniers demandés 76 ou 77) et est facultatif pour les États membres dans le cas des déclarations en douane relevant des colonnes B1, B3 et B4. Si les États membres décident d'exiger cette information, celle-ci est

fournie uniquement si le régime douanier demandé (à des fins d'exportation/de réexportation) apure le régime de l'entrepôt douanier.

En ce qui concerne l'utilisation du G.D. «Entrepôt» en cas de CCE, il convient de tenir compte de ce qui suit.

Au cours de la procédure de consultation concernant une autorisation de dédouanement centralisé (autorisation CCL), les autorités douanières concernées peuvent échanger et convenir que le régime de l'entrepôt douanier a un lien avec une autorisation CCL donnée. Cette information est renseignée dans l'autorisation CCL donnée dans le système de décisions douanières (SDD), sous l'E.D. 7/2, «Type de régimes douaniers» (annexe A de l'AE CDU).

L'identification de l'entrepôt concerné doit être indiquée dans l'autorisation de mise en entrepôt douanier relevant de l'annexe A, qui est fournie dans le cas des déclarations en douane pour la colonne B3 (où le régime de l'entrepôt douanier et le régime demandé) et peut être fournie dans le cas des déclarations en douane pour les colonnes B1, B2 et B4 (où le régime de l'entrepôt douanier est le régime précédent).

Les bureaux de douane participant à une autorisation CCL doivent s'entendre au cours de la procédure de consultation sur la question de savoir s'il est nécessaire de renseigner l'E.D. «Entrepôt» dans le cas des déclarations en douane relevant des colonnes B1, B2 et B4 (en fonction des exigences nationales du SCO et du BDP concernant cet E.D., qui est facultatif pour les États membres comme mentionné précédemment). Si ce renseignement est à fournir, il convient d'arriver à un accord pour déterminer si et comment le SCO doit valider ces données lorsque l'entrepôt est situé dans l'État membre du BDP.

7.11 Région d'expédition (anciennement région d'origine)

En général, le G.D. «Origine» est facultatif dans tous les cas, sauf s'il s'agit du transport de produits agricoles: dans ce cas, la saisie d'informations relatives à l'origine est obligatoire.

Conformément à l'AD CDU, l'E.D. «Région d'expédition» (anciennement «Région d'origine») existant dans le G.D. «Origine» est un élément de données «B» à l'exportation. Il appartient donc aux États membres de décider si cet E.D. est obligatoire ou facultatif dans le message IE515 (déclaration d'exportation) au niveau national. Dans certains États membres,

l'enregistrement de l'E.D. «Région d'expédition» est exigé au même titre que l'E.D. «Pays d'origine».

En dépit des exigences nationales concernant l'E.D. «Région d'expédition», dans les échanges de messages du domaine commun effectués dans le cadre d'un dédouanement centralisé (par exemple, dans le message IE540), cet élément de données ne peut qu'être facultatif. Afin d'attirer l'attention sur son utilisation dans le domaine commun, une ligne directrice lui a été ajoutée dans le SAE, selon laquelle les dispositions nationales de l'État membre où le BDP est situé doivent être respectées pour le renseignement de cet élément. Les exigences nationales du BDP relatives à l'E.D. «Région d'expédition» doivent être convenues au cours de la procédure de consultation avant de délivrer l'autorisation CCL.

7.12 Bureau de douane de sortie

À l'exportation, une distinction est opérée entre le bureau de douane de sortie (déclaré) et le bureau de douane de sortie (réel). Le premier est celui qui a été indiqué dans la déclaration en douane, tandis que le second est celui où les marchandises ont été effectivement présentées. Ces expressions sont importantes en cas de détournement, indépendamment du mode de transport. Les éléments de données pertinents ont des liens avec différentes listes de codes, comme suit:

- bureau de douane de sortie (déclaré): liste de codes CL294, dans laquelle figurent les bureaux qui jouent un rôle EXT (bureau de douane de sortie) (éventuellement aussi un rôle EXP – bureau de douane d'exportation);
- bureau de douane de sortie (réel): liste de codes CL194, dans laquelle figurent les bureaux qui jouent un rôle EXT (bureau de douane de sortie) et un rôle EIN (bureau de douane de sortie - Intérieur) également (éventuellement également un rôle EXP – bureau de douane d'exportation).

Dans le message de déclaration en douane (IE515), la liste de codes CL294 est utilisée lorsque seuls les bureaux de douane qui jouent un rôle EXT peuvent être choisis pour améliorer la qualité des données dans les mouvements d'exportation, évitant le dépôt de déclarations auprès d'un bureau de douane de sortie - Intérieur par erreur plutôt qu'auprès d'un bureau de douane de sortie valide où les marchandises sortent physiquement du TDU.

Par conséquent, en cas d'exportation suivie d'un transit, le message IE515 contient également le bureau de douane de sortie qui joue un rôle de bureau de douane EXT. Il y a lieu de souligner que, la plupart du temps, le bureau de douane d'exportation, le bureau de douane de sortie et le bureau de douane de départ sont les mêmes dans un mouvement EFBT. Lorsque la vérification est effectuée entre le bureau de douane de sortie du SAE et le bureau de douane de départ du NSTI, après réception du message IE190 envoyé par le bureau de douane de départ du NSTI, un détournement national est exécuté dans le SAE pour garantir la disponibilité du bon bureau de douane de sortie - Intérieur pour l'exportation suivie d'un transit.

7.13 Type de colis et de marques d'expédition

La structure du G.D. «Conditionnement» dans le SAE-P1 a fait l'objet de modifications mineures par rapport au groupe de données pertinent dans l'ECS-P2 (COLIS). La différence essentielle est que, dans le SAE-P1, l'information «Nombre de pièces» n'est plus utilisée. Les informations concernant le conditionnement sont déclarées par article de marchandise.

L'article de donnée «Type de colis» existant dans le G.D. «Conditionnement» fait référence à la plus petite unité de conditionnement externe, conformément à la recommandation n° 21 de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU). La cardinalité du groupe de données (99x) permet au déclarant de déclarer plusieurs types de colis si les marchandises sont conditionnées de cette manière.

En ce qui concerne le «Nombre de colis» (dans le G.D. «Conditionnement»), si deux articles de marchandises différents ou plus sont mis en colis ensemble, le nombre effectif de ces colis est inscrit sur un article de marchandise uniquement, et pour les autres articles de marchandises, le nombre de colis est zéro («0»). Dans ce cas, les «Marques d'expédition» déclarées (dans le G.D. «Conditionnement») pour les articles de marchandises mis en colis ensemble doivent être identiques.

Exemple

Un déclarant/représentant souhaite déclarer trois articles de marchandises à l'exportation:

1. téléphones portables,
2. écouteurs,
3. coques de protection pour téléphones portables.

Les deux premiers articles de marchandises (téléphones portables et écouteurs) seront mis en colis ensemble dans cinq (5) cartons, tandis que les «Coques de protection pour téléphones portables» seront mis en colis à part dans quatre (4) caisses en plastique. Par conséquent, le déclarant devra déclarer des informations de conditionnement par article de marchandise comme suit:

ARTICLE DE MARCHANDISE N° 1: Téléphones portables

COLIS N° 1:

Type de colis: CT (carton)

Nombre de colis: 5

Marques d'expédition: AB123456789

ARTICLE DE MARCHANDISE N° 2: Écouteurs

Type de colis: CT (carton)

Nombre de colis: 0

Marques d'expédition: AB123456789

ARTICLE DE MARCHANDISE N° 3: Coques de protection pour téléphones portables

COLIS N° 2:

Type de colis: 4H (caisse, plastique)

Nombre de colis: 4

Marques d'expédition: XY987654321

Étant donné que les deux premiers articles de marchandises sont mis en colis dans les mêmes cartons, le nombre de colis sera déclaré soit sur le premier article de marchandise, soit sur le deuxième article de marchandise. Dans cet exemple particulier, le nombre de colis est déclaré uniquement sur le premier article de marchandise et, pour le deuxième article de marchandise, le nombre de colis déclaré doit être zéro («0»). À titre de condition préalable, les marques d'expédition des colis que se partagent les deux articles de marchandises doivent être les mêmes (AB123456789).

I/N	Article de marchandise	Type de colis	Nombre de colis	Marques d'expédition
1	Téléphones portables	CT (carton)	5	AB123456789

2	Casques d'écoute	CT (carton)	0	AB123456789
3	Coques de protection pour téléphones portables	4H (caisse, plastique)	4	XY987654321

Figure 26 Exemple d'enregistrement de colis

7.14 Pays de destination

7.14.1. Avitaillement des navires et des aéronefs

La définition de l'avitaillement des navires et des aéronefs couvre les marchandises destinées à être incorporées dans des navires ou des aéronefs, et qui sont nécessaires pour le fonctionnement des machines ou d'autres équipements embarqués (par exemple, pièces de rechange pour les réparations et la maintenance) et les denrées alimentaires et les autres produits destinés à être consommés ou vendus à bord.

L'avitaillement des navires et des aéronefs est exempté de l'obligation de déposer une déclaration sommaire de sortie, comme prévu à l'article 245, paragraphe 1, point o), de l'AD CDU, indépendamment du statut douanier des marchandises concernées, à savoir marchandises de l'Union ou non Union.

En ce qui concerne les marchandises de l'Union livrées, en exonération de la TVA ou des droits d'accise, pour l'avitaillement des navires et des aéronefs, indépendamment de la destination desdits navires et aéronefs, et pour lesquelles la preuve de cette livraison est requise, la législation douanière détermine que, bien qu'elles ne soient pas placées sous le régime de l'exportation [article 269, paragraphe 2, point c), du CDU], les formalités relatives à la déclaration d'exportation fixées par la législation douanière s'appliquent (article 269, paragraphe 3, du CDU).

Les marchandises non Union livrées pour l'avitaillement des navires et des aéronefs sont soumises aux règles générales relatives à la réexportation, y compris à une déclaration de réexportation, comme prévu à l'article 270 du CDU. Les exceptions sont les situations pour

lesquelles une notification de réexportation peut être déposée au bureau de douane de sortie, comme prévu à l'article 274 en conjonction avec l'article 270, paragraphe 3, points b) et c), du CDU.

Pour des informations détaillées sur le cadre juridique et les régimes douaniers applicables à l'avitaillement des navires et des aéronefs, nous invitons le lecteur à se reporter au document d'orientation concernant l'exportation et la sortie.

Au vu des dispositions juridiques présentées précédemment, une déclaration d'exportation ou une déclaration de réexportation doit être déposée dans le SAE pour les marchandises de l'Union ou les marchandises non Union destinées à être livrées à bord pour l'avitaillement de navires ou d'aéronefs.

Dans le SAE, une déclaration d'exportation ou une déclaration de réexportation qui se rapporte à l'avitaillement des navires et des aéronefs doit être identifiée au moyen du code de régime complémentaire F61 (Approvisionnement et soutage) sous l'E.D. «Régime complémentaire» (11 10 000 000).

En ce qui concerne l'E.D. «Type de la déclaration» (11 01 000 000), à l'heure actuelle, les codes «CO» et «EX» sont utilisés l'un comme l'autre pour l'avitaillement des navires et des aéronefs: le code «CO» est utilisé dans le cadre de la déclaration d'exportation, pour les marchandises de l'Union qui ne sortent pas du TDU (par exemple, dans le contexte des échanges avec des territoires fiscaux spéciaux), et le code «EX» est utilisé pour les marchandises (indépendamment de leur statut douanier) qui sortent du territoire douanier de l'Union.

Pour ce qui est de l'E.D. «Pays de destination» (16 03 000 000), il importe de souligner qu'à l'heure actuelle, les dispositions du droit de l'Union relatives à la nomenclature des pays et territoires pour les statistiques européennes du commerce international de biens [règlement d'exécution (UE) 2020/1470 de la Commission du 12 octobre 2020, Annexe I – Divers] contient les «codes Q». Ces codes peuvent être utilisés à la place d'une référence à un pays de destination spécifique dès lors que la déclaration en douane d'exportation ou de réexportation vise des marchandises à livrer pour l'avitaillement des navires et des aéronefs.

En effet, le pays de destination de l'aéronef ou du navire n'est pas pertinent aux fins de l'application des dispositions juridiques relatives à la TVA, au remboursement de l'accise et/ou à l'exonération des droits d'accise pour l'avitaillement des navires et des aéronefs.

Différents «codes Q» sont prévus, qui permettent d'identifier la nature des flux commerciaux, non seulement aux fins des livraisons destinées aux navires et aux aéronefs, mais également pour les marchandises livrées dans des installations off-shore et dans les cas où les pays et territoires ne sont pas spécifiés pour des raisons commerciales ou militaires. Le tableau ci-dessous présente sous forme abrégée les «codes Q» qui peuvent être utilisés:

QP	Haute mer – domaine maritime en dehors des eaux territoriales
QQ	Avitaillement et soutage – type d'échanges non déterminé
QR	Avitaillement et soutage dans le cadre des échanges intra-Union
QS	Avitaillement et soutage dans le cadre des échanges extra-Union
QU	Pays et territoires non spécifiés – installations offshore
QV	Pays et territoires non spécifiés dans le cadre des échanges intra-
QW	Pays et territoires non spécifiés dans le cadre des échanges extra-
QX	Pays et territoires non spécifiés pour des raisons commerciales ou
QY	Pays et territoires non spécifiés pour des raisons commerciales ou
QZ	Pays et territoires non spécifiés pour des raisons commerciales ou

Dans le SAE, une règle commerciale a été appliquée à l'E.D. «Pays de destination», dans le but d'assurer une combinaison logique entre le «Type de la déclaration» déclaré («CO» ou «EX») et le pays de destination. Cela signifie que, pour un «Type de déclaration» «CO», le «Pays de destination» doit être un pays qui appartient aux territoires de l'Union ou un «code Q» correspondant aux échanges intra-Union (dans la liste de codes 208 – code de pays territoire de l'Union), tandis que pour un «Type de déclaration» «EX», le «Pays de destination» doit être un territoire qui n'appartient pas à l'Union ou un «code Q» correspondant aux échanges extra-Union (dans la liste de codes 207 – code de pays éligible à l'exportation).

Il importe de souligner qu'à l'heure actuelle, l'utilisation des «codes Q» fait l'objet de discussions entre la Commission et les États membres. On pourrait conclure qu'il n'est pas nécessaire de les utiliser étant donné qu'il est toujours possible de déterminer le pays de destination dans le cas de l'avitaillement de navires ou d'aéronefs, à partir de l'interprétation des informations à fournir dans l'élément de données «Pays de destination» conformément à l'annexe B de l'AE CDU. Par ailleurs, une nouvelle définition du code de régime

complémentaire F61 est actuellement à l'examen, en vue de préciser que ce code peut s'appliquer à la fois aux marchandises de l'Union et aux marchandises non Union.

Si des modifications devaient être apportées à l'annexe B et/ou aux spécifications du SAE, les précisions apportées dans le présent guide seront actualisées en conséquence.

7.14.2. Plateaux continentaux et zones économiques exclusives

Lorsque les marchandises sont acheminées vers une zone économique exclusive après leur exportation, une déclaration d'exportation ou une déclaration de réexportation doit être déposée dans le SAE.

Dans la déclaration d'exportation, l'élément de données «Pays de destination» (16 03 000 000) doit être renseigné au moyen du code prévu pour le pays de la zone économique exclusive.

Les dispositions actuelles du droit de l'Union relatives à la nomenclature des pays et territoires pour les statistiques européennes du commerce international de biens [règlement d'exécution (UE) 2020/1470 de la Commission du 12 octobre 2020, Annexe I – Divers] permet l'utilisation du code «QP» (Haute mer – Domaine maritime en dehors des eaux territoriales) lorsque les marchandises sont destinées à une zone économique exclusive qui appartient à un État membre ou à un pays tiers.

Dans le SAE, sous l'élément de données «Pays de destination», le code de pays «QP» peut être utilisé à la place du code du pays de la zone économique exclusive lorsque le code du «Type de la déclaration» est «EX».

Une éventuelle modification de la législation est actuellement à l'étude en raison de la difficulté d'appliquer la législation concernant les interdictions et restrictions et le contrôle de la surveillance applicables aux exportations destinées aux plateaux continentaux et aux zones économiques exclusives lorsque le code «QP» est utilisé.

Si des modifications devaient être apportées à la législation concernée, à savoir l'annexe B de l'AD CDU et de l'AE CDU, et/ou aux spécifications du SAE, les précisions apportées dans le présent guide seront actualisées en conséquence.

8 Fonctions et formalités non actualisées dans le SAE

Afin de fournir une vue d'ensemble des principales formalités d'exportation et d'importation du SAE, le présent chapitre entend se pencher sur les fonctionnalités déjà existantes qui ont été conservées dans le système sans modifications ou qui n'ont fait l'objet que de légères modifications.

8.1 Déclarations d'exportation et de réexportation

Les opérateurs économiques peuvent utiliser le SAE pour déposer des déclarations d'exportation afin de placer les marchandises de l'Union destinées à sortir du territoire douanier de l'Union (TDU) sous le régime d'exportation pertinent. Le système est également utilisé pour déposer des déclarations de réexportation visant à faire sortir du TDU des marchandises non Union, par exemple, pour apurer des régimes spéciaux tels que le régime de l'admission temporaire ou le régime de perfectionnement actif.

Le déclarant/représentant communique la déclaration d'exportation ou la déclaration de réexportation au bureau de douane d'exportation au moyen du message «Déclaration d'exportation» (IE515) et, dans le même temps, il présente les marchandises à ce même bureau.

Après avoir validé le message IE515, le bureau de douane d'exportation répond au moyen du message «MRN export attribué» (IE528), pour confirmer l'acceptation de la déclaration et communiquer le numéro de référence maître (MRN) au déclarant/représentant.

Si la déclaration ne satisfait pas aux exigences relatives à l'acceptation, le bureau de douane d'exportation envoie au déclarant/représentant le message «Rejet du bureau de douane d'exportation» (IE556) l'informant que la déclaration a été rejetée et indiquant les raisons de ce rejet. Il convient de noter que le message IE556 a remplacé l'ancien message IE516 (utilisé dans l'ECS-P2), mais qu'il signifie la même chose.

À la suite de l'acceptation de la déclaration, le SAE active l'interface avec les systèmes nationaux d'analyse des risques des États membres pour demander une analyse des risques. Si l'agent des douanes du bureau d'exportation décide de contrôler les marchandises, le

bureau de douane d'exportation envoie le message «Notification de décision de contrôle à l'exportation» (IE560) au déclarant/représentant pour l'informer du contrôle à venir. Pour une description des principales modifications apportées au message IE560, nous invitons le lecteur à se reporter au point 6.3 du présent document.

À l'issue d'un contrôle satisfaisant, ou si le bureau de douane d'exportation a décidé de ne pas effectuer de contrôle, le bureau de douane d'exportation octroie la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation en envoyant le message «Avis anticipé d'exportation» (IE501) au bureau de douane de sortie (déclaré) et communique la mainlevée pour l'exportation au déclarant/représentant au moyen du message «Octroi de la mainlevée pour l'exportation» (IE529).

Le bureau de douane d'exportation peut sinon décider que, au vu des résultats insatisfaisants du contrôle, l'envoi ne peut bénéficier de la mainlevée pour l'exportation. Dans ce cas, le SAE du bureau de douane d'exportation informe le déclarant/représentant du refus d'octroi de la mainlevée au moyen du message «Pas de mainlevée pour l'exportation» (IE551).

À l'arrivée de l'envoi au bureau de douane de sortie, l'opérateur à la sortie envoie à ce même bureau une notification d'arrivée au moyen du message «Arrivée à la sortie» (IE507), demandant que les marchandises soient autorisées à sortir immédiatement du TDU. Il convient de noter que le SAE a apporté des améliorations au message IE507, présentées au point 6.6 du présent document.

Si, au cours de la validation du message IE507, des incohérences ou des erreurs fonctionnelles sont constatées, le message «Rejet du bureau de douane de sortie» (IE557) est envoyé à l'opérateur (transporteur) à la sortie l'informant des raisons du rejet. Il convient de noter que le message IE557 a remplacé l'ancien message IE508 (utilisé dans l'ECS-P2), mais qu'il signifie la même chose.

Après la présentation des marchandises, le SAE du bureau de douane de sortie active l'interface avec le système national d'analyse des risques pour demander une analyse des risques, sur laquelle l'agent des douanes du bureau de sortie fonde sa décision de procéder ou non à des contrôles à la sortie.

Si l'agent des douanes décide de procéder à ces contrôles, le message «Notification de décision de contrôle à la sortie» (IE561) est envoyé à l'opérateur à la sortie pour l'informer de l'intention des autorités douanières d'examiner les marchandises.

Si le contrôle se révèle satisfaisant ou si l'agent des douanes a décidé de ne pas effectuer de contrôle à la sortie, le message «Notification d'octroi de mainlevée pour la sortie» (IE525) est envoyé à l'opérateur à la sortie, l'informant que les marchandises ont reçu la mainlevée, ce qui signifie qu'elles sont autorisées à sortir immédiatement du TDU ou à être stockées avant leur sortie.

Lorsque l'envoi est sorti du TDU, le bureau de douane de sortie en est informé au moyen du message «Notification de sortie» (IE590). Il convient de préciser que dans le SAE, c'est à l'opérateur à la sortie, et non plus à l'autorité douanière locale à la sortie, qu'il appartient d'envoyer le message IE590.

Après quoi, le bureau de douane de sortie confirme la sortie de l'envoi au bureau de douane d'exportation au moyen du message «Résultats de sortie» (IE518), y compris les résultats des contrôles à la sortie. Pour en savoir plus sur la mise à jour du message IE518, nous invitons le lecteur à se reporter au point 6.5 du présent document.

Après réception du message IE518 confirmant la sortie des marchandises, le bureau de douane d'exportation informe le déclarant/représentant au moyen du message «Notification d'exportation» (IE599) que le mouvement est dûment sorti du TDU, et il lui communique l'ensemble des informations d'exportation.

En cas de refus d'octroi de la mainlevée en raison de contrôles à la sortie insatisfaisants, le bureau de douane de sortie communique les résultats de ces contrôles au bureau de douane d'exportation au moyen du message IE518, et le message «Refus d'octroi de la mainlevée à la sortie» (IE522) est envoyé à l'opérateur à la sortie. Il convient de noter que, dans l'ECS-P2, c'est là que s'arrête le mouvement; dans le SAE en revanche, le message «Notification d'exportation» (IE599) est envoyé par le bureau de douane d'exportation pour informer le

déclarant/représentant que les marchandises ne sortiront pas et lui communiquer les résultats des contrôles à la sortie et la date à laquelle l'envoi s'est vu refuser la sortie.

8.2 Sortie après stockage

Il peut arriver qu'après l'octroi de la mainlevée pour la sortie, l'OE souhaite stocker les marchandises avant leur sortie effective du TDU. Dans ce cas, le déclarant/représentant doit renseigner l'E.D. «Signal stockage» dans le message «Arrivée à la sortie» (IE507) au moyen de la valeur «1» de la liste de codes 027, déclarant ainsi son intention de stocker les marchandises avant leur sortie. Pour un rappel des modifications apportées au message IE507 lorsque les marchandises sont stockées avant leur sortie, nous invitons le lecteur à se reporter plus haut au point 6.6.

Le stockage des marchandises avant leur sortie du TDU sera autorisé par le bureau de douane de sortie au moyen du message IE525. La procédure de sortie de marchandises stockées avant leur sortie du TDU est engagée par le dépôt d'un manifeste au moyen du message «Présentation du manifeste» (IE547) envoyé par l'opérateur à la sortie.

À la réception du message IE547, le bureau de douane de sortie en vérifie la validité et confirme qu'il l'accepte au moyen du message «Validation du manifeste» (IE548). Les marchandises bénéficient alors de la mainlevée pour sortie immédiate et le message IE590 notifiant la sortie sera envoyé sans attendre.

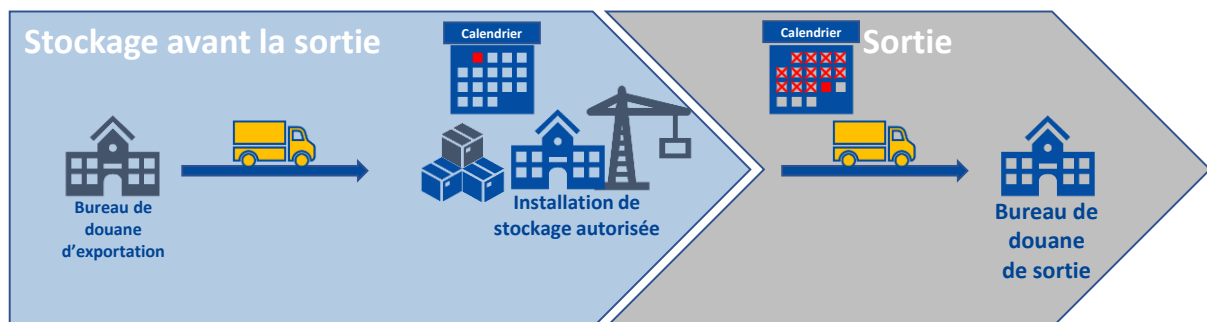


Figure 27 Stockage avant la sortie

Exemple

L'envoi a reçu la mainlevée pour l'exportation à **Olomouc, CZ**, et lorsque les marchandises sont présentées (IE507) au bureau de douane de sortie à **Varna, BG**, l'opérateur indique que les marchandises seront stockées avant leur sortie (la valeur du «Signal stockage» est «1» dans le message IE507) dans une installation de stockage autorisée à **Varna, BG**. À la suite de l'analyse des risques et de la décision de contrôle, une notification d'octroi de mainlevée pour la sortie (IE525) est envoyée à l'opérateur, lui communiquant l'autorisation de stockage des marchandises avant leur sortie. La sortie des marchandises peut être engagée en envoyant un manifeste qui reprend la liste des marchandises destinées à sortir du TDU. La clôture de cette procédure commerciale intervient lorsque l'opérateur informe le bureau de douane de sortie, au moyen d'une notification de sortie (message IE590), que les marchandises sont déjà sorties.

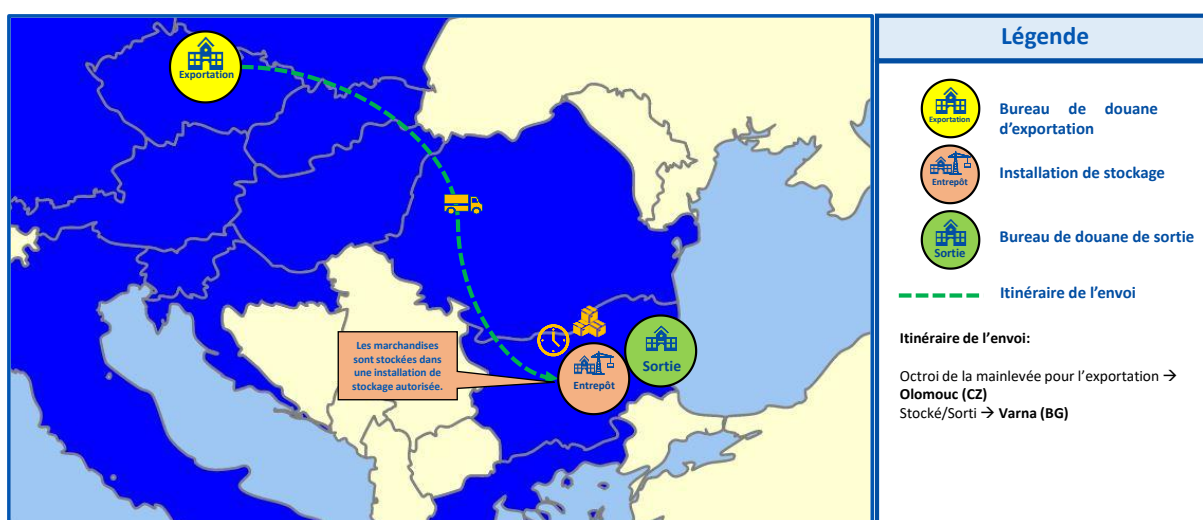


Figure 28 Exemple de stockage avant la sortie

8.3 Sortie partielle

Les spécifications du SAE comprennent un scénario «Sortie après réception de plusieurs manifestes», qui correspond aux situations dans lesquelles des marchandises couvertes par une seule déclaration en douane (un MRN) sortent du TDU en plusieurs envois (plusieurs manifestes) en passant par le même bureau de douane de sortie après avoir été placées dans une installation de stockage. Ce scénario vise à mettre en œuvre la procédure prévue à l'article 333, paragraphe 4, de l'AE CDU. Il y a lieu de souligner que l'article 333, paragraphe 4, de l'AE CDU s'applique uniquement dans des circonstances imprévues.

Dans ces situations, l'opérateur à la sortie doit envoyer un message «Présentation du manifeste» (IE547) avec chaque manifeste correspondant à chacun des envois des marchandises couvertes par une seule et même déclaration en douane. Chaque message IE547 recevra une réponse sous la forme d'un message IE548, prouvant la validation du manifeste.

Pour répondre aux besoins des entreprises, cette possibilité existe déjà dans le système informatique de déclaration des exportations. Dans le SAE, une légère modification a été introduite, à savoir l'envoi d'un seul message IE590 une fois que tous les messages IE547/IE548 correspondant aux marchandises couvertes par la même déclaration d'exportation ont été échangés.



Figure 29 Sortie partielle

Exemple

Les marchandises sont présentées (IE507) au bureau de douane de sortie en indiquant qu'elles seront stockées avant leur sortie dans une installation située à **Lisbonne, PT**. À la suite de l'analyse des risques et de la décision de contrôle, une notification d'octroi de mainlevée pour

la sortie (IE525) est envoyée à l'opérateur, lui communiquant l'autorisation de stockage des marchandises avant leur sortie. Puis, la décision est prise de ne faire sortir qu'une partie de l'envoi (expédition partielle). Cette partie des marchandises est alors présentée au bureau de douane de sortie à **Lisbonne, PT**, par présentation du manifeste (message IE547), avant de bénéficier de la mainlevée pour la sortie et de sortir du TDU à destination de **New York, US**. À ce moment-là, l'envoi est réputé être partiellement sorti.

Il a été décidé que les marchandises restantes placées dans l'installation de stockage à **Lisbonne, PT**, sortiraient du TDU ultérieurement. Elles seront donc présentées au bureau de douane de sortie à **Lisbonne, PT**, par présentation d'un autre manifeste (IE547), avant de bénéficier de la mainlevée pour la sortie et de sortir du TDU à destination de **Johannesburg, ZA**.

Une fois toutes les marchandises sorties du TDU, l'envoi sera considéré comme «Sorti».

8.4 Traitement du CTU

Le déclarant/représentant peut demander, dans la déclaration en douane, à ce que le bureau de douane compétent pour le lieu où les marchandises sont prises en charge dans le cadre d'un contrat de transport unique (CTU) assurant leur sortie du territoire douanier de l'Union soit le bureau de douane de sortie.

À cette fin, dans la déclaration d'exportation, il doit saisir dans l'E.D. «Renseignements complémentaires» (E.D. 12 02 008 000) le code 30500, qui correspond à la demande de faire usage de la simplification prévue par la loi aux fins de la détermination du bureau de douane de sortie prévue à l'article 329, paragraphe 7, du CDU.

Il importe de souligner que les spécifications du SAE ne comportent aucun scénario spécifique concernant le CTU, car la mise en œuvre de cette simplification est assurée au niveau national. Dans la plupart des cas dans lesquels l'article 329, paragraphe 7, du CDU est utilisé, le bureau de douane de sortie est le bureau de douane d'exportation, ce qui signifie qu'aucun échange de messages n'interviendra dans le domaine commun [pas de communication entre deux États membres, lorsque le message «Résultats de sortie» (IE518) doit être utilisé].

Il convient de noter que si le bureau de douane de sortie est différent du bureau de douane d'exportation, le premier informe le second de la sortie des marchandises (au moyen du message IE518) au plus tard le jour ouvrable qui suit celui où les marchandises ont été prises en charge dans le cadre d'un CTU, comme prévu à l'article 333, paragraphe 2, point d), de l'AE CDU.

8.5 Détournement

Le détournement d'un mouvement d'exportation est nécessaire lorsque les marchandises couvertes par une déclaration d'exportation sont présentées (au moyen du message IE507) à un bureau de douane de sortie différent de celui qui a été déclaré (bureau de douane de sortie réel) et ne disposant d'aucune information sur le mouvement.

Dans une telle situation, le bureau de douane de sortie réel doit envoyer le message «Demande de déclaration d'exportation» (IE502) au bureau de douane d'exportation pour demander l'avis anticipé d'exportation (AAE). Le bureau de douane d'exportation y répond au moyen du message «Réponse à l'AAE» (IE503), qui contient les données de la déclaration visant le mouvement d'exportation. Le bureau de douane d'exportation informe également le bureau de douane de sortie (déclaré) au moyen du message «Avis d'arrivée transmis» (IE524) que les marchandises sont arrivées ailleurs.

Si le bureau de douane d'exportation rejette le détournement, au moyen d'une «Réponse à l'AAE» (IE503) négative adressée au bureau de douane de sortie réel, l'opérateur à la sortie en sera informé par le bureau de douane de sortie réel au moyen du message «Notification de rejet du détournement» (IE521).

8.6 Certificat de sortie

Une fois que les marchandises couvertes par une déclaration d'exportation sont sorties du TDU, le bureau de douane de sortie doit confirmer la sortie de l'envoi au bureau de douane d'exportation au moyen du message «Résultats de sortie» (IE518), y compris les résultats des contrôles à la sortie.

Après réception des résultats de sortie, le bureau de douane d'exportation envoie au déclarant/représentant le message «Notification d'exportation» (IE599) pour l'informer que le mouvement est dûment sorti du TDU, et il lui communique l'ensemble des informations d'exportation.

Le message «Notification d'exportation» (IE599) est également envoyé à l'issue d'une procédure de recherche engagée conformément à l'article 335 de l'AE CDU.

À noter que, dans le SAE, le message «Notification d'exportation» (IE599) est envoyé à la fois dans les cas où les résultats des contrôles auxquels a procédé le bureau de douane de sortie sont satisfaisants (donnant lieu à la sortie des marchandises du TDU) et dans les cas où les résultats des contrôles auxquels a procédé le bureau de douane de sortie sont insatisfaisants (donnant lieu au refus de l'octroi de la mainlevée des marchandises destinées à sortir).

8.7 Déclaration sommaire de sortie (EXS)

Les marchandises destinées à sortir du TDU sont couvertes par une déclaration préalable à la sortie qui comporte les énonciations nécessaires pour l'analyse des risques réalisée à des fins de sécurité et de sûreté.

Lorsqu'une déclaration d'exportation ou une déclaration de réexportation n'est pas déposée au bureau de douane d'exportation en tant que déclaration préalable à la sortie, une déclaration sommaire de sortie (EXS) est déposée au bureau de douane de sortie, comme prévu à l'article 271, paragraphe 1, du CDU.

L'EXS doit contenir les données relatives à la sûreté et à la sécurité (S&S) visées aux colonnes A1 et A2 (pour les envois express) de l'annexe B de l'AD CDU.

Les cas de dispense de l'obligation de déposer une déclaration préalable à la sortie (données relatives à la sûreté et à la sécurité) sont précisés à l'article 245 de l'AD CDU.

En principe, l'EXS devant être déposée par le transporteur auprès du bureau de douane de sortie, aucune communication entre les différents bureaux de douane n'est censée intervenir. Les systèmes informatiques utilisés pour le dépôt et le traitement de l'EXS sont développés et

mis en œuvre par chaque État membre au niveau national. Les spécifications du SAE comprennent un jeu de scénarios recommandés, qui ont pour objet d'assister les États membres dans la préparation de leurs systèmes nationaux respectifs et d'harmoniser les procédures au sein de l'Union dans toute la mesure du possible.

Dans le SAE, la personne qui dépose l'EXS envoie le message «Déclaration sommaire de sortie» (IE615) au bureau de douane de sortie. Le SAE national du bureau de douane de sortie valide l'EXS, attribue le MRN et envoie à la personne qui a déposé l'EXS le message «Récépissé de déclaration sommaire de sortie» (IE628).

Ensuite, le SAE national active l'interface avec le système d'analyse des risques pour effectuer une analyse des risques afin de décider si les marchandises doivent faire l'objet d'un contrôle. Si un contrôle s'avère nécessaire, l'opérateur à la sortie en est informé au moyen du message «Notification de décision de contrôle à la sortie» (IE561), ayant le même objet et le même contenu que le message utilisé pour les formalités d'exportation et de réexportation.

Tous les messages échangés par la suite, tels que le message utilisé pour communiquer l'octroi de la mainlevée pour la sortie (IE525) et le message utilisé pour notifier le bureau de douane de sortie que les marchandises sont sorties (IE590), sont les mêmes que ceux utilisés aux fins des déclarations d'exportation et de réexportation.

Fonctionnalité «Bureau de douane de dépôt»

Il convient de noter que les spécifications du SAE comprennent un scénario particulier dans lequel un échange de messages est envisagé dans le domaine commun pour mettre en œuvre les dispositions de l'article 271, paragraphe 1, second alinéa, du CDU. Conformément à cet alinéa, les autorités douanières peuvent autoriser le dépôt de l'EXS auprès d'un autre bureau de douane, à condition que ce dernier («bureau de douane de dépôt») communique ou mette immédiatement l'EXS à la disposition du bureau de douane de sortie.

Le message «Déclaration sommaire de sortie» (IE615) est déposé dans le SAE du bureau de douane de dépôt qui, après acceptation (attribution d'un MRN), transmet les données de l'EXS au bureau de douane de sortie au moyen du message «EXS» (IE601). L'opérateur à la sortie envoie le message «Arrivée à la sortie» (IE507) dès l'arrivée des marchandises au bureau de

douane de sortie. Tous les messages échangés par la suite sont identiques à ceux utilisés aux fins des déclarations d'exportation et de réexportation.

À noter que, dans le SAE, si la fonctionnalité «Bureau de douane de dépôt» présentée plus haut est utilisée, l'analyse des risques sur laquelle se fonde la décision quant à la nécessité de procéder ou non à des contrôles douaniers à la sortie est réalisée uniquement au bureau de douane de sortie, pas au bureau de douane de dépôt.

Rectification d'une déclaration sommaire de sortie (EXS)

Le cadre juridique pour la rectification de l'EXS est prévu à l'article 272, paragraphe 1, du CDU, qui dispose que le déclarant peut être autorisé, sur demande, à rectifier une ou plusieurs des énonciations de la déclaration sommaire de sortie après le dépôt de celle-ci.

Dans le SAE, certaines limitations ont été prévues quant aux articles de données qu'il est permis de rectifier. Dans le cas d'une déclaration sommaire de sortie, la rectification des articles de donnée suivants n'est pas permise:

Rectification de déclaration sommaire de sortie (IE613)	
Groupe de données	Articles de données dans «Opération d'exportation»
Déclarant	MRN
Représentant	-
Bureau de douane de sortie (déclaré)	-
Bureau de douane d'exportation	-

Figure 30 Éléments de données qui ne peuvent pas être rectifiés dans l'EXS

Dans le SAE, la personne qui dépose l'EXS peut, entre le moment où l'EXS a été acceptée et l'octroi de la mainlevée pour la sortie, envoyer un message «Rectification d'EXS» (IE613) au bureau de douane de sortie demandant la modification de certaines données de l'EXS.

La demande de rectification de l'EXS peut être soit positive, et prendre la forme du message «Acceptation de la rectification d'une EXS» (IE604), soit négative, et prendre la forme du

message «Rejet du bureau de douane de sortie» (IE557). La personne qui dépose l'EXS peut envoyer plus d'une demande de rectification d'EXS.

Invalidation de la déclaration sommaire de sortie (EXS)

L'invalidation de l'EXS est une nouvelle procédure du SAE-P1 qui n'existait pas dans l'ECS-P2: nous invitons le lecteur à se reporter au chapitre 5 (point 5.6) du présent guide, consacré aux nouvelles fonctionnalités du SAE.

9 Procédures hors du champ des spécifications du SAE

9.1 Exceptions acceptées par l'ECCG

La version actualisée du dossier du SAE, approuvée par l'Electronic Customs Coordination Group (groupe de coordination de l'initiative Douane électronique) le 13 mars 2018, comporte les procédures suivantes qui ne relèvent pas du champ des spécifications du SAE:

Inscription dans les écritures du déclarant (IDED) – L'IDED est prévue à l'article 182 du CDU, en conjonction avec l'article 150 de l'AD CDU et les articles 233 à 235 de l'AE CDU. Il s'agit d'une simplification qui peut être autorisée par les autorités douanières lorsque le déclarant jouit du statut d'OEAC (opérateur économique agréé pour les simplifications douanières) ayant dispense d'obligation de présenter les marchandises [article 182, paragraphe 3, point a), du CDU], et qui permet le dépôt de la déclaration en douane sous la forme d'une inscription dans les écritures du déclarant. Les énonciations de ladite déclaration sont à la disposition des autorités douanières dans le système électronique du déclarant au moment du dépôt de la déclaration en douane.

Droit d'être entendu – Le droit d'être entendu est prévu à l'article 22, paragraphe 6, du CDU, en conjonction avec les articles 8 à 10 de l'AD CDU et les articles 8 et 9 de l'AE CDU. Ce droit permet à toute personne qui a introduit une demande de décision relative à l'application de la législation douanière d'exprimer son point de vue dans un délai déterminé à compter de la date à laquelle il reçoit ou est réputé avoir reçu des autorités douanières la communication des motifs sur lesquels elles entendent fonder leur décision. Pour ce qui est des décisions douanières concernant la déclaration d'exportation, le droit d'être entendu doit être appliqué au niveau national.

Envois fractionnés/sortie en plusieurs étapes – La sortie en plusieurs étapes est prévue à l'article 333, paragraphe 5, de l'AE CDU. Dans ce cas de figure, les marchandises couvertes par une seule déclaration en douane (un MRN) quittent le TDU sous la forme de plusieurs envois en passant par plus d'un bureau de douane de sortie. Une telle situation n'entre pas dans le champ des spécifications du SAE, mais dans celui de la disposition juridique citée.

9.2 Rectification d'une déclaration d'exportation après octroi de la mainlevée pour l'exportation

La rectification d'une déclaration d'exportation peut être autorisée après la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation pour permettre au déclarant de satisfaire à ses

obligations relatives au placement des marchandises sous le régime de l'exportation, comme prévu à l'article 173, paragraphe 3, du CDU.

La rectification après octroi de la mainlevée pour l'exportation n'est pas prévue dans les spécifications du SAE et doit être mise en œuvre au niveau national.

La raison pour laquelle la rectification de la déclaration d'exportation après l'octroi de la mainlevée des marchandises destinées à l'exportation n'est pas couverte par les spécifications communes relatives au SAE est différente des raisons indiquées au point 9.1. Ainsi:

- après que les marchandises se voient octroyer la mainlevée pour l'exportation, la rectification peut être traitée par le bureau de douane d'exportation/le SCO (par exemple, pour des besoins statistiques) sans qu'il y ait besoin d'un échange électronique d'informations avec le bureau de douane de sortie ou le BDP et sans avoir à passer par le domaine commun;
- il convient de préciser que, dans le SAE, il n'y a pas à envoyer de second message IE501 (AAE) au bureau de douane de sortie si la rectification est acceptée au bureau de douane d'exportation après que les marchandises ont reçu la mainlevée pour l'exportation, c'est-à-dire après que le premier message IE501 message a été envoyé. Au bureau de douane de sortie, les formalités sont effectuées sur la base du premier message «AAE» (IE501) ou du message «Réponse à l'AAE» (IE503) dans le cas d'un détournement.

Le cas échéant, les conditions énoncées à l'article 173, paragraphes 1 et 2, du CDU devront cependant être prises en considération.

9.3 Dépôt a posteriori

À l'heure actuelle, les spécifications du SAE ne comprennent aucun scénario de dépôt a posteriori de la déclaration d'exportation. Néanmoins, le présent chapitre a pour objet de présenter le cadre juridique pour le dépôt a posteriori d'une déclaration en douane d'exportation et le traitement de cette déclaration dans le SAE. Étant donné que la déclaration en douane déposée a posteriori passe par un échange de messages dans le domaine externe (entre le déclarant/exportateur et le bureau de douane compétent pour le lieu où celui-ci est établi), cette procédure est mise en œuvre au niveau national.

Plus particulièrement, les marchandises de l'Union destinées à sortir du territoire douanier de l'Union sont placées sous le régime de l'exportation (article 269 du CDU), tandis que les marchandises non Union destinées à sortir du territoire douanier de l'Union sont soumises à une déclaration de réexportation à déposer au bureau de douane compétent (article 270 du CDU).

La législation douanière prévoit les procédures à suivre en ce qui concerne les marchandises destinées à sortir du TDU. Selon l'article 263 du CDU, les marchandises destinées à sortir du TDU sont couvertes par une déclaration préalable à la sortie, qui revêt la forme d'une déclaration en douane, d'une déclaration de réexportation ou d'une déclaration sommaire de sortie (EXS). Par ailleurs, l'article 267 du CDU dispose que ces marchandises sont présentées en douane à la sortie, sont soumises à la surveillance douanière et peuvent faire l'objet de contrôles douaniers.

Dans certaines circonstances exceptionnelles, lorsque les formalités douanières relatives à la sortie des marchandises du TDU n'ont pas été appliquées, l'article 337 de l'AE CDU prévoit que l'exportateur puisse déposer une déclaration d'exportation ou une déclaration de réexportation a posteriori, c'est-à-dire après que les marchandises ont quitté le TDU.

Conformément à l'article 337, paragraphe 1, de l'AE CDU, cette déclaration est déposée au bureau de douane compétent pour le lieu d'établissement de l'exportateur. Ce bureau de douane certifie la sortie des marchandises à l'exportateur pour autant que deux conditions soient satisfaites:

- la mainlevée aurait été octroyée si la déclaration avait été déposée avant la sortie des marchandises du territoire douanier de l'Union, ce qui implique, entre autres, que les interdictions et restrictions ainsi que les exigences en matière de sûreté et de sécurité aient été respectées, et permettent la mainlevée des marchandises, le cas échéant;
- le bureau de douane dispose de la preuve que les marchandises ont quitté le territoire douanier de l'Union.

Conformément à l'article 337, paragraphe 2, de l'AE CDU, le dépôt a posteriori d'une déclaration d'exportation peut également être permis: lorsque des marchandises de l'Union

qui étaient destinées à être réimportées sont sorties du TDU, mais ne sont plus destinées à être réimportées, et qu'un autre type de déclaration en douane aurait été utilisé si aucune réimportation n'avait été envisagée, l'exportateur peut déposer une déclaration d'exportation a posteriori, qui remplace la déclaration initiale, au bureau de douane d'exportation. Ce bureau de douane certifie la sortie des marchandises à l'exportateur.

Dans la pratique, cette situation peut survenir lorsque des marchandises ont été exportées à titre temporaire et sont destinées à être réintroduites sur le territoire douanier de l'Union (code régime 23 00), mais que, par la suite, l'exportateur dépose une déclaration en douane en vue d'une exportation permanente (code régime 10 00), car les marchandises concernées ne sont plus destinées à être réintroduites dans le TDU, contrairement à son intention initiale.

Il convient de noter que, conformément à l'article 249 de l'AD CDU, le dépôt a posteriori d'une déclaration d'exportation ou de réexportation peut être effectué par des moyens d'échange d'informations autres que des procédés informatiques de traitement des données.

À des fins d'harmonisation, un nouveau type de déclaration supplémentaire «R» a été inséré dans la dernière annexe B de l'AE CDU pour pouvoir repérer plus facilement les déclarations d'exportation ou de réexportation qui ont été déposées a posteriori dans le système informatique.

Quel que soit le moyen (électronique ou autre) choisi par chaque État membre pour le dépôt a posteriori des déclarations d'exportation ou de réexportation et le traitement de celles-ci, ces déclarations doivent contenir tous les éléments de données requis pour une déclaration préalable à la sortie, y compris les données relatives à la sûreté et à la sécurité, comme prévu à l'article 263, paragraphe 4, du CDU, qui correspondent aux éléments de données de la colonne A1 de l'annexe B de l'AD CDU. Les situations dans lesquelles une dispense de l'obligation de déposer une déclaration préalable à la sortie s'applique sont prévues à l'article 245 de l'AD CDU.

Pour ce qui est de l'élément de données «Localisation des marchandises», dans le cas d'une déclaration déposée a posteriori, cet élément de données sera renseigné en indiquant le lieu où les marchandises auraient été présentées en douane si une déclaration préalable à la sortie avait été déposée conformément à aux dispositions juridiques en vigueur.

Il est également important de noter que le bureau de douane qui accepte le dépôt a posteriori de la déclaration en douane procède à l'analyse des risques de la déclaration en douane, y compris des données relatives à la sûreté et à la sécurité. En effet, il est important que les systèmes d'analyse des risques des États membres intègrent les informations en matière de risque extraites des déclarations déposées a posteriori, car elles peuvent se révéler importantes pour les mouvements d'exportation futurs de certains opérateurs économiques.

Le résultat de l'analyse des risques doit au moins indiquer un contrôle documentaire, car le bureau de douane d'exportation est tenu de vérifier les documents d'accompagnement qui prouvent que les marchandises ont effectivement quitté le TDU. En revanche, il ne sert à rien que le résultat de l'analyse des risques suggère un contrôle physique des marchandises étant donné que celles-ci ont déjà quitté le TDU.

Le contrôle documentaire de la déclaration déposée a posteriori permettra également de vérifier les interdictions et restrictions applicables aux marchandises déclarées. En ce qui concerne la date à utiliser pour l'application des interdictions et restrictions, elle doit être aussi proche que possible de la date à laquelle les marchandises auraient dû être présentées en douane et déclarées pour l'exportation ou la réexportation. Il pourrait s'agir de la date de chargement des marchandises destinées à l'exportation, qui peut être retrouvée dans les documents de transport (par exemple, connaissance, bordereau d'expédition CMR, lettre de transport aérien, etc.).

À l'heure actuelle, aucun élément de données spécifique ne figure dans l'annexe B de l'AD CDU qui renvoie à cette date: par conséquent, un contrôle manuel des documents présentés par le déclarant doit être effectué au bureau de douane d'exportation. Il convient de mentionner que, dans le but d'harmoniser dans toute la mesure du possible les pratiques nationales des États membres, une demande a été transmise au secteur Harmonisation et intégration des données de la DG TAXUD visant l'ajout d'un nouvel élément de données dans la colonne B1 de l'annexe B de l'AD CDU. Le traitement de cette demande est en cours dans le cadre du processus de gestion des modifications apportées à l'annexe B. La mise en œuvre du nouvel élément de données dans la législation et dans les spécifications du système devrait intervenir en 2023.

Dans le cas des déclarations déposées a posteriori, étant donné que les marchandises ont déjà quitté le TDU, le bureau de douane d'exportation et le bureau de douane de sortie n'ont pas besoin de communiquer entre eux et, par conséquent, le message «Avis anticipé d'exportation» (IE501) ne devrait pas non plus être envoyé au bureau de douane de sortie. En outre, le bureau de douane d'exportation est le bureau compétent pour certifier la sortie des marchandises à la lumière des éléments dont il dispose prouvant que les marchandises ont effectivement quitté le TDU.

10 Messages d'échange d'informations SAE

Message	Description	Émetteur	Récepteur
IE040	Notification d'invalidation du transit à	BDDép	BDSort
IE042	Résultats du contrôle de destination à	BDDép	BDSort
IE048	Communication relative à un	BDDép	BDSort
IE190	Notification de présentation en transit	BDDép	BDSort
IE191	Réponse à la notification de	BDSort	BDDép
IE411	Envoi de données statistiques	États membres	Application centrale
IE501	AAE	BDExp/SCO	BDSort
IE502	Demande de déclaration	BDSort (réel)	BDExp/SCO
IE503	Réponse à l'AAE	BDExp/SCO	BDSort (réel)
IE504	Acceptation de la rectification d'une	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE507	Arrivée à la sortie	Opérateur à la sortie	BDSort
IE509	Décision d'invalidation d'exportation	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE510	Notification d'invalidation	BDExp/SCO	BDSort/BDP
IE511	Notification de présentation à	Déclarant/représentant	BDExp/SCO
IE513	Rectification de la déclaration	Déclarant/représentant	BDExp/SCO
IE514	Demande d'invalidation d'exportation	Déclarant/représentant	BDExp/SCO
IE515	Déclaration d'exportation	Déclarant/représentant	BDExp/SCO
IE518	Résultats de sortie	BDSort	BDExp/SCO
IE521	Notification de rejet du détournement	BDSort	Opérateur à la sortie
IE522	Refus d'octroi de la mainlevée à la	BDSort	Opérateur à la sortie
IE524	Avis d'arrivée transmis	BDExp/SCO	BDSort (déclaré)
IE525	Notification d'octroi de la mainlevée à	BDSort	Opérateur à la sortie
IE528	MRN export attribué	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE529	Octroi de la mainlevée pour	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE531	Notification de l'expiration du délai de	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE532	Demande de DA-e	BDExp/SCO	Administration nationale
IE533	Déclaration de données appariées	SCO	BDP
IE535	Notification d'octroi de la mainlevée	BDExp/SCO	Administration nationale
IE537	Résultat de la vérification du DA-e	BDExp/SCO	Administration nationale
IE539	Notification d'acceptation de la	BDExp/SCO	Administration nationale
IE540	Notification de mainlevée	SCO	BDP
IE541	Résultats des contrôles effectués par	BDP	SCO
IE542	Notification de refus d'octroi de la	SCO	BDP
IE543	Notification d'octroi de la mainlevée à	SCO	BDP
IE545	Récépissé du contrôle préalable à la	BDP	SCO
IE547	Présentation du manifeste	Opérateur à la sortie	BDSort
IE548	Validation du manifeste	BDSort	Opérateur à la sortie
IE551	Pas de mainlevée pour l'exportation	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE556	Rejet du bureau de douane	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE557	Rejet du bureau de douane de sortie	BDSort	Opérateur à la sortie
IE560	Notification de décision de contrôle à	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE561	Notification de décision de contrôle à	BDSort	Opérateur à la sortie
IE563	Décision de contrôle du bureau de	BDP	SCO
IE570	Notification de réexportation	Opérateur à la sortie	BDSort
IE571	Notification d'enregistrement de la	BDSort	Opérateur à la sortie
IE573	Demande de rectification d'une	Opérateur à la sortie	BDSort

IE574	Acceptation de la rectification d'une	BDSort	Opérateur à la sortie
IE582	Demande d'informations concernant	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE583	Informations concernant un envoi non	Déclarant/représentant	BDExp/SCO
IE588	Certification de sortie fondée sur la	BDExp/SCO	BDSort
IE590	Notification de sortie	Opérateur à la sortie	BDSort
IE591	Récépissé d'invalidation	BDSort	BDExp/SCO
IE592	Résultats de sortie à l'attention du	SCO	BDP
IE594	Demande de statut	BDExp/SCO	BDSort
IE595	Réponse à la demande de statut	BDSort	BDExp/SCO
IE598	Résultats de sortie à l'attention de	BDExp/SCO	Administration nationale
IE599	Notification d'exportation	BDExp/SCO	Déclarant/représentant
IE601	EXS	Bureau de douane de	BDSort
IE604	Acceptation de la rectification de l'EXS	BDSort	Personne qui dépose l'EXS
IE609	Décision d'invalidation d'EXS/REN	BDSort	Personne qui dépose l'EXS
IE613	Rectification d'une EXS	Personne qui dépose l'EXS	BDSort
IE614	Demande d'invalidation d'EXS/REN	Personne qui dépose l'EXS	BDSort
IE615	Déclaration sommaire de sortie	Personne qui dépose l'EXS	Bureau de douane de dépôt BDSort
IE628	Récépissé de déclaration sommaire de sortie (EXS)	Bureau de douane de dépôt/BDSort	Personne qui dépose l'EXS
IE801	DA-e	Administration nationale	BDExp/SCO

NB: la liste ci-dessus n'est pas exhaustive et n'y figurent que les messages SAE dont il est question dans le présent document.